

# Mali – Mètre

**Enquête d'opinion  
« Que pensent les Maliens ? »**

**N° 6  
18 - 25 mai 2015**

© Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Bamako, 2015

Responsable : Jan Henrik Fahlbusch, Représentant Résident

Comité de rédaction : Ibrahima Cissé, M. Abdourhamane Dicko, Jan Henrik Fahlbusch

Friedrich-Ebert-Stiftung

Badalabougou Est

BP. 428 Bamako - Mali

Tél. : +223-20 22 44 24 • Fax +223-20 22 91 13

Email : [info@fes-mali.org](mailto:info@fes-mali.org)

Site web : [www.fes-mali.org](http://www.fes-mali.org)

## Préface

Initié par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) en 2012, «Mali-Mètre» est un instrument d'analyse socio-politique qui a pour but de saisir les perceptions et opinions politiques des citoyens et citoyennes du Mali et de les porter à la connaissance du public. Les enquêtes d'opinion représentent un important instrument dans une démocratie pour interroger et comprendre les perceptions, besoins et attentes des citoyennes et des citoyens, qui constituent un indicateur essentiel pour la consolidation de la démocratie participative et représentative et dans la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques et de coopération.

C'est le sens que donne la FES à Mali-Mètre comme fenêtre d'opportunité pour une résolution durable et effective des défis du Mali à travers une collecte de la perception des populations et sa mise à disposition des décideurs politiques, des acteurs de la société civile et de la communauté internationale pour un meilleur ciblage des interventions.

Mali-Mètre est réalisé en moyenne deux fois dans l'année et porte sur des sujets d'actualité. Il est une image instantanée de la perception des populations sur lesdits sujets. Il a déjà été réalisé à cinq reprises en plus d'une édition spéciale consacrée à Gao, Kidal et Ménaka.

La présente édition a été réalisée immédiatement après le 15 mai 2015, date de signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali par le Gouvernement du Mali et d'autres parties au conflit sans la CMA. Mali-Mètre 6 est principalement consacré, en plus des sujets classiques comme la confiance dans les institutions ou la corruption, à l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, surtout dans ses dimensions politico-institutionnelles, de défense, de sécurité, de réconciliation et de justice.

Les acteurs de la mise en œuvre dudit Accord ont également fait l'objet de l'appréciation des citoyennes et citoyens maliens. Il s'agit également de mesurer le degré d'appropriation du contenu de l'Accord par les Maliennes et Maliens.

En réalisant le « Mali-Mètre » la FES espère apporter sa modeste contribution à la sortie de crise dans un contexte profondément marqué par des défis persistants en matière socio-économique et institutionnel ainsi que par la dégradation de la situation sécuritaire du pays.

Comme les éditions précédentes, ce sondage a été réalisé avec l'exigence de représentativité à travers toutes les régions du Mali malgré les défis y afférents. Pour des raisons de sécurité, Kidal n'a pas été retenue pour cette enquête.

Au nom de la Friedrich-Ebert-Stiftung et l'équipe de son bureau de Bamako, nous vous souhaitons une bonne et passionnante lecture.

*Abdourhamane Dicko  
Jan Henrik Fahlbusch  
Katja Müller*

## Table des matières

PRÉFACE .....	2
RÉSUMÉ .....	10
<b>Première partie : Objectifs et Cadre méthodologique</b> .....	16
1.1 Contexte et Justification .....	16
1.2 Objectifs du Sondage .....	16
1.3 Approche méthodologique .....	17
1.3.1 Populations cibles .....	17
1.3.2 Taille de l'échantillon et techniques de sondage .....	17
1.3.3 Elaboration du questionnaire et du manuel de l'enquêteur .....	18
1.3.4 Traduction du questionnaire en langues nationales .....	19
1.3.5 Recrutement et formation des enquêteurs et superviseurs .....	19
1.3.6 L'appui d'un statisticien informaticien .....	19
1.4 Collecte des données .....	19
1.5 Traitement et Analyse .....	20
1.6 Livrables .....	20
<b>Deuxième partie : Les Résultats</b> .....	21
2.1 Confiance dans les Institutions .....	21
2.1.1 Appréciation du Président de la République .....	21
2.1.2 Appréciation du Gouvernement .....	23
2.1.3 Appréciation de l'Assemblée nationale .....	25
2.1.4 Appréciation du Haut Conseil des Collectivités (HCC) .....	27
2.2 Défis majeurs du Mali .....	29
2.3 Corruption .....	30
2.3.1 Appréciation du niveau de corruption .....	30
2.3.2 Les secteurs les plus concernés par la corruption .....	32
2.4 Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger .....	33
2.4.1 Appréciation de la date du 15 mai, jour de signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali .....	33
2.4.2 Connaissance de quelques points importants du projet d'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger .....	35
2.4.3 Source d'information sur l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali .....	36
2.4.4 Les acteurs majeurs de la mise en œuvre de l'Accord .....	37
2.4.5 L'Accord et l'atteinte à l'unité du pays .....	37
2.4.6 La signification du mot «Azawad » .....	38
2.4.7 Appréciation de la signature de l'Accord par le Gouvernement .....	39
2.4.8 Appréciation du retard accusé par la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) pour parapher l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger .....	41
2.4.9 Les conséquences de la non signature de l'Accord sur la sécurité et la stabilité du pays .....	41

2.4.10	Appréciation de la MINUSMA dans son soutien à la mise en œuvre de l'Accord .....	42
2.4.11	Mise en œuvre de l'Accord sans la signature de la CMA .....	44
2.4.12	Mise en œuvre de l'Accord avec la signature de la CMA .....	44
2.5	De la régionalisation .....	46
2.5.1	Signification de « la régionalisation » .....	46
2.5.2	La régionalisation comme réponse appropriée à la crise que traverse le pays .....	47
2.5.3	L'élection des responsables régionaux au suffrage direct comme facteur d'amélioration de la gouvernance .....	49
2.5.5	Les risques ou les dangers de la régionalisation .....	51
2.5.6	Identification du citoyen à la collectivité .....	51
2.5.7	Disposition à payer plus d'impôt pour le développement de la région .....	52
2.5.8	Avenir de la génération à venir dans le pays .....	53
2.5.9	Appréciation de la décentralisation au Mali .....	54
2.6	Sécurisation du Mali .....	55
2.6.1	Signification du mot « sécurité » .....	55
2.6.2	Appréciation du niveau actuel de sécurité .....	56
2.6.3	Peur des attentats terroristes .....	57
2.6.4	Appréciation de la confiance aux acteurs dans la sécurisation des localités .....	58
2.6.5	Appréciation des capacités des forces armées du Mali à sécuriser le pays en général .....	59
2.6.6	Le mandat de la MINUSMA .....	60
2.6.7	Appréciation de l'exécution du mandat de la MINUSMA .....	61
2.6.8	Reproche de la population à la MINUSMA .....	63
2.6.9	Appréciation de la formation des forces armées maliennes par l'EUTM .....	64
2.6.10	Durée de présence des troupes de l'ONU après la signature de l'Accord .....	64
2.6.11	Durée de présence de BARKHANE au Mali après la signature de l'Accord .....	66
2.7	Réconciliation et Justice .....	67
2.7.1	Populations affectées par la crise .....	67
2.7.2	Nécessité de la réconciliation entre les populations après la signature de l'Accord .....	68
2.7.3	Appréciation du contenu de la réconciliation .....	68
2.7.4	Appréciation des actions de l'Etat pour se réconcilier avec les populations .....	69
2.8	Appréciation des priorités du Gouvernement .....	71
ANNEXES .....		74
Annexe 1 : Questionnaire .....		75
Annexe 2 : Répartition des enquêté(e)s par sexe selon les villes enquêtés .....		87
Annexe 3 : Répartition des enquêté(e)s par tranche d'âge selon les villes enquêtés .....		87
Annexe 4 : Répartition des enquêté(e)s par niveau d'instruction selon les villes enquêtés .....		87
Annexe 5 : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leurs appréciations du président de la République .....		88
Annexe 6 : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation du Gouvernement .....		89
Annexe 7 : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation du Haut Conseil des Collectivités.....		91
Annexe 8 : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation à l'Assemblée nationale .....		92
Annexe 9 : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon les grands défis auxquels le Mali doit faire face .....		94

<b>Annexe 10 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation du niveau de la corruption au Mali .....	97
<b>Annexe 11 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation des secteurs les plus concernés par la corruption .....	98
<b>Annexe 12 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation de la date du 15 mai, jour de signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali .....	101
<b>Annexe 13 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur connaissance des points importants de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger .....	102
<b>Annexe 14 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leurs sources d'information sur l'Accord de paix et de réconciliation d'Alger .....	103
<b>Annexe 15 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation des acteurs majeurs de la mise en œuvre de l'Accord .....	103
<b>Annexe 16 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation de l'Accord sur l'atteinte à l'unité nationale .....	109
<b>Annexe 17 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation sur la signification de l'Azawad.....	110
<b>Annexe 18 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation de la signature de l'Accord par le Gouvernement .....	113
<b>Annexe 19 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation du retard accusé par la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) de parapher l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger .....	115
<b>Annexe 20 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation sur les conséquences de la non signature de l'Accord sur la sécurité et la stabilité du pays.....	116
<b>Annexe 21 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation en la MINUSMA dans son soutien à la mise en œuvre de l'Accord.....	118
<b>Annexe 22 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant la mise en œuvre de l'Accord sans la signature de l'Accord par la CMA .....	120
<b>Annexe 23 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant la mise en œuvre de l'Accord avec la signature de l'Accord par la CMA .....	121
<b>Annexe 24 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant la signification de la « régionalisation » .....	122
<b>Annexe 25 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant de la régionalisation .....	125
<b>Annexe 26 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant l'élection des responsables régionaux au suffrage .....	126
<b>Annexe 27 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant les risques ou les dangers de la régionalisation .....	127
<b>Annexe 28 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant leurs considérations en tant citoyen de le leurs communes, de leurs régions ou de leurs pays ou de la CEDEAO .....	130
<b>Annexe 29 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant s'ils seront prêts à payer plus d'impôt pour le développement de votre région .....	132
<b>Annexe 30 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant l'avenir de leurs enfants au Mali .....	133
<b>Annexe 31 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant la décentralisation au Mali .....	134
<b>Annexe 32 :</b> Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant la signification de la sécurité .....	136

<b>Annexe 33</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant la sécurité actuelle dans le pays .....	138
<b>Annexe 34</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant les attentats terroristes .....	139
<b>Annexe 35</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant la sécurisation de leur localité .....	141
<b>Annexe 36</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant leurs confiances aux capacités des forces armées du Mali à sécuriser le pays en général .....	142
<b>Annexe 37</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation sur ce que doit être le mandat de la MINUSMA .....	144
<b>Annexe 38</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant le mandat de la MINUSMA au Mali .....	146
<b>Annexe 39</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant les reproches faites à la MINUSMA .....	149
<b>Annexe 40</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation de l'intervention militaire Française au Mali dans sa lutte contre le terrorisme au Nord .....	151
<b>Annexe 41</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation de que la formation des forces armées du Mali par l'Union Européenne .....	154
<b>Annexe 42</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant la durée que devrait être les troupes de l'ONU après la signature de l'Accord .....	155
<b>Annexe 43</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation concernant la durée que devrait être les troupes de BARKHANE après la signature de l'Accord .....	157
<b>Annexe 44</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation sur l'affection ersonnelle .....	158
<b>Annexe 45</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation sur la nécessité de la réconciliation nationale par la prise depuis 2012 .....	160
<b>Annexe 46</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation sur les points de négociation .....	161
<b>Annexe 47</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation sur les actions prioritaires que l'Etat doit réaliser pour se réconcilier .....	162
<b>Annexe 48</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation sur les priorités du Gouvernement .....	164
<b>Annexe 49</b> : Répartition des enquêté(e)s par sexe et par ville selon leur appréciation sur les priorités du Gouvernement .....	167

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 :	Répartition de l'échantillon selon les localités enquêtées .....	20
Graphique 2:	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du Président de la République .....	21
Graphique 3:	Répartition des enquêté(e)s par ville selon leur appréciation du Président de la République .....	22
Graphique 4:	Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude selon leur appréciation du Président de la République .....	22
Graphique 5:	Répartition des enquêté(e)s par tranche d'âge selon leur appréciation du Président de la République .....	23
Graphique 6:	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du Gouvernement .....	23
Graphique 7:	Répartition des enquêté(e)s par localité selon leur appréciation du Gouvernement .....	24
Graphique 8:	Répartition des enquêté(e)s par niveau d'instruction selon leur appréciation du Gouvernement .....	24
Graphique 9:	Répartition des enquêté(e)s par tranche d'âge selon leur appréciation du Gouvernement .....	25
Graphique 10:	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation de l'Assemblée nationale .....	25
Graphique 11:	Répartition des enquêté(e)s par localité selon leur appréciation de l'Assemblée nationale .....	26
Graphique 12:	Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude selon leur appréciation de l'Assemblée nationale .....	26
Graphique 13:	Répartition des enquêté(e)s par tranche d'âge selon leur appréciation de l'Assemblée nationale .....	27
Graphique 14:	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du Haut Conseil des Collectivités .....	27
Graphique 15:	Répartition des enquêtés par région selon leur appréciation du Haut Conseil des Collectivités .....	28
Graphique 16:	Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude selon leur appréciation du Haut Conseil des Collectivités .....	28
Graphique 17:	Répartition des enquêté(e)s par tranche d'âge selon leur appréciation du Haut Conseil des Collectivités .....	29
Graphique 18:	Répartition des enquêté(e)s selon leur appréciation des défis majeurs auxquels le Mali doit faire face .....	29
Graphique 19:	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du niveau de corruption .....	30
Graphique 20:	Répartition des enquêté(e)s par tranche d'âge et par niveau d'instruction selon leurs appréciations du niveau de corruption .....	31
Graphique 21:	Répartition des enquêté(e)s par région selon leur appréciation du niveau de corruption .....	31
Graphique 22:	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du niveau de corruption par secteur .....	32
Graphique 23:	Répartition des enquêté(e)s par tranche d'âge et par niveau d'étude selon les secteurs les plus concernés par la corruption .....	33
Graphique 24:	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation de la date de signature du 15 mai, jour de signature de l'Accord d'Alger .....	33
Graphique 25:	Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude et tranche d'âge selon leurs appréciations de la date de signature du 15 mai, jour de signature de l'Accord d'Alger .....	34
Graphique 26:	Répartition des enquêté(e)s par localité selon leur appréciation de la date de signature du 15 mai, jour de signature de l'Accord d'Alger .....	35
Graphique 27:	Répartition des enquêté(e)s par sexe, niveau d'étude et tranche d'âge selon leurs connaissances de l'accord de paix .....	35
Graphique 28:	Répartition des enquêté(e)s par région selon leurs connaissances de l'accord de paix .....	36
Graphique 29:	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon la source d'information sur l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali .....	36
Graphique 30:	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon les acteurs majeurs de la mise en œuvre de l'Accord .....	37
Graphique 31:	Répartition des enquêté(e)s par sexe, niveau d'étude et tranche d'âge selon l'atteinte à l'unité du pays par l'Accord pour la paix et la réconciliation .....	37
Graphique 32:	Répartition des enquêté(e)s par localité selon l'atteinte à l'unité du pays par l'Accord pour la paix et la réconciliation .....	38
Graphique 33:	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leurs opinions sur la signification « Azawad » .....	39
Graphique 34:	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation de l'Accord .....	39
Graphique 35:	Répartition des enquêté(e)s par localité selon leurs appréciations de l'Accord .....	40
Graphique 36:	Répartition des enquêté(e)s par sexe, niveau d'étude et tranche d'âge selon leur appréciation de la signature de l'Accord par le Gouvernement .....	40
Graphique 37:	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du retard accusé par la CMA pour parapher l'Accord .....	41
Graphique 38:	Répartition des enquêté(e)s par sexe leurs opinions concernant les conséquences de la non signature de l'Accord .....	42

Graphique 39: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation de la MINUSMA dans son soutien à la mise en œuvre de l'Accord .....	42
Graphique 40: Répartition des enquêté(e)s par localité selon le niveau de confiance à la MINUSMA dans son soutien à la mise en œuvre de l'Accord .....	43
Graphique 41: Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude et par tranche d'âge selon leurs appréciations de la MINUSMA dans son soutien à la mise en œuvre de l'Accord .....	43
Graphique 42: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leurs opinions concernant la mise en œuvre de l'Accord sans la signature de la CMA .....	44
Graphique 43: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leurs opinions concernant la mise en œuvre de l'Accord avec la signature de la CMA .....	45
Graphique 44: Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude et par tranche d'âge selon leurs opinions sur la capacité du Gouvernement du Mali à mettre en œuvre l'Accord avec la signature de la CMA .....	45
Graphique 45: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leurs opinions concernant la signification de la « régionalisation » ...	46
Graphique 46: Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude selon leurs opinions concernant la signification de la « régionalisation » .....	47
Graphique 47: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation de la régionalisation comme réponse appropriée à la crise .....	47
Graphique 48: Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude et par tranche d'âge selon leur appréciation de la régionalisation comme réponse appropriée à la crise .....	48
Graphique 49: Répartition des enquêté(e)s par localité selon leur opinion de la régionalisation comme une réponse appropriée ou non à la crise que traverse le pays depuis 2012 .....	49
Graphique 50: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur opinion de l'élection des responsables régionaux au suffrage direct comme facteur d'amélioration de la gouvernance .....	49
Graphique 51: Répartition des enquêté(e)s par localité selon leur opinion de l'élection des responsables régionaux au suffrage direct comme facteur d'amélioration de la gouvernance .....	50
Graphique 52: Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude et tranche d'âge, selon leur opinion de l'élection des responsables régionaux au suffrage pour améliorer la gouvernance au Mali .....	50
Graphique 53: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur appréciation des risques ou dangers de la régionalisation.....	51
Graphique 54: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur identification à la collectivité .....	52
Graphique 55: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur disposition à payer plus d'impôt pour le développement de leur région .....	52
Graphique 56: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur disposition à payer plus d'impôt pour le développement de leur région .....	53
Graphique 57: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur opinion que leur enfants vivront mieux ou non qu'eux au Mali ...	53
Graphique 58: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur appréciation de la réussite de la décentralisation au Mali .....	54
Graphique 59: Répartition des enquêté (e)s par tranche d'âge et niveau d'étude selon leur appréciation de la réussite de la décentralisation au Mali .....	54
Graphique 60 : Répartition des enquêté (e)s par sexe selon la signification qu'ils donnent à la « Sécurité » .....	55
Graphique 61: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur appréciation de leur sécurité actuellement .....	56
Graphique 62: Pourcentage de la population enquêtée qui ne se sent pas en sécurité selon les villes enquêtées .....	56
Graphique 63: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon son niveau de la peur des attentats terroristes .....	57
Graphique 64: Répartition des enquêté (e)s par localité selon la peur des attentats terroristes .....	57
Graphique 65: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon les acteurs auxquels ils font le plus confiance dans la sécurisation de leur localité .....	58
Graphique 66: Répartition des enquêté (e)s par niveau d'étude selon les acteurs auxquels ils font le plus confiance dans la sécurisation de leur localité .....	58
Graphique 67: Répartition des enquêté (e)s par localité selon les acteurs auxquels ils font le plus confiance dans la sécurisation de leur ville .....	59
Graphique 68: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur confiance aux forces armées du Mali à sécuriser le pays en général .....	60
Graphique 69: Répartition des enquêté (e)s par localité selon leur confiance aux forces armées du Mali à sécuriser le pays en général .....	60
Graphique 70: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur opinion de ce que doit être le mandat de la MINUSMA au Mali..	61

Graphique 71: Répartition des enquêté (e)s par niveau d'étude selon leur opinion de ce que doit être le mandat de la MINUSMA au Mali .....	61
Graphique 72: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur appréciation du niveau d'exécution du mandat de la MINUSMA au Mali .....	62
Graphique 73: Répartition des enquêté (e)s par localité et par sexe selon leur appréciation du niveau d'exécution du mandat de la MINUSMA au Mali .....	62
Graphique 74: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon les reproches qu'ils font à la MINUSMA .....	63
Graphique 75 : Pourcentage des enquêté (e)s par localité qui apprécient positivement la formation des forces armées du Mali par l'Union Européenne .....	64
Graphique 76: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur appréciation de la durée de présence des troupes de l'ONU après la signature de l'Accord .....	65
Graphique 77: Répartition des enquêté (e)s par localité selon leur appréciation de la durée de présence des troupes de l'ONU après la signature de l'Accord .....	65
Graphique 78: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur appréciation de la durée de présence des forces françaises (BARHKANE) après la signature de l'Accord .....	66
Graphique 79: Répartition des enquêté (e)s par localité selon leur appréciation de la durée de présence des forces françaises (BARHKANE) après la signature de l'Accord .....	66
Graphique 80: Répartition des enquêté (e)s par sexe, tranche d'âge, niveau d'étude selon qu'ils se sentent personnellement affectés par la crise sécuritaire depuis 2012 .....	67
Graphique 81: Répartition des enquêté (e)s par localité selon qu'ils se sentent personnellement affectés ou non par la crise sécuritaire depuis 2012 .....	67
Graphique 82: Répartition des enquêté (e)s par sexe, par tranche d'âge et par niveau d'étude selon leur appréciation de la nécessité de la réconciliation entre les populations après la signature de l'Accord .....	68
Graphique 83: Répartition des enquêté (e)s par sexe et par localité selon leur appréciation de la nécessité de la réconciliation entre les populations après la signature de l'Accord .....	68
Graphique 84: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur appréciation du contenu de la réconciliation .....	69
Graphique 85: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur appréciation des actions de l'Etat pour se réconcilier avec les populations .....	70
Graphique 86: Répartition des enquêté (e)s par localité selon leur appréciation des actions de l'Etat pour se réconcilier avec les populations .....	71
Graphique 87: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur appréciation des actions de l'Etat pour se réconcilier avec les populations .....	72

## RÉSUMÉ

L'édition de Mali-Mètre VI, à la suite des éditions précédentes, a pour objectif de sonder l'opinion des populations maliennes, sur leur confiance dans les institutions et sur diverses questions d'actualité brûlante comme l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, la sécurisation du pays, la réconciliation et la justice, la régionalisation, les défis majeurs pour le Mali, les priorités du Gouvernement, la MINUSMA, BARKHANE, etc.

L'enquête a été réalisée du 18 au 25 mai 2015, sur un échantillon de 1803 personnes, âgées de 18 ans et plus, réparties dans l'ensemble des capitales régionales, excepté Kidal. La méthode des quotas a été utilisée sur la base des critères suivants : localité, sexe, âge et niveau d'étude.

Le rapport s'articule en deux parties : objectifs et cadre méthodologique, les résultats proprement dits présentés sous forme de graphiques lorsqu'ils sont significatifs.

### De la confiance dans les institutions

*Du Président de la République :* Plus des deux tiers (66,3%) des citoyens font confiance (23,3%) ou très confiance (43,0%) au Président de la République pour faire face aux défis sécuritaires, institutionnels et socio-économiques actuels du Mali, contre plus d'un cinquième (16 %) qui lui fait un peu confiance et autant (15%) qui ne lui font pas confiance.

*Du Gouvernement :* Les résultats indiquent qu'un peu moins de 6 citoyens sur 10 (59,1%) fait confiance au Gouvernement dans la gestion du pays, contre plus du tiers (36,1%) qui ne lui fait pas confiance ou modérément confiance.

*Du Haut Conseil des Collectivités :* La proportion des citoyens qui font confiance au HCC est d'un peu moins de la moitié (48,8%) des enquêté(e)s, tandis que (35,6%) ne lui font pas confiance ou peu confiance et 16,6% sont sans opinion.

*De l'Assemblée Nationale :* Une majorité des citoyens (52,4%) lui fait confiance (31,3%) ou très confiance (21,1%), contre (41,3%) qui ne lui font pas confiance (18,7) ou peu confiance (22,6%) et 6,3% sont sans opinion.

### Des défis majeurs du Mali

L'insécurité, avec 71,7% des enquêté (e)s, demeure aujourd'hui la préoccupation majeure du citoyen. Elle est suivie du chômage (49,9%), de la précarité alimentaire (44,3%), de l'appauvrissement des populations (27,4%) et de la corruption (27,1%).

### De la Corruption

Plus de deux citoyens enquêtés sur trois (67%) estiment que le niveau de la corruption au Mali est élevé (23,8%) ou très élevé (43,2%). Les secteurs les plus concernés par la

corruption sont la police (52%), la justice (44,4%), la mairie (36,8%), la douane (34,5%), la santé (32%) et l'école (30%).

### **De l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger**

*De la date du 15 mai, jour de signature de l'Accord :* La majorité des citoyens (68%) pense que le 15 mai 2015 est une date importante (37,7%) voire historique (31,4%) car elle indique soit le début de la fin de la crise ou est une étape vers la paix. Par contre, 16,5% estiment que c'est une étape sans impact sur la crise et 14 % sont sans opinion.

*De la connaissance du contenu de l'Accord :* Moins d'un citoyen sur cinq enquêtés (19%) a déclaré connaître quelques points importants de l'Accord ; la radio (67%) et la télévision (59%) sont leurs principales sources d'information.

*Des acteurs majeurs de la mise en œuvre de l'Accord :* Pour la grande majorité des citoyens et citoyennes (88%), le Gouvernement du Mali constitue l'acteur majeur de la mise en œuvre de l'Accord signé le 15 mai dernier. Les autres acteurs majeurs sont les groupes armés (42%), la MINUSMA (28%) et les partenaires techniques et financiers du Mali (27%).

*De l'Accord d'Alger et atteinte à l'unité du pays :* Pour plus de la moitié des citoyens (55,9%), l'Accord ne porte en aucun cas atteinte à l'unité nationale, contre 29,4% qui pensent le contraire, et 14,7% sont sans opinion.

*De la signification de « l'Azawad » :* Environ un enquêté sur trois (30%) affirme ne pas connaître la signification de « l'Azawad », contre 18% qui estiment qu'il s'agit d'une invention de l'esprit des rebelles. 17% pensent que c'est une partie du Nord du Mali occupée par des groupes armés et environ 12% estiment qu'il s'agit d'une zone du Mali où des groupes armés imposent leurs lois aux populations locales.

*De l'appréciation de la signature de l'Accord par le Gouvernement :* La grande majorité des enquêtés (80,1%) pense que la signature de l'Accord par le Gouvernement du Mali est une bonne chose (42,2%) ou une très bonne chose (37,9%). Une faible minorité (12,3%) désapprouve cette signature et (7,5%) sont sans opinion.

*Du retard accusé par la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) de parapher l'Accord :* Presque deux citoyens sur trois (63,5%) ont déclaré ne pas apprécier le retard accusé par la CMA pour le paraphe de l'Accord.

*Des conséquences probables de la non signature de l'Accord par tous les acteurs :* Pour la grande majorité des enquêtés, les principales conséquences de la non signature de l'Accord par tous les acteurs sont relatives à l'aggravation de l'insécurité (71,0%) suivie de l'instabilité politique du pays (35%) et de l'impossibilité de réconcilier les populations (24,8%).

Pour la moitié des citoyens (50,1%), le Gouvernement du Mali pourra difficilement mettre en œuvre l'Accord de paix sans sa signature par la CMA contre 28% qui estiment qu'il ne pourra pas le mettre en œuvre sans cette condition.

A contrario, 60,6% de la population pensent que le Gouvernement pourra facilement le mettre en œuvre lorsque la CMA acceptera de le signer.

*Du soutien de la MINUSMA dans la mise en œuvre de l'Accord* : Plus de trois enquêté(e)s sur dix (35%) ne font pas confiance à la MINUSMA dans son soutien à la mise en œuvre de l'Accord, contre 26% qui font confiance, 24% lui font modérément confiance et 15% sont sans opinion.

### **De la régionalisation**

*De la signification de la « régionalisation »* : Des résultats du sondage, il ressort qu'un peu moins de la moitié des citoyens enquêtés (48,7%) a déclaré ne pas savoir le sens de la « régionalisation ». Pour les enquêté(e)s qui ont donné une proposition de réponse, la régionalisation signifie soit une autonomie plus importante pour toutes les régions (22%) ou l'indépendance pour les régions (17%); la décentralisation renforcée (12%) et le renforcement de la participation des populations à la gestion de leur région (11%) ainsi que (5) moins de pouvoir à Bamako (la capitale) et plus de pouvoirs pour les régions (9%).

*De la régionalisation comme réponse appropriée à la crise*: Pour une forte minorité (44%), la régionalisation est une réponse appropriée à la crise que traverse le pays depuis 2012, contre 33% qui pensent le contraire et 23% sans opinion.

*De l'amélioration de la gouvernance par l'élection des responsables régionaux au suffrage direct* : Une majorité des citoyens qui donnent une signification à la régionalisation (60%) pense que l'élection des responsables régionaux au suffrage direct pourrait permettre d'améliorer la gouvernance au Mali.

*Des risques et dangers de la régionalisation* : Pour cette population, les principaux risques ou dangers liés à la régionalisation sont l'aggravation de la corruption (23,3%), l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat central (13,5%), l'instauration du népotisme/favoritisme (12,4) et l'aggravation des inégalités de développement entre régions (12,1%).

*De l'identification du citoyen à la collectivité* : La majorité des enquêté(e)s (71%) se considère plus comme citoyen de son pays, contre 15,8% comme citoyen de sa région, 8,9% citoyen de sa commune et 2,4% comme citoyen de la CEDEAO.

*De la disposition à payer plus d'impôts pour le développement de leur région* : Plus de trois citoyens sur quatre (77,6%) affirment être disposés à payer plus d'impôts pour le développement de leur région, contre 17,2% qui sont d'un avis contraire et 5,2% sans opinion.

*De la perception de l'avenir de la génération à venir dans le pays :* Malgré les effets de la crise, la majorité des citoyens (63,8%) reste optimiste quant à l'avenir du pays, en estimant que leurs enfants vivront mieux qu'eux au Mali, contre 20% qui ne partagent pas cet avis, et 16,3% sont sans opinion.

*Du bilan de la décentralisation au Mali :* La majorité (51,7%) pense que la décentralisation au Mali a été une réussite totale (20,2%) ou partielle (31,5%), contre une faible minorité (18,3%) qui estime que l'expérience a été plutôt un échec (échec 10,7% partiel et échec total 7,7%). Toutefois, près du tiers des citoyens (30%) ne s'est pas prononcé sur le bilan de la décentralisation.

### **De la sécurisation du Mali**

*De la signification du mot « sécurité » :* Pour la majorité des enquêtés (61%), la « sécurité » signifie avant tout « vivre sans se sentir physiquement menacé ». Pour un tiers (33,3%), elle consiste à « vivre en paix et en entente avec les autres » et/ou « vivre dans un milieu sain » (25,7%), « être en bonne santé ou pouvoir se soigner » (23,8%) ou « vivre en liberté de mouvement et d'association » (21,6%).

*De l'appréciation du niveau actuel de sécurité :* La grande majorité (79%) des citoyens ne se sent pas suffisamment en sécurité dont 24,5% estiment ne pas être du tout en sécurité et 54,5% peu ou pas assez en sécurité. Moins de 20% (18,9%) se considèrent suffisamment en sécurité.

*De la peur des attentats terroristes :* La grande majorité de la population a très peur (43,2%), moyennement peur (26,7%) ou un peu peur (16,5%) des attentats terroristes. Seulement une personne sur dix (11,1%) a déclaré ne pas en avoir peur.

*De la sécurisation des localités par les différents acteurs :* La majorité de la population (61,9%) fait confiance à l'armée, contre une minorité importante qui fait aussi confiance à la gendarmerie (41%), à la garde nationale (37%) et à la police (31%) pour assurer la sécurité de leur localité. Moins d'un citoyen sur dix (8,5%) a exprimé plutôt sa confiance aux groupes armés et 13,4% à la MINUSMA.

*De l'appréciation des capacités des forces armées du Mali à sécuriser le pays en général :* Environ 70% des citoyens (70,2%) font confiance aux capacités des forces armées du Mali à sécuriser le pays en général. Une minorité (18,7%) fait un peu confiance à ces forces pour cette mission contre seulement 5,7% qui ne font pas confiance et 5,5% sont sans opinion.

*Du mandat de la MINUSMA au Mali :* Pour presque deux citoyens sur trois (65,2%), le mandat de la MINUSMA doit être d'assurer la sécurité et la protection des populations civiles, puis la réorganisation des forces de défense et de sécurité (26,2%), l'appui à la réconciliation nationale (23,0%) et la lutte contre les violations des droits de l'homme (19,1%).

*De l'exécution par la MINUSMA de son mandat :* Moins de la moitié ( 45,3%) des citoyens estime que la MINUSMA a très peu (18,6%) ou pas du tout rempli son mandat (26,7%), contre une minorité (32,3%) qui pense qu'elle exécute suffisamment (14,8%) ou moyennement (17,5%) son mandat. 22,4% sont sans avis.

*Des principaux reproches de la population à la MINUSMA :* Les citoyens lui reprochent de « ne pas combattre les groupes armés » (48,3%) ; « d'être en complicité avec certains groupes armés au nord » (40,1%) ; « de ne pas protéger les populations civiles contre les groupes armés et les terroristes » (39,1%) ; et de « ne pas aider les forces armées du Mali à lutter contre les groupes armés au nord » (33,1%).

*De l'intervention militaire française au Mali dans sa lutte contre le terrorisme au Nord :* Elle est appréciée très positivement (30,5%) à positivement (36,2%) par un tiers (66,7%) des personnes interrogées.

*De l'appréciation de la formation des forces armées maliennes par l'EUTM :* La grande majorité des Maliens (84%) apprécie très positivement (52,2%) à positivement (31,2%) la formation des forces armées du Mali par l'EUTM.

*De la durée de présence des troupes de l'ONU après la signature de l'Accord :* Près de la moitié des enquêté(e)s (46%) estime que la durée de présence des troupes de l'ONU doit être de « moins d'un an », contre un peu plus du quart (26,3%) qui est favorable à une durée comprise entre « un à trois ans » et 10,5% « entre 4 à 5 ans ». Environ une personne sur dix (11,6%) est sans opinion.

*De la durée de présence des forces françaises après la signature de l'Accord :* Presque la moitié des enquêté(e)s (47,9%) estime que la durée de présence des troupes des forces françaises au Mali doit être de « moins d'un an » (47,9%) contre environ le quart ( 24,0%) qui pense que cette durée doit être « entre 1 à 3 ans » .

### **De la réconciliation et Justice**

*De la réconciliation entre les populations après la signature de l'Accord :* Dans leur majorité (74%), les citoyens se sentent personnellement affectés par la crise et plus et 81,1% pensent que la réconciliation entre les populations est nécessaire après la signature de l'accord.

*De l'appréciation du contenu de la réconciliation :* Pour près de 62% des citoyens, la réconciliation nationale doit porter sur le pardon. Une minorité significative (41,7%) pense qu'elle doit aussi contribuer à unifier les Maliens ; le dédommagement des victimes de la crise (32,8%), la vérité sur les exactions contre les populations (28,8%) et l'identification et le jugement des responsables des exactions (25,8%) sont d'autres points que la réconciliation doit prendre en compte.

*Des actions de l'Etat pour se réconcilier avec les populations :* La majorité des enquêté(e)s estime que l'Etat devra assurer la sécurité des personnes et de leurs biens (51,4%) et

dialoguer avec les citoyens (51,2%). Les autres actions ou mesures devront constituer à rendre accessibles les services sociaux de base aux populations (45,1%), une justice équitable (27,2%) et la promotion de l'emploi (25,7%).

### **Des priorités du Gouvernement**

Une majorité des enquêtés cite la lutte contre l'insécurité (72,8%) et la lutte contre le chômage des jeunes (56,5%) comme devant être les priorités du Gouvernement. Les autres priorités souvent citées sont relatives à la lutte contre la pauvreté (48,8%) et l'insécurité alimentaire (36,6%), la corruption (33,4%). Le développement des infrastructures (29,3%) et la réconciliation des Maliens (28,1%) figurent également parmi les priorités.

## PREMIÈRE PARTIE : OBJECTIFS ET CADRE MÉTHODOLOGIQUE

### 1.1. Contexte et Justification

La Friedrich Ebert Stiftung (FES) a introduit, depuis la fin 2012, Mali-Mètre, de la manière la plus scientifique possible, comme un instrument de collecte et d'analyse des données relatives à l'opinion des citoyens et citoyennes maliens sur le contexte sociopolitique national. Cet instrument aborde différents sujets, mais surtout ceux dominant l'actualité avec pour principal objectif de servir de baromètre pour l'orientation des décisions et actions des acteurs politiques, des partenaires au développement du Mali, des décideurs, des chercheurs et des experts.

La première édition s'était limitée au District de Bamako. La seconde a couvert Mopti en plus de Bamako. Les autres ont concerné toutes les capitales régionales, excepté Kidal pour des raisons de sécurité.

Au début de l'année 2015, une édition spéciale a été consacrée aux localités de Gao, Kidal et Ménaka.

Ces différentes éditions ont permis de suivre l'évolution de l'opinion nationale et des régions et d'informer sur la perception et les attentes des citoyens vis-à-vis des institutions constitutionnelles, les priorités des Maliens en termes de reconstruction du pays après la crise.

La présente édition aborde, en plus des thèmes abordés dans les éditions précédentes (la confiance dans les institutions, les défis majeurs pour le Mali, les priorités du Gouvernement, etc.), principalement l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali dans ses aspects relatifs à la gouvernance institutionnelle, aux questions de défense et de sécurité de même que la réconciliation et la justice.

### 1.2. Objectifs du Sondage

Dans cette présente édition de Mali-Mètre qui s'inscrit dans le cadre des objectifs des numéros précédents, les citoyens ont été interrogés plus spécifiquement sur les points suivants :

- la confiance dans les institutions,
- les défis majeurs pour le Mali,
- la corruption,
- l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger,

- la régionalisation,
- la sécurisation du Mali,
- la réconciliation et justice,
- les priorités pour le Gouvernement.

### 1.3. Approche méthodologique

#### 1.3.1 Populations cibles

Ont été interrogés tous les citoyens et citoyennes âgés d'au moins 18 ans au moment de l'enquête faisant partie de l'échantillon, dans le District de Bamako et toutes les capitales régionales du Mali, excepté la région de Kidal. Le choix de l'âge est relatif à celui requis au Mali pour le droit de vote et à la spécificité des thématiques traitées dans le sondage

#### 1.3.2 Taille de l'échantillon et techniques de sondage

La taille est déterminée par la méthode des proportions, avec une précision de 2,62% et la proportion  $p=0,5$ . La taille  $n = t^2 \times p(1-p) / d^2$ , avec  $t = 2,2243$ ,  $p=0,5$  et  $d = 0,0262$ .

La taille de l'échantillon «  $n$  » est donc de 1803 individus répartis entre les huit (8) capitales régionales, proportionnellement à la taille de la population de chaque zone grâce aux résultats définitifs du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2009.

La méthode des quotas, une méthode de choix raisonné, est utilisée pour plus de représentativité de la population. Les caractéristiques retenues sont le sexe, l'âge et le niveau d'instruction. La répartition suivant ces caractéristiques figure en Annexe 1,2, et 3.

*Un quota est un nombre d'individus à interroger correspondant à un ou plusieurs critères que l'on a retenu pour répartir la population parente. Les résultats définitifs du Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Mali (RGPH 2009) indiquent cette population et les critères ici retenus sont la capitale régionale, le sexe, l'âge et le niveau d'instruction.*

*Le réalisateur de l'enquête doit d'abord étudier la structure de la population parente et répartir l'échantillon par sexe et par tranche d'âge et par niveau d'instruction selon cette structure.*

*Donner un seuil de taille d'échantillon en deçà duquel l'utilisation des quotas est à conseiller est évidemment impossible, mais en pratique on tire volontiers par quotas les échantillons dont la taille est inférieure ou égale à 1000.*

*A partir des résultats définitifs du RGPH de 2009, le calcul de la population à enquêter s'effectue en fonction des proportions par sexe, par tranche d'âge et par niveau d'instruction de la population de chacune des agglomérations.*

Le mode de tirage des unités statistiques est déterminé dans le manuel de l'enquêteur suivant la consigne suivante : « L'enquêteur choisit comme point de départ la Mairie (Maire).

Au premier jour, devant la mairie, procéder au choix aléatoire de la direction à l'aide d'un stylo projeté en l'air. L'enquêteur s'orientera vers la direction du capuchon.

Une fois la direction choisie, interroger les personnes rencontrées lors de votre déplacement dans la localité. Vous pouvez être amené à enquêter dans une concession dans votre déplacement, dans ce cas n'interroger que deux personnes au plus (un homme et une femme) par concession...L'enquêteur divise la ville (ou la commune à Bamako) en deux ou plusieurs parties ou quartiers...»

### **1.3.3. Elaboration du questionnaire et du manuel de l'enquêteur**

#### **Le Questionnaire**

Un questionnaire qui prend en compte les préoccupations du commanditaire soulevées dans les TDR a été élaboré par le consultant et fait l'objet de plusieurs échanges avec le commanditaire. Ce questionnaire est structuré autour des parties suivantes :

*Partie I* : Identification de l'enquête (e)

*Partie II* : Caractéristiques sociodémographiques

*Partie III* : Confiance dans les institutions

*Partie IV* : Défis majeurs du Mali

*Partie V* : Corruption

*Partie VI* : Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger

*Partie VII* : Régionalisation

*Partie VIII* : Sécurisation du Mali

*Partie XIX* : Réconciliation et la justice

*Partie X* : Priorités du Gouvernement

#### **Le manuel de l'enquêteur**

Ce manuel est destiné aux enquêteurs et aux superviseurs et constitue un document de formation continue. Il comprend quatre (4) parties essentielles :

- une première partie consacrée aux conduites à tenir pour mener de bonnes interviews ;
- une seconde partie réservée à la définition de certains concepts : âge révolu, niveau d'étude, etc. ;

- une troisième partie définit le mode de remplissage du questionnaire ;
- la quatrième partie définit le rôle des acteurs (consultant, superviseur, enquêteur) impliqués dans la réalisation de l'enquête.

### 1.3.4 Traduction du questionnaire en langues nationales

La version finale du questionnaire en français a été traduite dans trois langues nationales : bamanakan, fulfuldé et sonraï pour la formation des enquêteurs. Le choix des langues est motivé, d'une part, par des limitations financières du partenaire ; d'autre part, par l'usage d'une de ces langues dans toutes les localités enquêtées. Cette traduction a été réalisée par les agents de l'Institut des Langues du Mali (institution spécialisée sur les langues nationales).

### 1.3.5 Recrutement et formation des enquêteurs et superviseurs

Vingt (20) enquêteurs ont été recrutés et formés à la méthodologie de l'enquête et au remplissage du questionnaire.

Une des conditions de la qualité des données collectées et du respect strict de l'échantillonnage étant la supervision des enquêtes sur le terrain, une équipe de six (6) superviseurs ont, à cet effet, été recrutés, formés et déployés sur le terrain.

Les critères de recrutement retenus pour la sélection des enquêteurs et superviseurs sont :

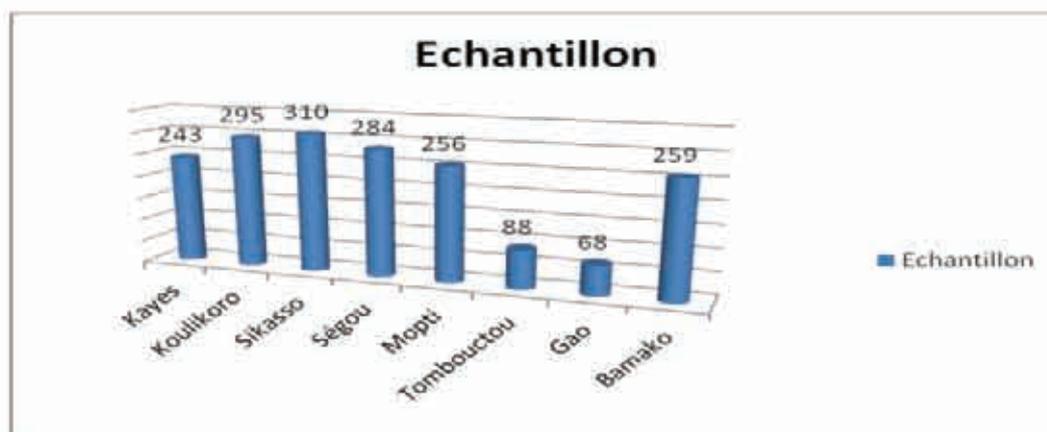
- le niveau d'étude : le baccalauréat au moins,
- l'expérience en matière d'enquête similaire : la majorité des agents a réalisé au moins trois enquêtes de Mali-Mètre,
- la maîtrise d'au moins une des langues nationales suivantes : bamanakan, fulfuldè et songhoï.

### 1.3.6 L'appui d'un statisticien informaticien

Le consultant a bénéficié de l'appui technique d'un informaticien-statisticien pour le suivi et le contrôle de la saisie et le traitement des données.

## 1.4. Collecte des données

La collecte des données sur le terrain a duré du 18 au 25 mai 2015, soit entre 6 et 8 jours selon les localités. Cette durée est fonction de la taille du sous-échantillon à enquêter et du nombre d'enquêteurs par localité. Le graphique 1 indique la répartition de l'échantillon par localité enquêtée.

**Graphique 1 : Répartition de l'échantillon selon les localités enquêtées**

### 1.5. Traitement et Analyse

La saisie des données a été effectuée sur le logiciel CSPRO. Les données ont été ensuite transportées sur SPSS pour analyse avec l'appui de l'informaticien-statisticien. Six (6) agents de saisie ont été recrutés et formés à la saisie des données.

### 1.6. Livrables

Le consultant produira un rapport provisoire et un rapport final. Le présent document constitue le rapport final.

Le présent rapport s'articule autour de grandes parties :

- Une première partie : Objectifs et cadre méthodologique
- Une seconde partie : Résultats du sondage

A travers une analyse générale et détaillée des réponses, ces résultats fournissent des indications par rapport à la fréquence et/ou l'importance des réponses données, en fonction de la proportion des répondants à chaque question, selon les critères suivants :

- 95% ou plus des répondants: la quasi-totalité
- 75% à 94% des répondants: une majorité importante
- 50% à 74% des répondants: une majorité/plus que la moitié
- Entre 25% et 49% des répondants: une minorité importante, beaucoup de personnes, de nombreuses personnes
- Entre 10% et 24% des répondants: une faible minorité, peu, certains
- Moins de 10% des répondants: une petite minorité, très peu.

Ces résultats, lorsqu'ils sont significatifs, sont représentés sur des graphiques dans le rapport.

## DEUXIÈME PARTIE : LES RÉSULTATS

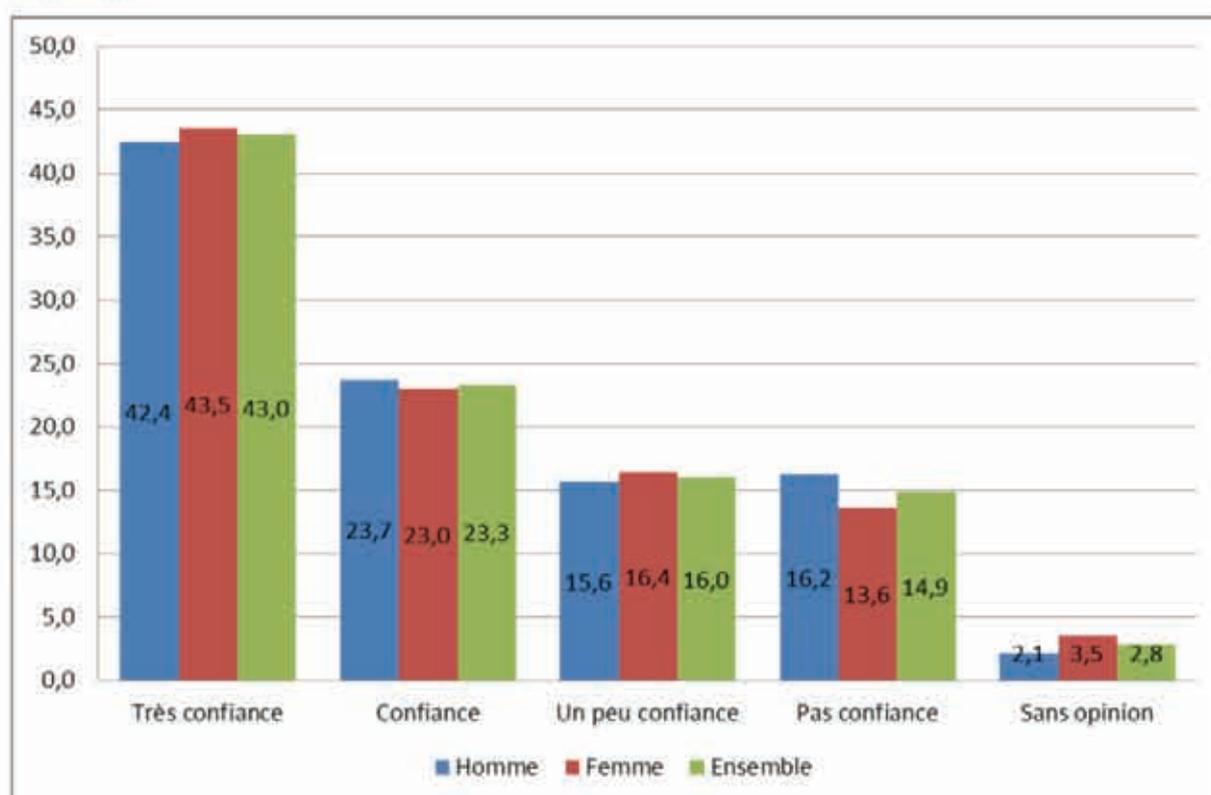
### 2.1. Confiance dans les Institutions

#### 2.1.1 Appréciation du Président de la République

La majorité des enquêté(e)s (66,3%) fait confiance (23,3%) à très confiance (43,0%) au Président de la République pour faire face aux multiples défis du Mali, tandis que (30,9%) lui font un peu (16,0%) ou pas confiance (14,9%). Si l'on compare ces résultats avec ceux des élections d'août 2013, l'on peut déduire que la proportion des citoyens qui font confiance au Président de la République est en baisse, passant de plus de 77% à 66,0%. Toutefois, par rapport aux résultats de Mali-mètre V d'août/sept 2014, on note une hausse passant de 55% à 66% soit une augmentation de 11 points de pourcentage.

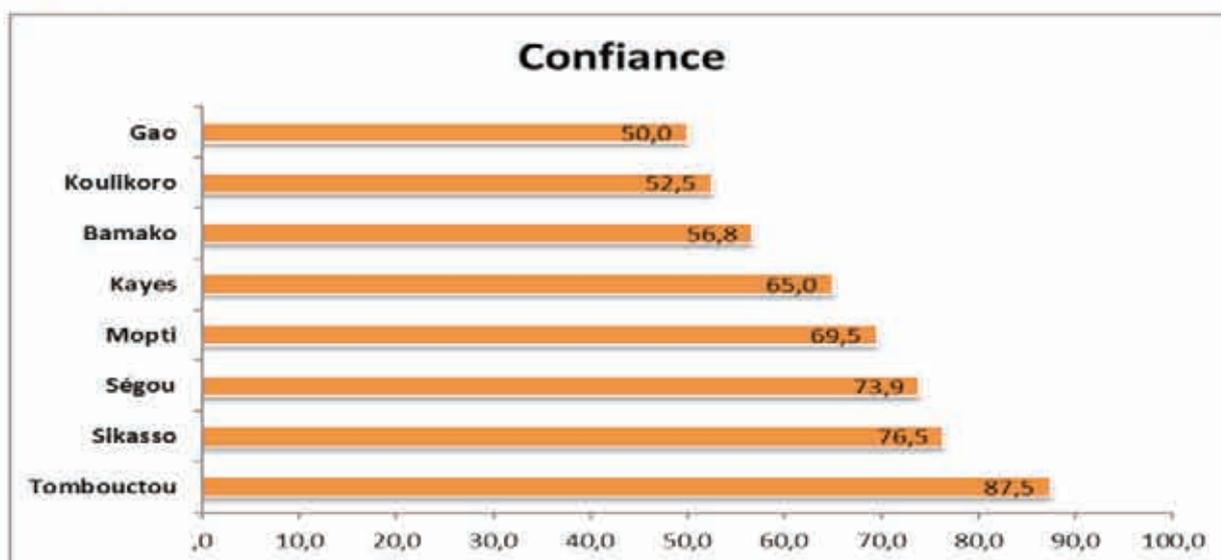
Par sexe, la proportion de ceux qui lui font confiance est quasi identique chez les hommes et les femmes, environ 66% (Graphique 2).

**Graphique 2: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du Président de la République**



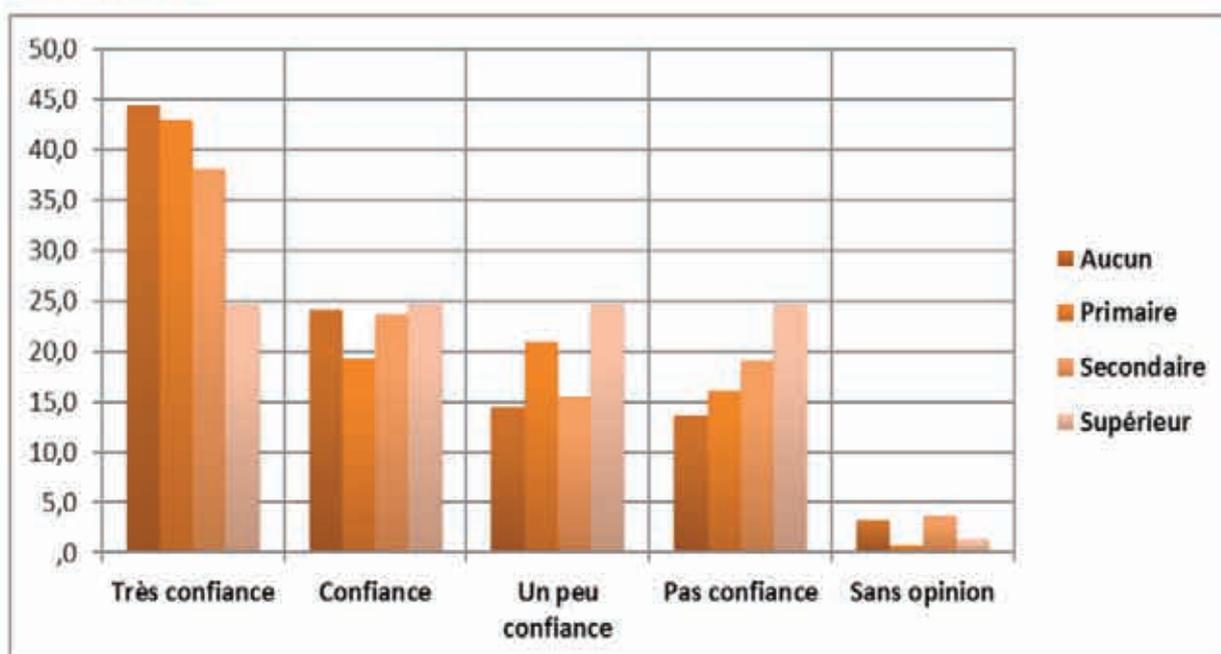
Selon les villes, la proportion des citoyens qui font confiance au Président de la République est plus élevée à Tombouctou (87,5%), Sikasso (76,5%) et Ségou (73,9%), à l'opposé de Gao où la moitié (50%) ne lui fait pas ou un peu confiance (Graphique 3).

**Graphique 3: Répartition des enquêté(e)s par ville selon leur appréciation du Président de la République**

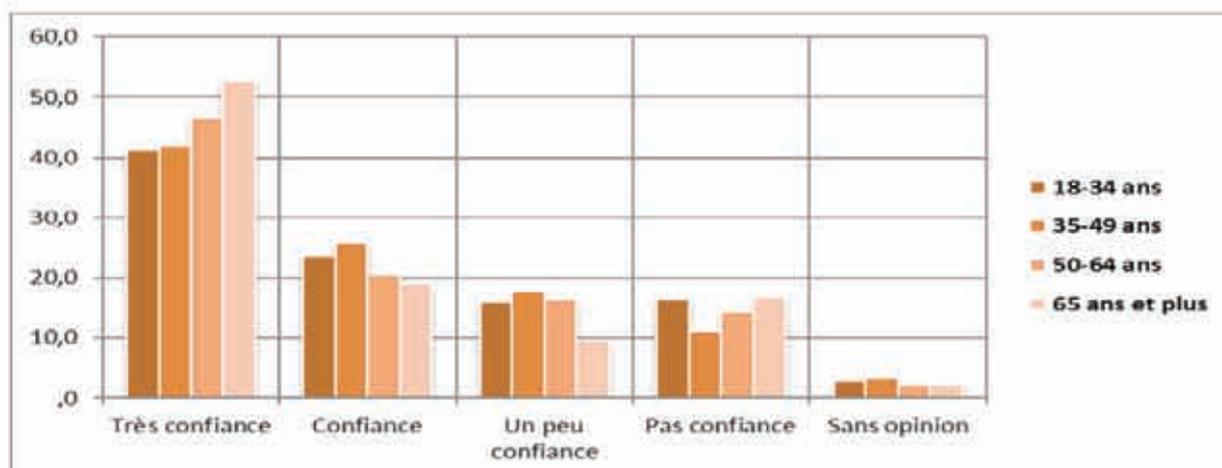


Quel que soit le niveau d'instruction ou la tranche d'âge des enquêtés, la majorité des citoyens fait confiance au Président de la République (Graphique 4 et Graphique 5).

**Graphique 4: Répartition des enquêtés par niveau d'étude selon leur appréciation du Président de la République**



**Graphique 5: Répartition des enquêté(e)s par tranche d'âge selon leur appréciation du Président de la République**

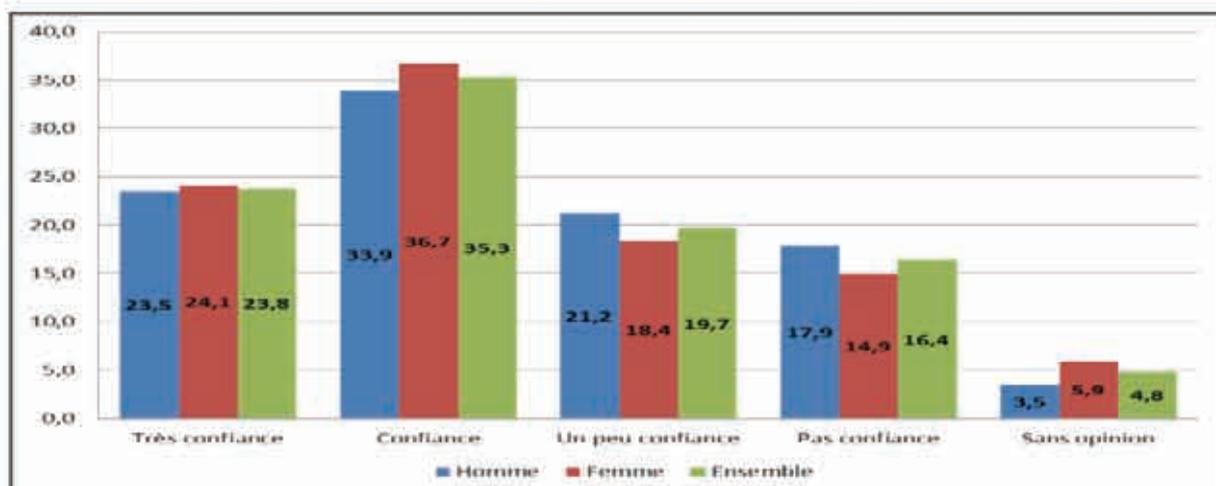


Cependant, le graphique 4 montre que les citoyens sans niveau d'étude (44%) ou ayant un niveau primaire (43%) font beaucoup plus confiance au Président de la République que ceux ayant un niveau supérieur (25%) ou secondaire (38%). Le graphique 5 indique que le niveau de confiance au Président de la République monte au fur et à mesure que l'âge augmente (51% des 65 ans et plus et 43% des 50-64 ans contre 40% pour les 18-34 ans et autant pour les 35-49 ans).

### 2.1.2 Appréciation du Gouvernement

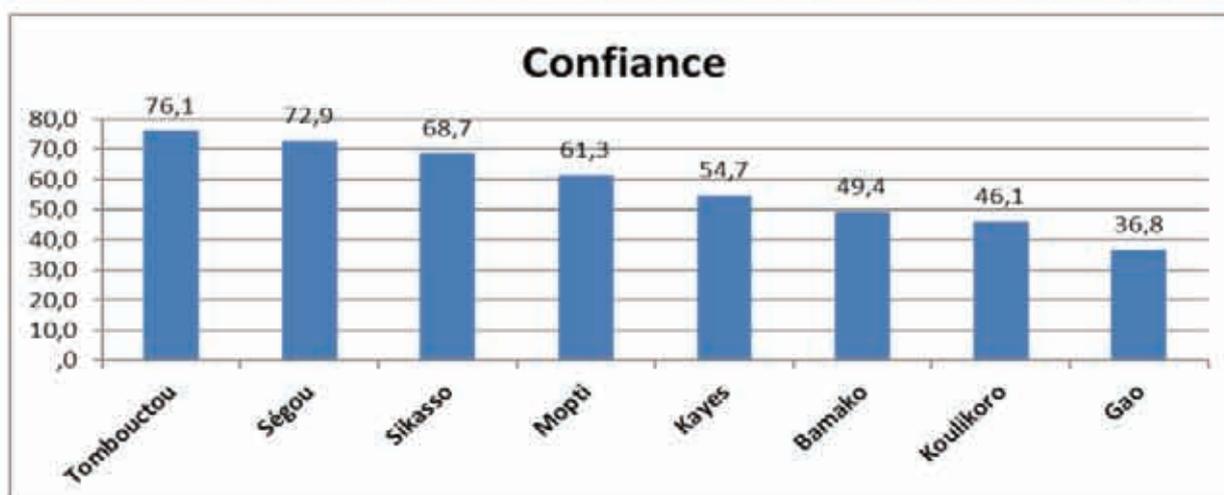
Un peu moins de 6 citoyens sur 10 (59,1%) fait confiance au Gouvernement. Cette proportion est plus élevée chez les femmes (60,8%) que les hommes (57,4%). La proportion des enquêtés qui ne fait pas confiance au Gouvernement est de 36,1% dont 16,4% qui ne lui font pas confiance et 19,7% qui ne lui font confiance que modérément (Graphique 6).

**Graphique 6: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du Gouvernement**



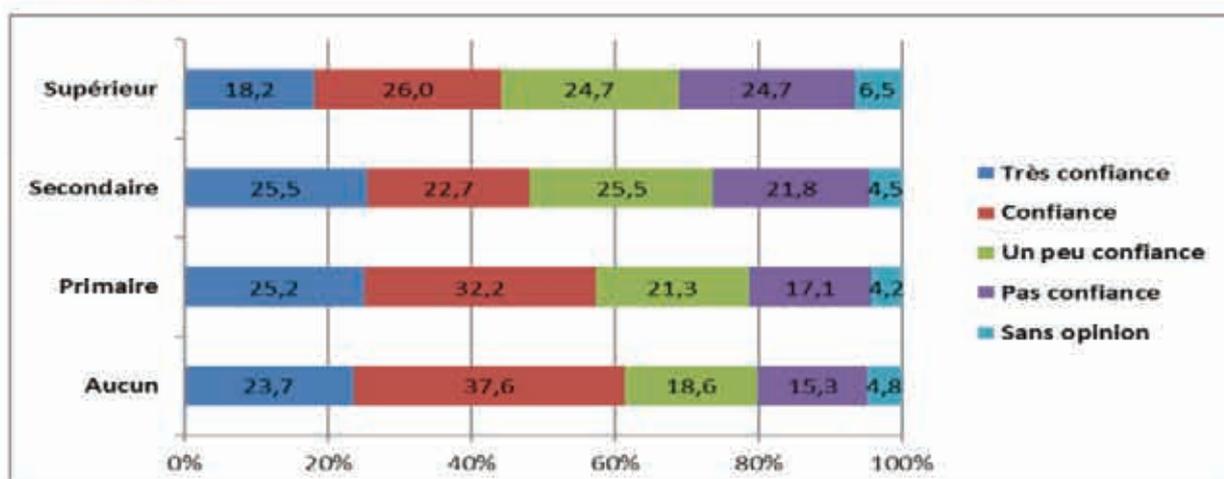
Par ailleurs, tout comme pour le Président de la République, la ville de Tombouctou apprécie le plus le Gouvernement avec 76,1% d'avis favorables contre seulement 36,8% pour la ville de Gao. Quant à la ville de Bamako, ils sont 49,4% des citoyens à témoigner leur confiance au Gouvernement (Graphique 7).

Graphique 7: Répartition des enquêté(e)s par localité selon leur appréciation du Gouvernement

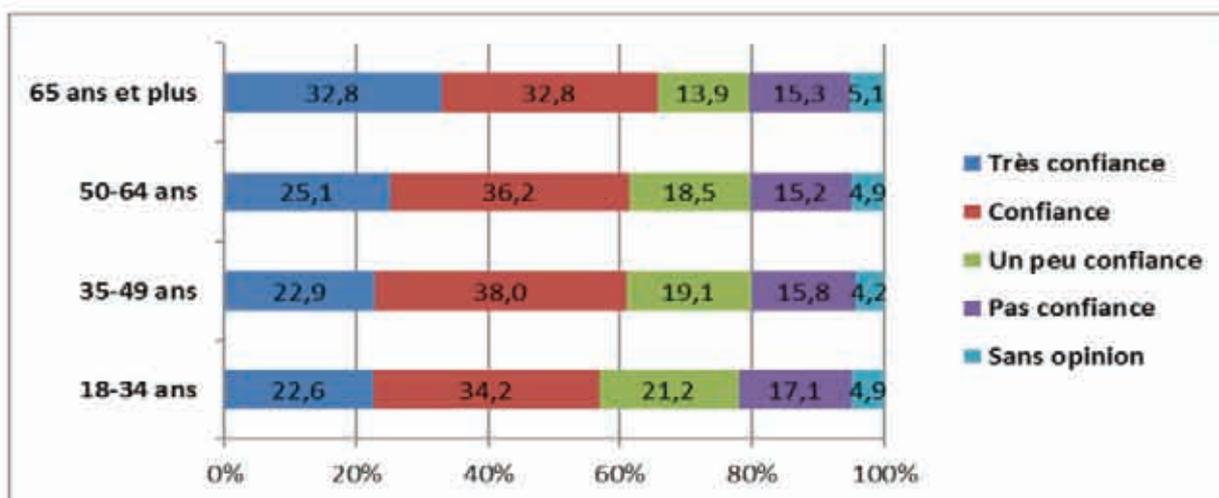


En se référant au niveau d'instruction des citoyens, l'on constate que le niveau de confiance baisse au fur et à mesure que le niveau d'instruction augmente : 44,2% des citoyens du niveau supérieur ont très confiance ou confiance contre 48,2% pour le secondaire, 57,4% pour le primaire et 61,3% pour les sans niveau (graphique 8). Par contre, le niveau de confiance au Gouvernement augmente avec le groupe d'âge des citoyens, c'est-à-dire qu'elle est plus élevée chez les plus âgés (graphique 8).

Graphique 8: Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude selon leur appréciation du Gouvernement



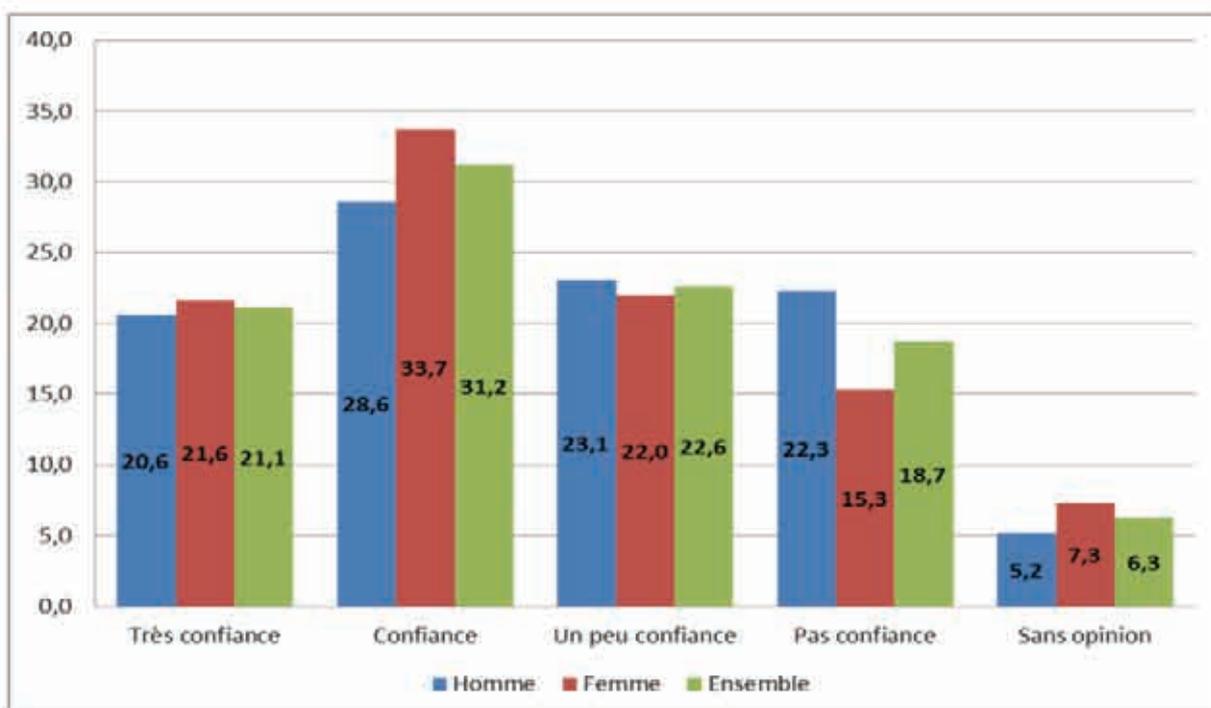
**Graphique 9: Répartition des enquêté(e)s par tranche d'âge selon leur appréciation du Gouvernement**



### 2.1.3 Appréciation de l'Assemblée nationale

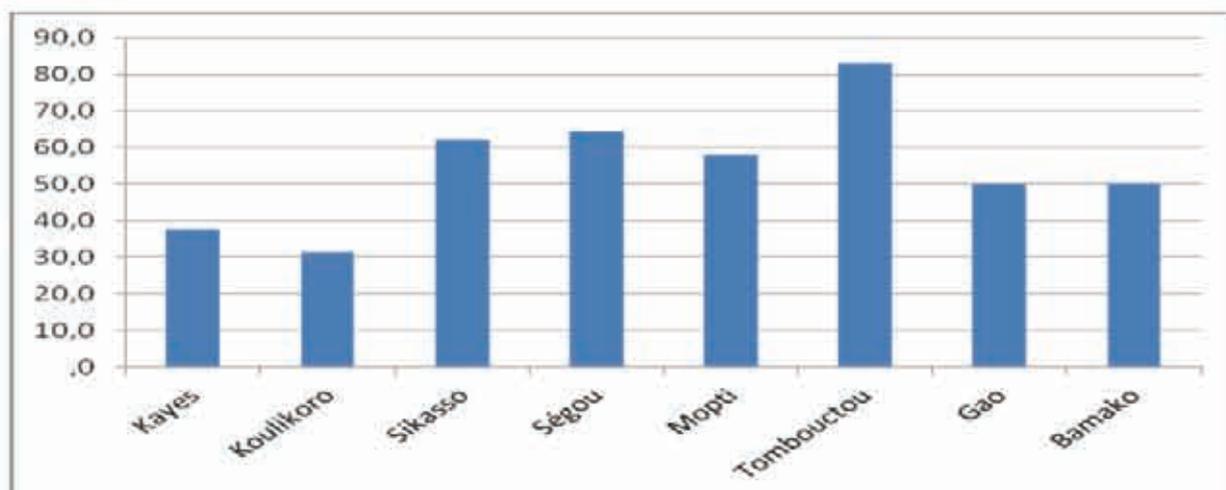
Pour ce qui est de la perception de l'Assemblée nationale par les citoyens, il faut noter que 52,3% lui font confiance (31,2%) ou très confiance (21,1%). Cette proportion est plus importante chez les femmes (55,3%) que chez les hommes (49,3%) (Graphique 10).

**Graphique 10: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation de l'Assemblée nationale**



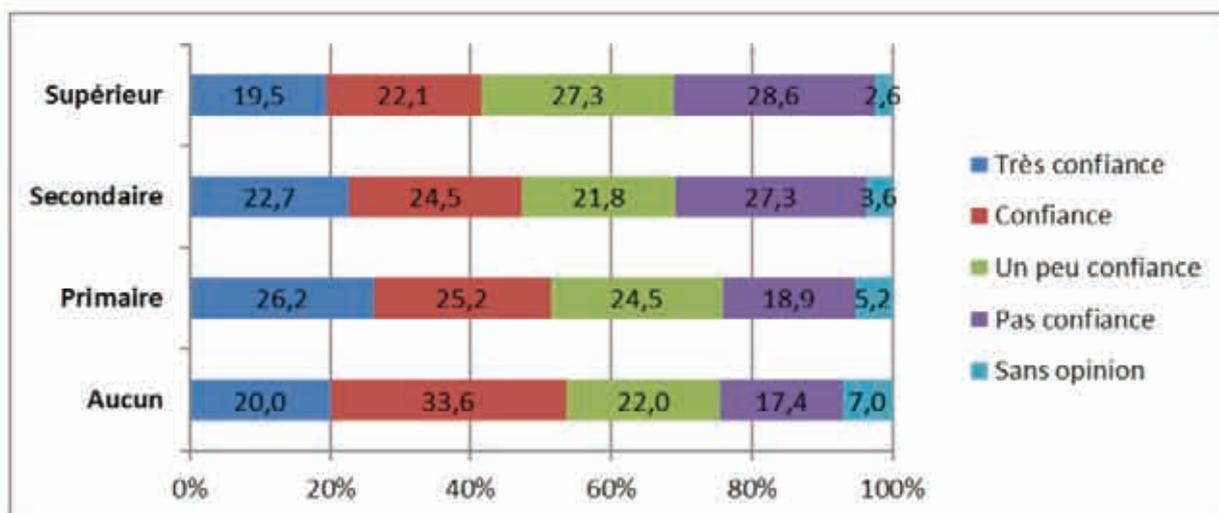
Selon les villes, le niveau de confiance à l'Assemblée nationale est plus élevé à Tombouctou (82,9%) et plus faible à Kayes (37,4%). La situation de Bamako est similaire à celle de Gao (environ 50% de confiance) (graphique 11).

**Graphique 11: Répartition des enquêté(e)s par localité selon leur appréciation de l'Assemblée nationale**

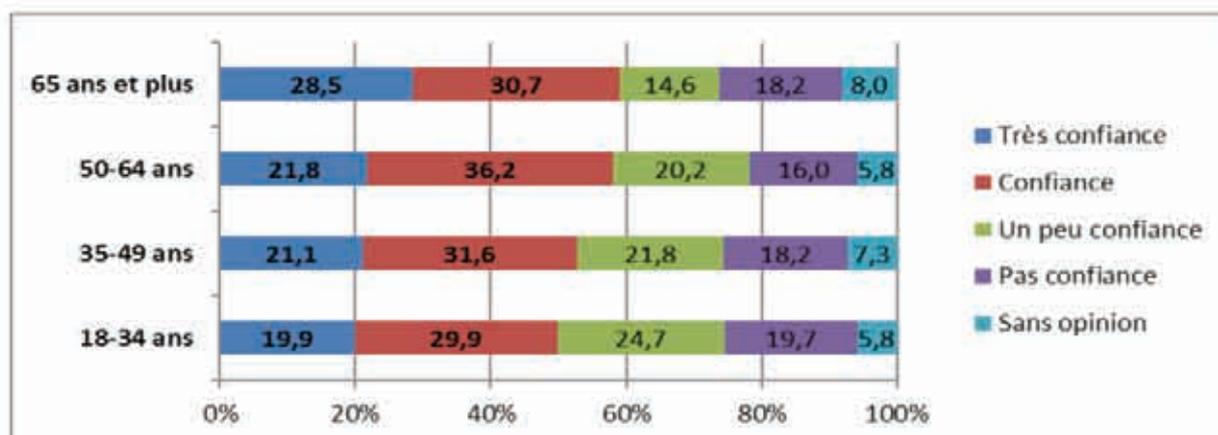


En outre, le niveau de confiance des citoyens à l'Assemblée nationale est plus élevé chez les sans niveau d'étude (53,6%) et chez les plus âgés (59,2%). (Graphique 12 et 13).

**Graphique 12: Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude selon leur appréciation de l'Assemblée nationale**



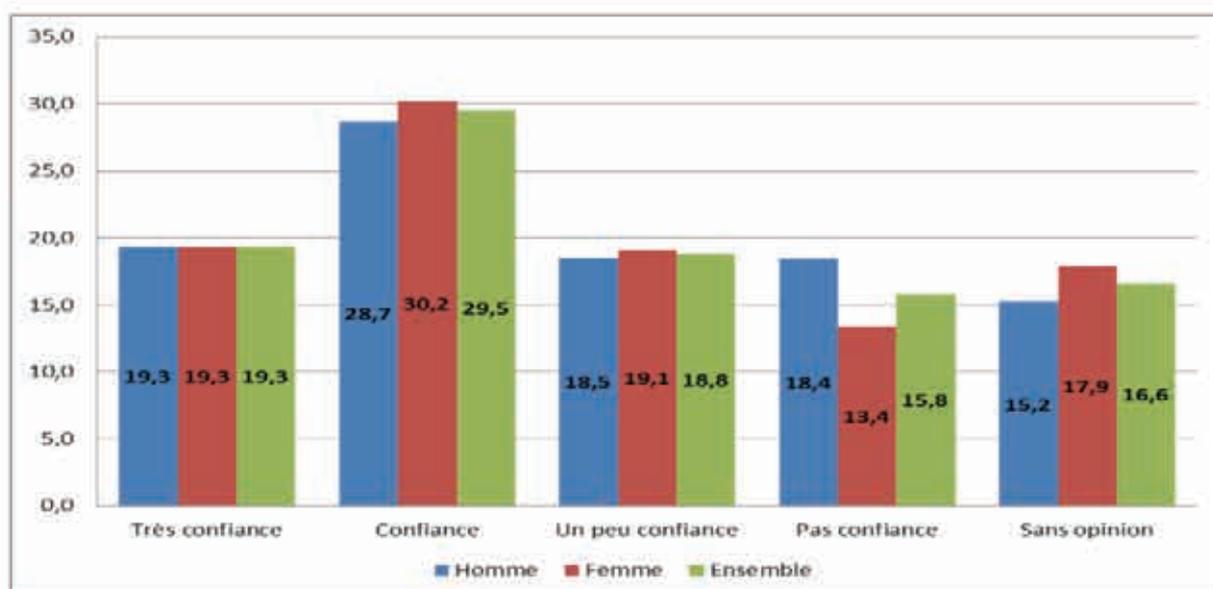
**Graphique 13: Répartition des enquêté(e)s par tranche d'âge selon leur appréciation de l'Assemblée nationale**



#### 2.1.4 Appréciation du Haut Conseil des Collectivités (HCC)

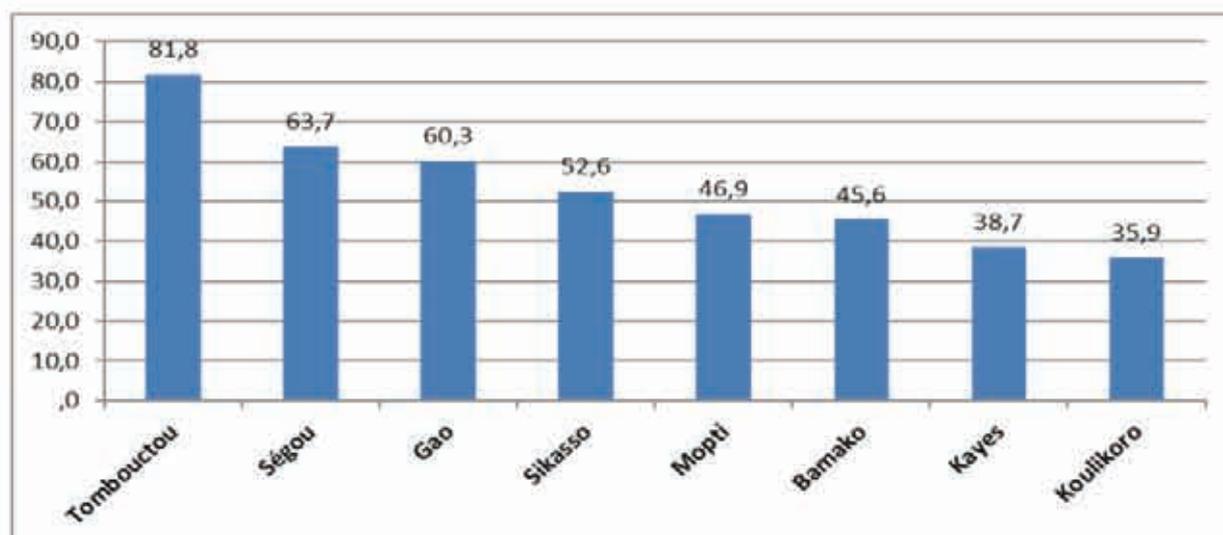
Comparativement au Président et au Gouvernement, la proportion des citoyens qui fait confiance au Haut Conseil des Collectivités est plus faible. Un peu moins de la moitié des citoyens enquêtés (48,8) fait confiance au HCC (Graphique 14).

**Graphique 14: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du Haut Conseil des Collectivités**



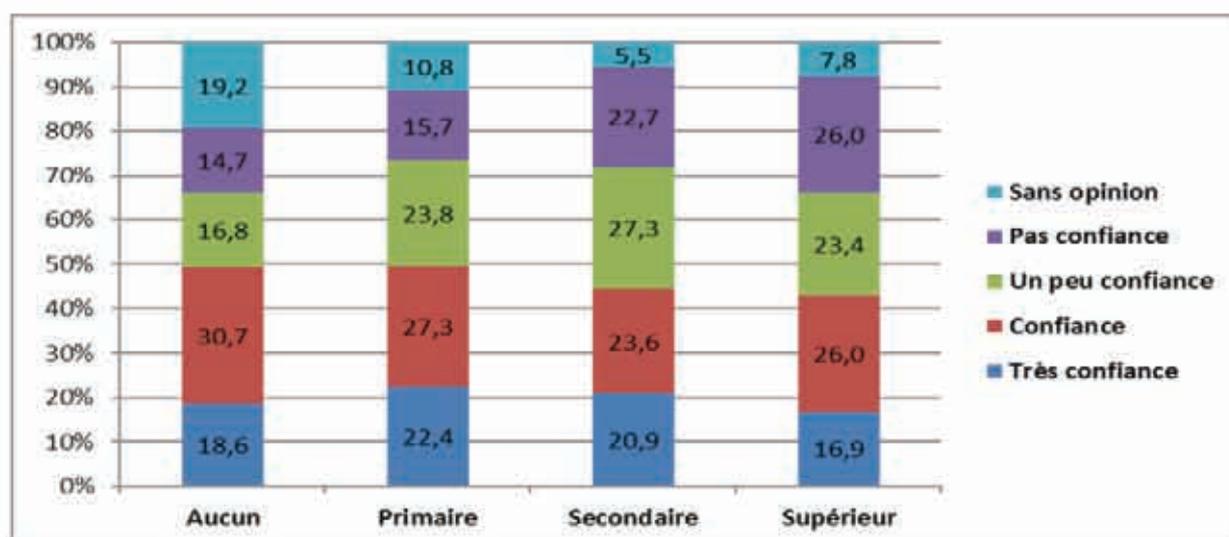
Selon les villes, la proportion des citoyens qui fait confiance au HCC est plus élevée à Tombouctou (81,8%) et plus faible à Koulikoro (35,9%). Plus de six citoyens sur dix de Ségou (63,7%) et Gao (60,3%) expriment leur confiance au HCC. La proportion de sympathie est de 45,6% pour la ville de Bamako (Graphique 15).

**Graphique 15: Répartition des enquêtés par région selon leur appréciation du Haut Conseil des Collectivités**

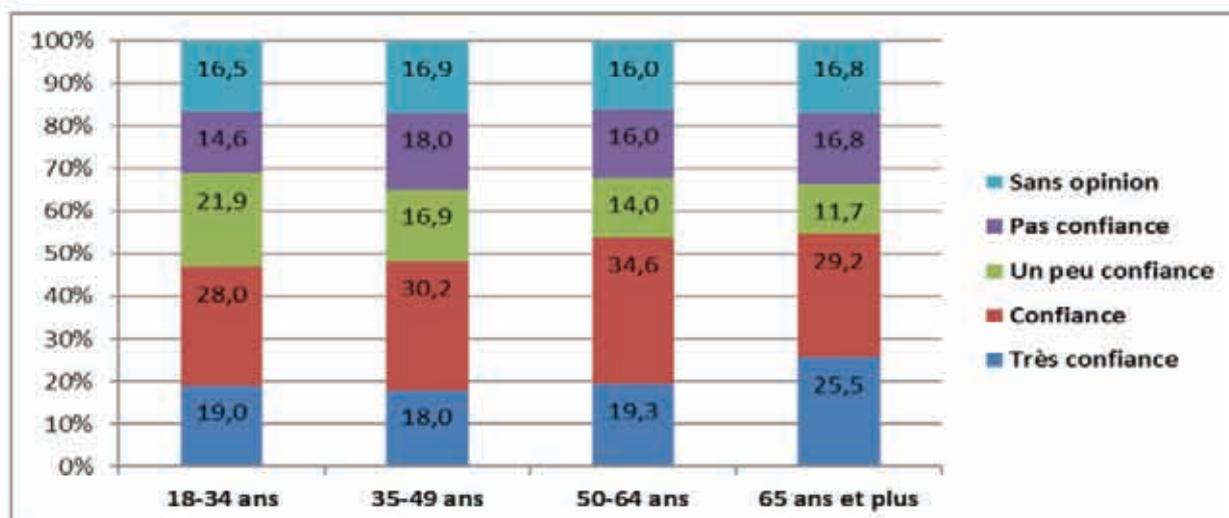


L'analyse selon le niveau d'étude et la tranche d'âge ne semble pas montrer des différences significatives. Toutefois, il convient de signaler que le niveau de confiance est comparativement plus grand chez les sans niveau ou niveau primaire que les niveaux secondaire et supérieur (Graphique 16). Il est aussi plus élevé chez les tranches des plus âgés (50-64 ans et 65 ans et plus) que les tranches plus jeunes (Graphique 17).

**Graphique 16: Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude selon leur appréciation du Haut Conseil des Collectivités**



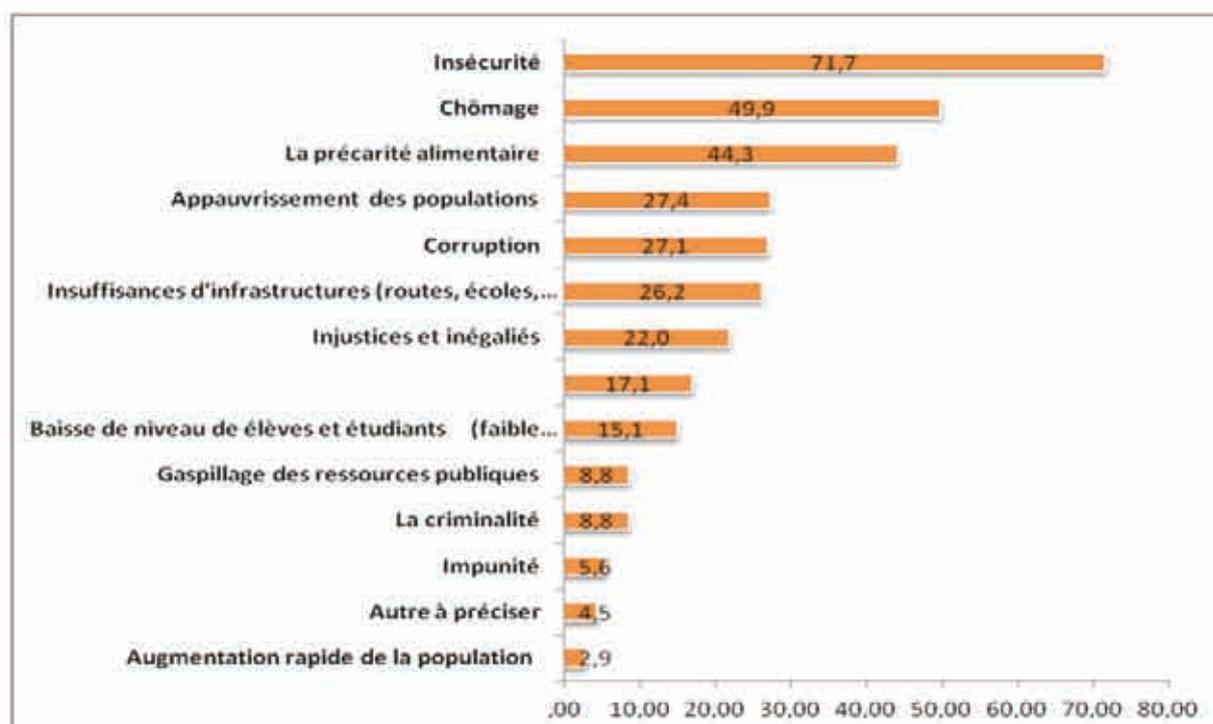
**Graphique 17: Répartition des enquêté(e)s par tranche d'âge selon leur appréciation du Haut Conseil des Collectivités**



## 2.2. Défis majeurs du Mali

Il ressort des résultats que la préoccupation majeure du pays est aujourd'hui l'insécurité pour 71,7% des citoyens, sans différence majeure liée au sexe. Les questions de chômage (49,9%), de précarité alimentaire (44,3%), de l'appauvrissement des populations (27,4%) et de corruption (27,1%) représentent respectivement les autres défis majeurs (Graphique 18).

**Graphique 18: Répartition des enquêté(e)s selon leur appréciation des défis majeurs auxquels le Mali doit faire face**



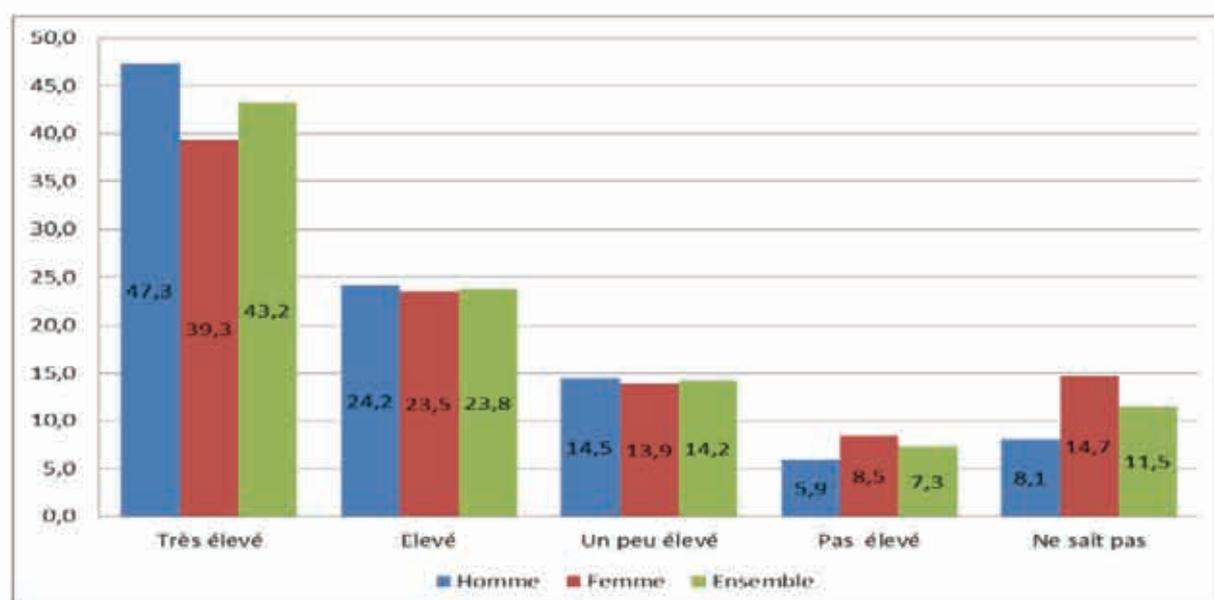
Ces défis varient suivant les localités. A Tombouctou, ils sont relatifs pour environ le tiers (66%) à l'insuffisance d'infrastructures (routes, écoles, centres de santé, périmètres agricoles, électricité, eau, etc.) Pour Koulikoro et Sikasso, le chômage est leur principal défi tandis que Gao reste confronté pour la grande majorité (90%) à l'insécurité. Par ailleurs, le chômage est mentionné par les citoyens de Bamako (61,8%), de Kayes (61,3%), de Tombouctou (45,5%) et de Ségou (33,1%) comme second défi majeur contre l'insécurité pour Koulikoro et Sikasso. Pour les citoyens de Gao et Mopti, la précarité alimentaire vient après l'insécurité.

## 2.3. Corruption

### 2.3.1 Appréciation du niveau de corruption

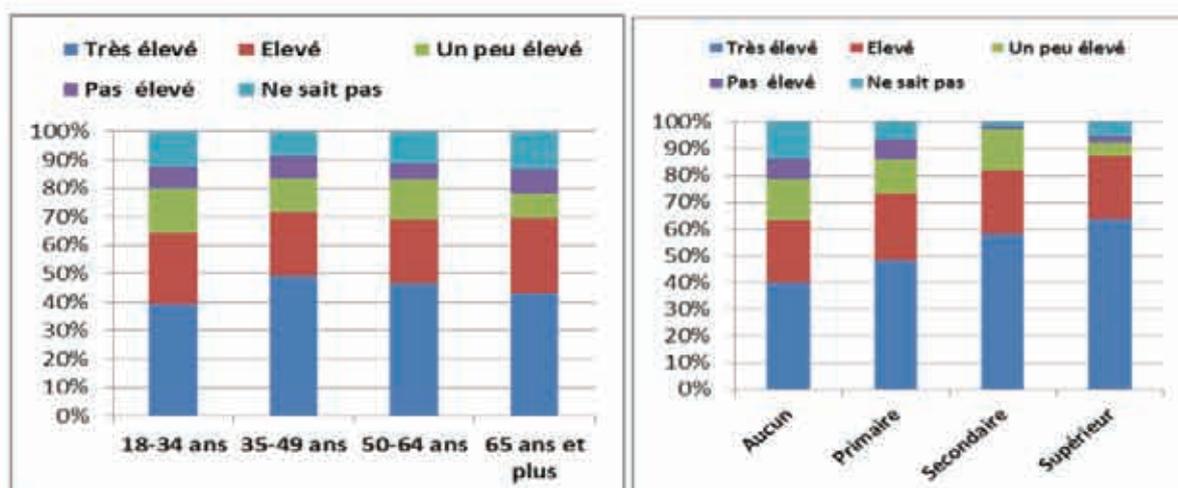
Un peu moins de 7 citoyens enquêtés sur 10 (67%) estime que le niveau de corruption au Mali est élevé (23,8%) à très élevé (43,2%). Cette statistique est plus grande chez les hommes (71,5%) que chez les femmes (62,9%) (Graphique 19).

Graphique 19: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du niveau de corruption



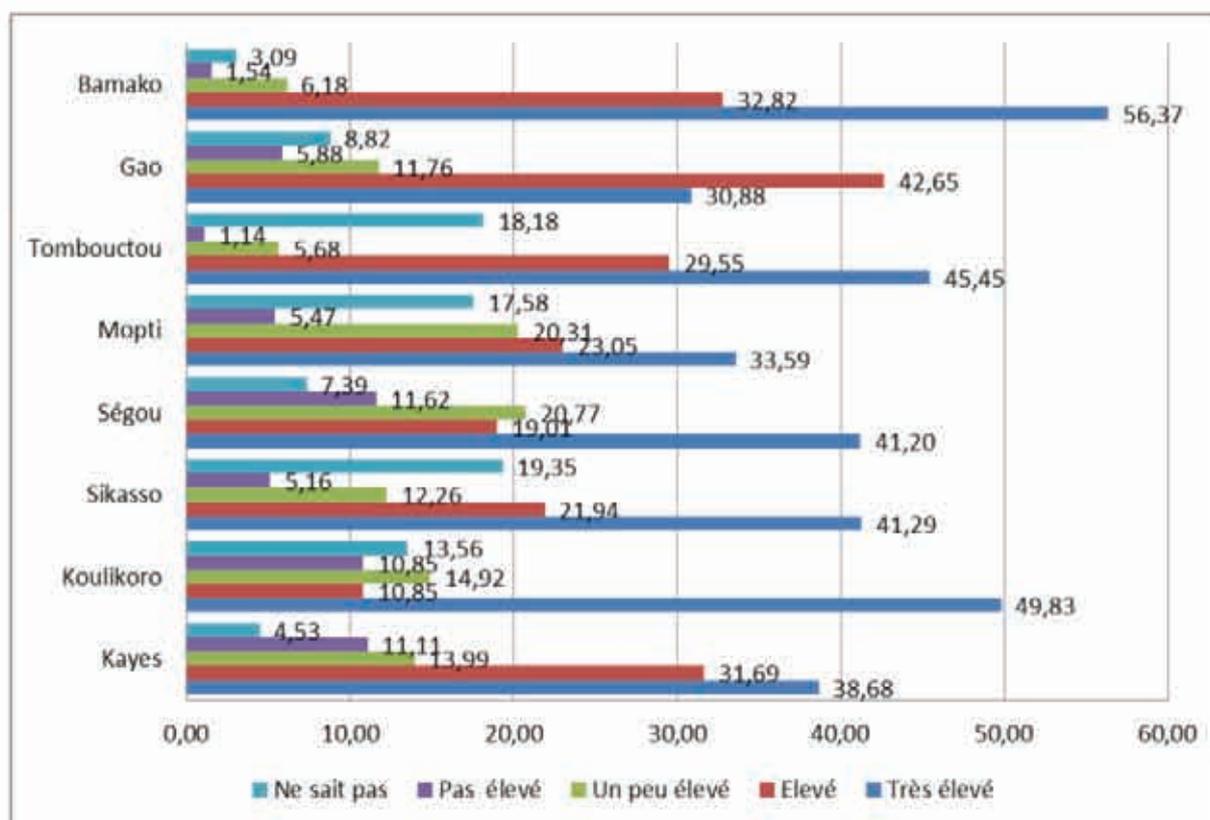
Par ailleurs, quel que soit le niveau d'instruction ou la tranche d'âge des enquêtés, plus de 60% estiment que le niveau de corruption est élevé voire très élevé; et cette proportion augmente avec le niveau d'étude et relativement avec l'âge (Graphique 20).

**Graphique 20: Répartition des enquêté(e)s par tranche d'âge et par niveau d'étude selon leur appréciation du niveau de corruption**



Selon les localités, le District de Bamako (89%) est celui dont la plus grande majorité dénonce l'ampleur de la corruption contre 60 % des citoyens de Ségou. L'ampleur de la corruption est fortement dénoncée dans les villes de Tombouctou (75,0), Gao (73,5) et Kayes (70,4) (Graphique 21).

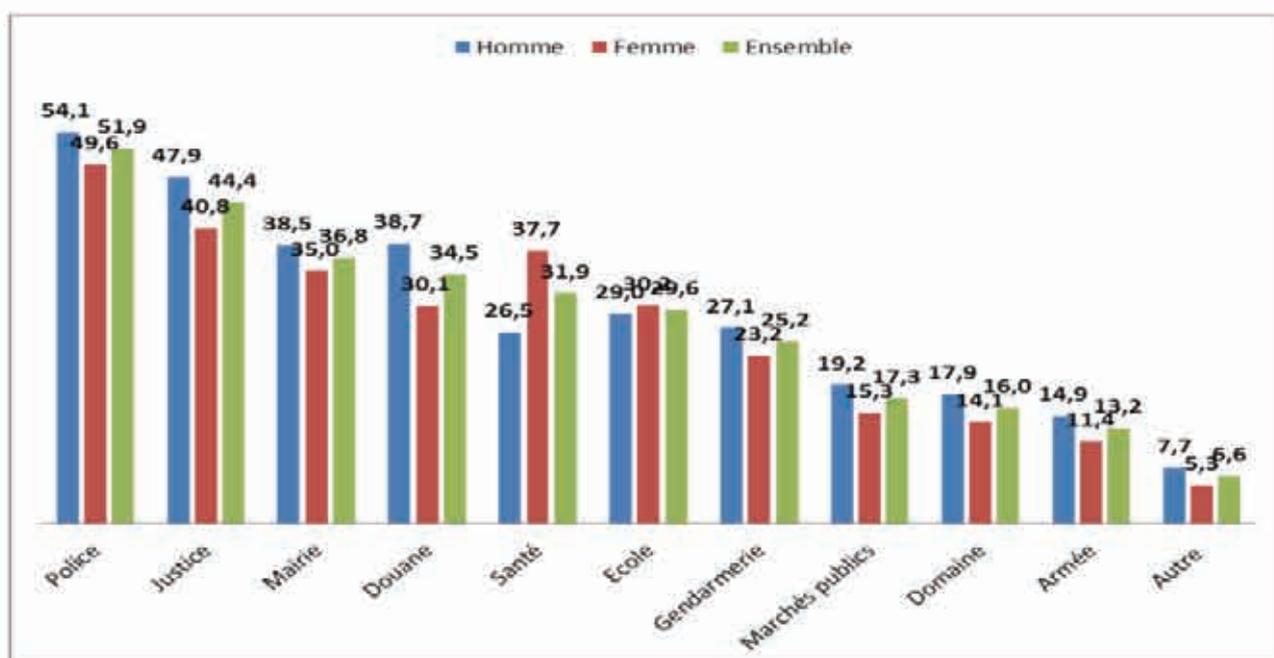
**Graphique 21: Répartition des enquêté(e)s par région selon leur appréciation du niveau de corruption**



### 2.3.2 Les secteurs les plus concernés par la corruption

Les citoyens notent que les secteurs les plus concernés par la corruption sont la police (52%), la justice (44,4%), la mairie (36,8%) et la douane (34,5%). Selon le sexe, les deux grands secteurs les plus concernés par la corruption restent les mêmes, à savoir la police et la justice. Les femmes ont signalé en troisième position la santé (37,7%) tandis que pour les hommes, c'est la douane qui se positionne avec 38,7% en troisième position. (Graphique 22)

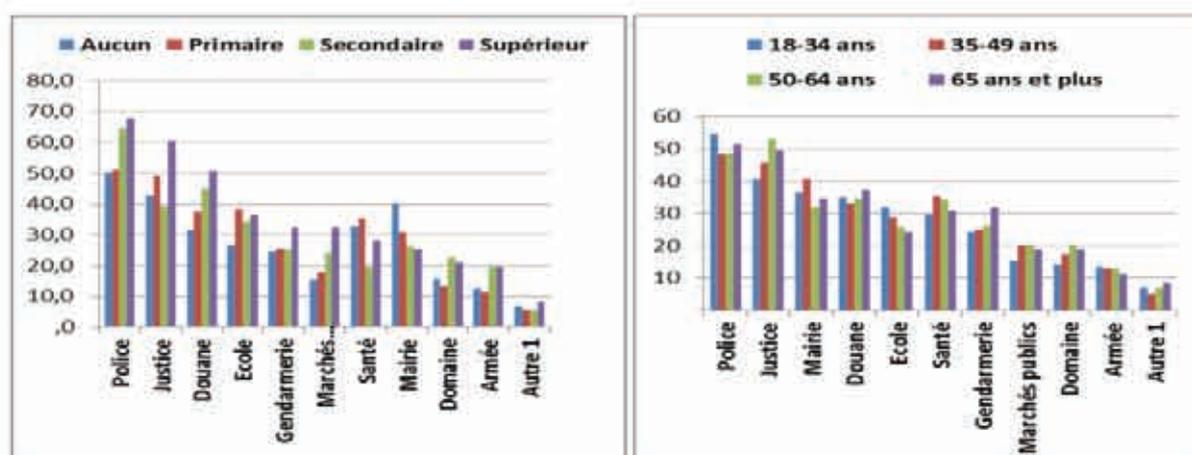
Graphique 22: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du niveau de corruption par secteur



Au niveau des villes, le secteur le plus concerné par la corruption est la justice à Kayes (60,5%), Sikasso (55,6%), Mopti (50,3%) et Tombouctou (67,2%). Les citoyens des villes de Koulikoro (45,7%), Ségou (59,1%) et Bamako (70,4%) ont plutôt mentionné la police. Quant aux citoyens de Gao (64,8%), le secteur le plus concerné par la corruption est la mairie.

Par ailleurs, l'analyse selon le niveau d'étude et la tranche d'âge des citoyens montre de manière générale que les deux secteurs les plus concernés par la corruption sont la justice et la police. En ce qui concerne le niveau d'étude, la police et la justice occupent la première place chez les citoyens de niveau d'étude supérieur (Graphique 23). Concernant le groupe d'âge, ce sont surtout les plus jeunes qui dénoncent la police (Graphique 23).

**Graphique 23: Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude et tranche d'âge selon les secteurs les plus concernés par la corruption**



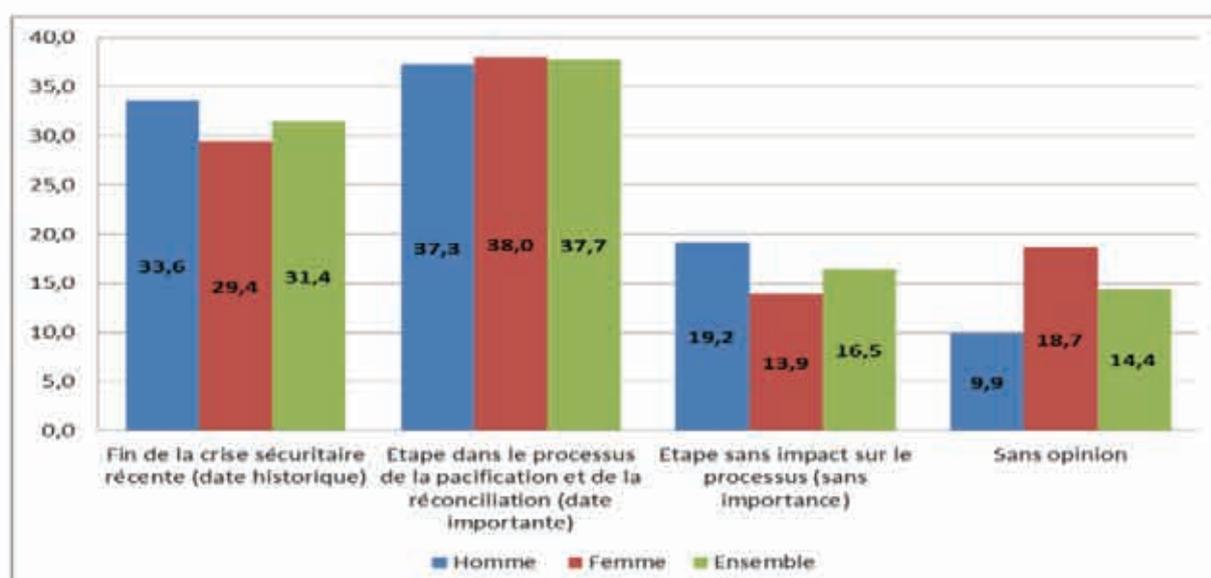
## 2.4. Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger

### 2.4.1. Appréciation de la date du 15 mai, jour de signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali

Les citoyens maliens ont des idées diverses concernant la date du 15 mai : Au moins 68% des citoyens pensent que la date du 15 mai est une date importante (37,7%) ou historique (31,4%) pour le pays car elle constitue une étape dans le processus de pacification et de la réconciliation ou marque la fin de la crise sécuritaire récente dans le pays.

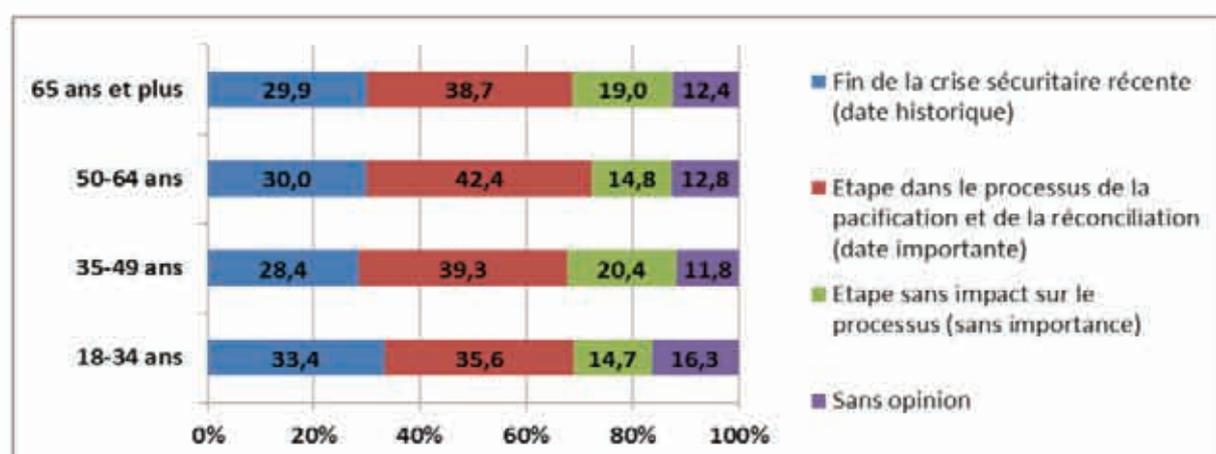
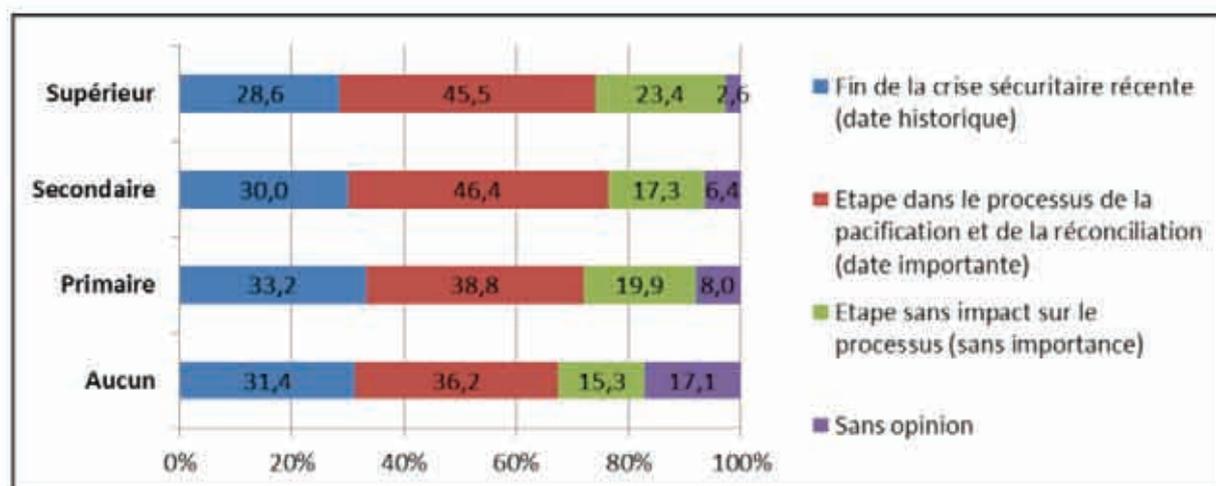
Par ailleurs, une proportion de 16,5% pense que c'est une étape sans impact et 14 % sont sans opinion. La tendance est la même selon le sexe (Graphique 24).

**Graphique 24: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation de la date de signature du 15 mai, jour de signature de l'Accord de paix**



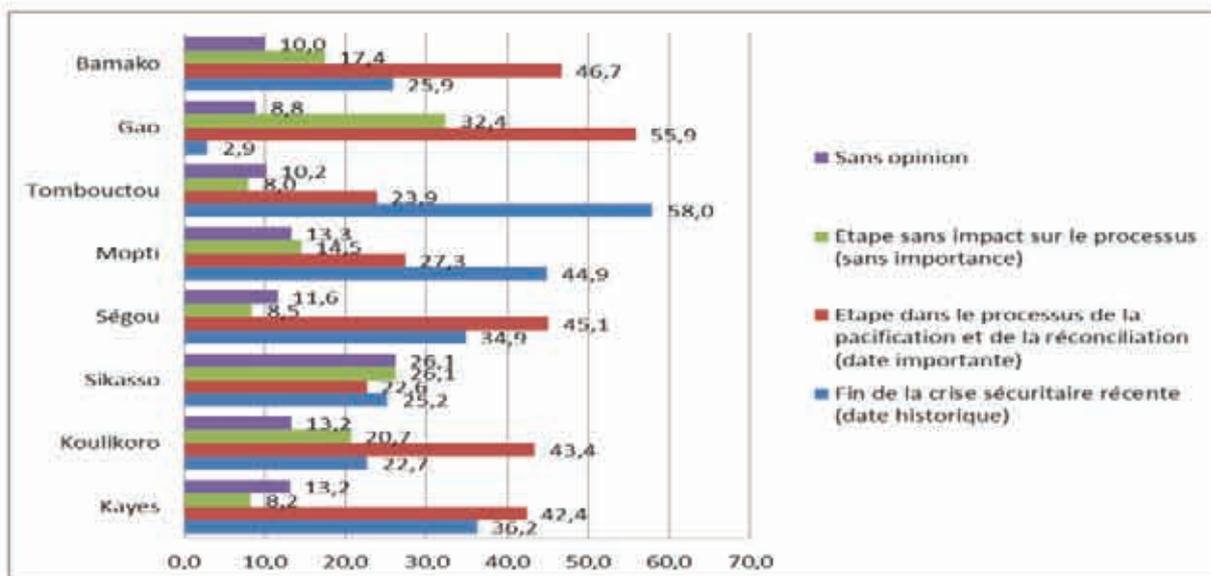
Quel que soit le niveau d'étude ou la tranche d'âge, la date du 15 mai représente une date importante ou historique pour une grande majorité des citoyens (Graphique 25).

**Graphique 25: Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude et tranche d'âge selon leurs appréciations de la date de signature du 15 mai, jour de signature de l'Accord de paix**



Ce constat est valable pour toutes les villes enquêtées, spécifiquement pour Tombouctou (82%) et Kayes (79%), à l'exception de la région de Sikasso où moins de la moitié (47,8%) des personnes interrogées considèrent la journée du 15 mai comme importante ou historique (Graphique 26).

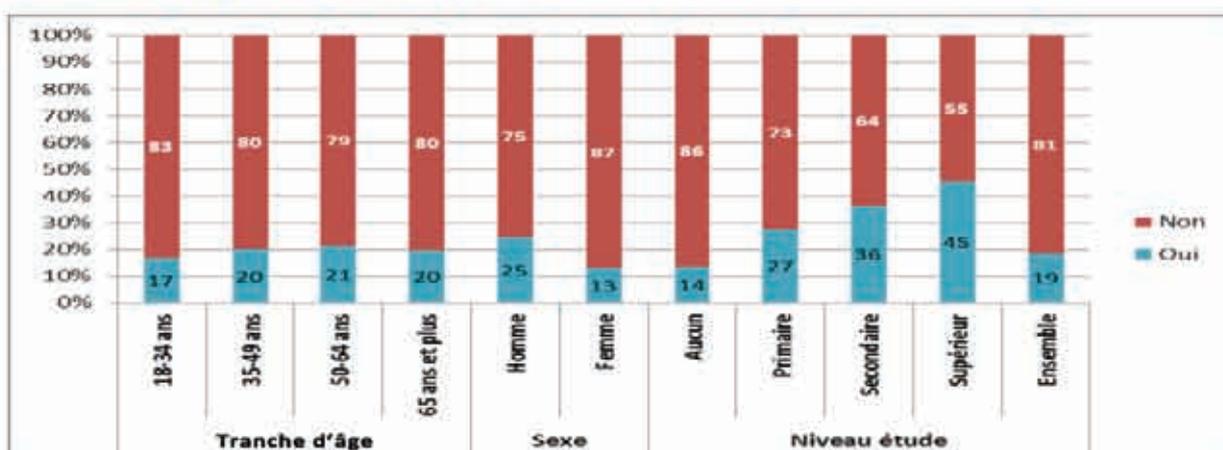
**Graphique 26: Répartition des enquêté(e)s par localité selon leur appréciation de la date de signature du 15 mai, jour de signature de l'Accord de paix**



### 2.4.2. Connaissance de quelques points importants du projet d'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger

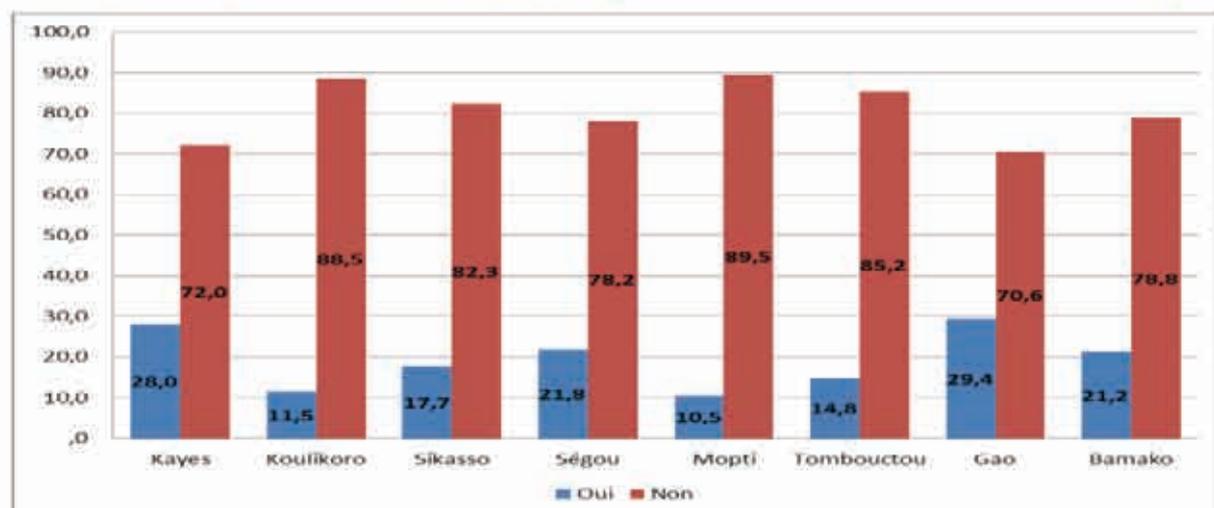
Même si les citoyens voient la signature de l'accord d'Alger comme une étape importante voire historique pour le pays, il faut signaler que la majorité d'entre eux ignore son contenu. Au niveau national, seulement 19% de la population connaissent quelques points importants de l'Accord, les hommes en constituant la majorité (25%) contre 13% pour les femmes. La proportion de citoyens qui en connaissent quelques points importants augmente avec le niveau d'étude : 14% pour les sans niveau contre 45% pour les niveaux secondaire et supérieur. Par ailleurs, les citoyens âgés de 18 à 34 ans (les plus jeunes) sont ceux qui maîtrisent le moins l'Accord (Graphique 27).

**Graphique 27: Répartition des enquêté(e)s par tranche d'âge, sexe et niveau d'étude selon leurs connaissances du projet de l'accord de paix**



L'analyse au niveau des villes donne le même constat. Les villes où la plus grande proportion de population connaît quelques points de l'Accord sont observées à Gao (29%) et Kayes (28%) et la plus petite à Mopti (10,5%) et Koulikoro (11,5%), (Graphique 28).

**Graphique 28: Répartition des enquêté(e)s par région selon leur connaissance de l'accord de paix**

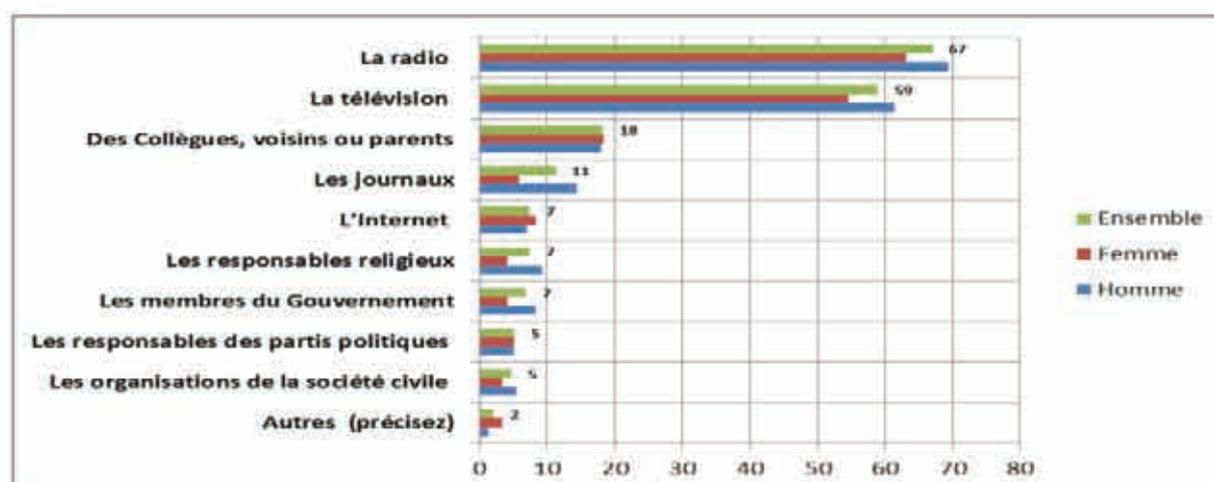


En outre, ceux qui ont signalé connaître des points importants de l'accord font le plus souvent référence à l'intégrité territoriale, la paix, l'unité nationale, la régionalisation, le cessez-le-feu et la réconciliation nationale.

#### 2.4.3 Source d'information sur l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali

La radio (67%) et la télévision (59%) sont les deux principales sources d'information (graphique 28), sans incidence majeure selon le sexe et quelle que soit la ville enquêtée. Les personnes ayant entendu parler de l'Accord à travers des collègues, voisins ou parents représentent (18%), (Graphique 29).

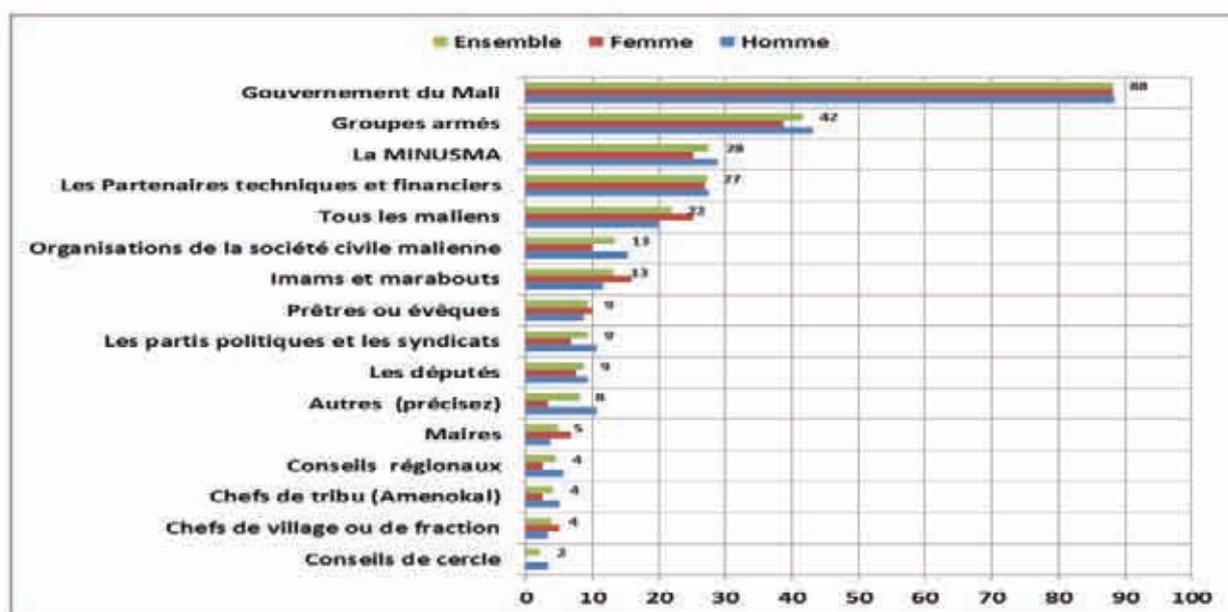
**Graphique 29: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon la source d'information sur l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali**



### 2.4.4 Les acteurs majeurs de la mise en œuvre de l'Accord

Selon la grande majorité des enquêtés (e)s (88%), les acteurs majeurs de la mise en œuvre de l'Accord sont le Gouvernement du Mali, les groupes armés (42%), la MINUSMA (28%) et les partenaires techniques et financiers (27%). Tout de même, une proportion de 22% a signalé que la mise en œuvre de l'Accord doit concerner tous les Maliens (Graphique 30).

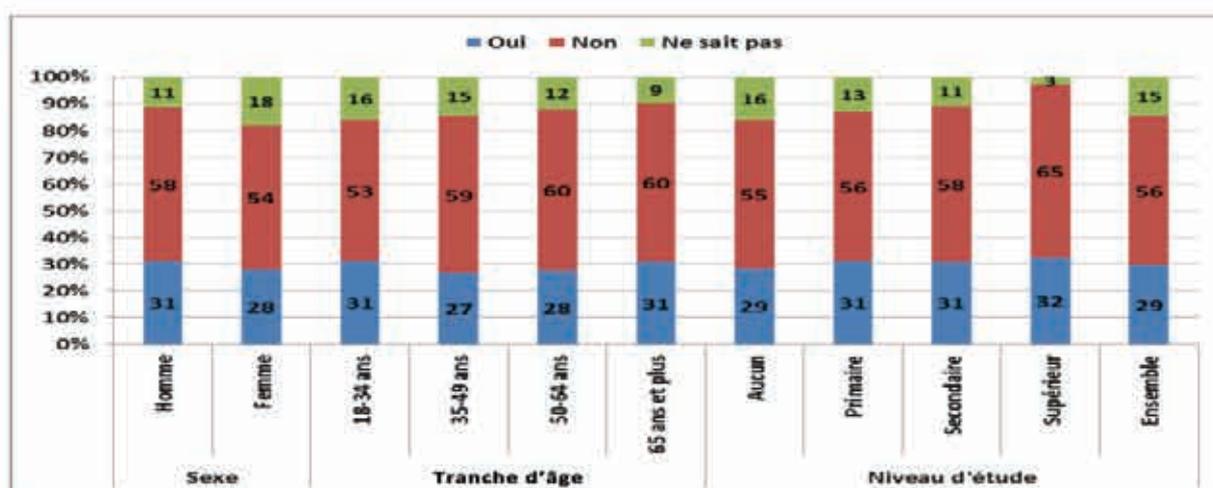
Graphique 30: Répartition des enquêtés(e)s par sexe selon les acteurs majeurs de la mise en œuvre de l'Accord



### 2.4.5 L'Accord et l'atteinte à l'unité du pays

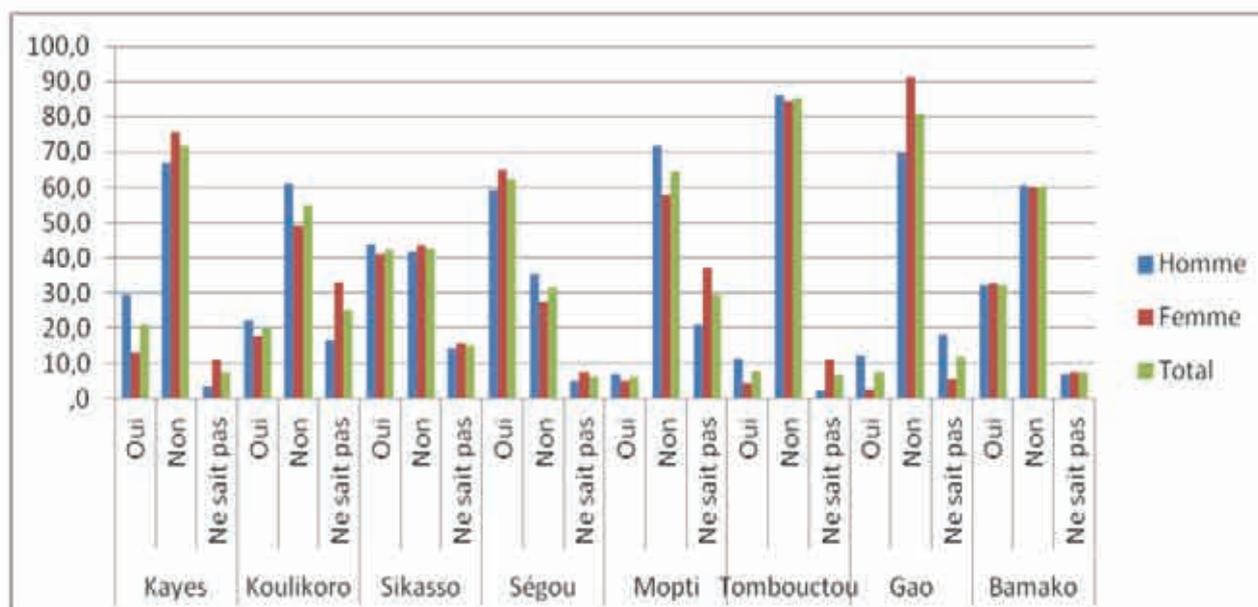
Pour plus de la moitié des citoyens, quel que soit l'âge, le sexe, le niveau d'étude, l'Accord ne porte aucunement atteinte à l'unité nationale (Graphique 31). Ce taux est plus élevé chez les citoyens avec un niveau d'éducation supérieur (65%).

Graphique 31: Répartition des enquêtés(e)s par sexe, tranche d'âge et niveau d'étude selon l'atteinte à l'unité du pays par l'Accord pour la paix et la réconciliation



Au niveau des villes, la proportion de citoyens qui pense que l'Accord porte atteinte à l'unité nationale est plus grande à Ségou (62%), Sikasso (42%) et Bamako (30%). Par contre, dans les villes de Tombouctou, Gao et Mopti, cette proportion représente moins de 10% contre environ 20% à Kayes et Koulikoro (Graphique 32).

**Graphique 32: Répartition des enquêté(e)s par localité selon l'atteinte à l'unité du pays par l'Accord pour la paix et la réconciliation**

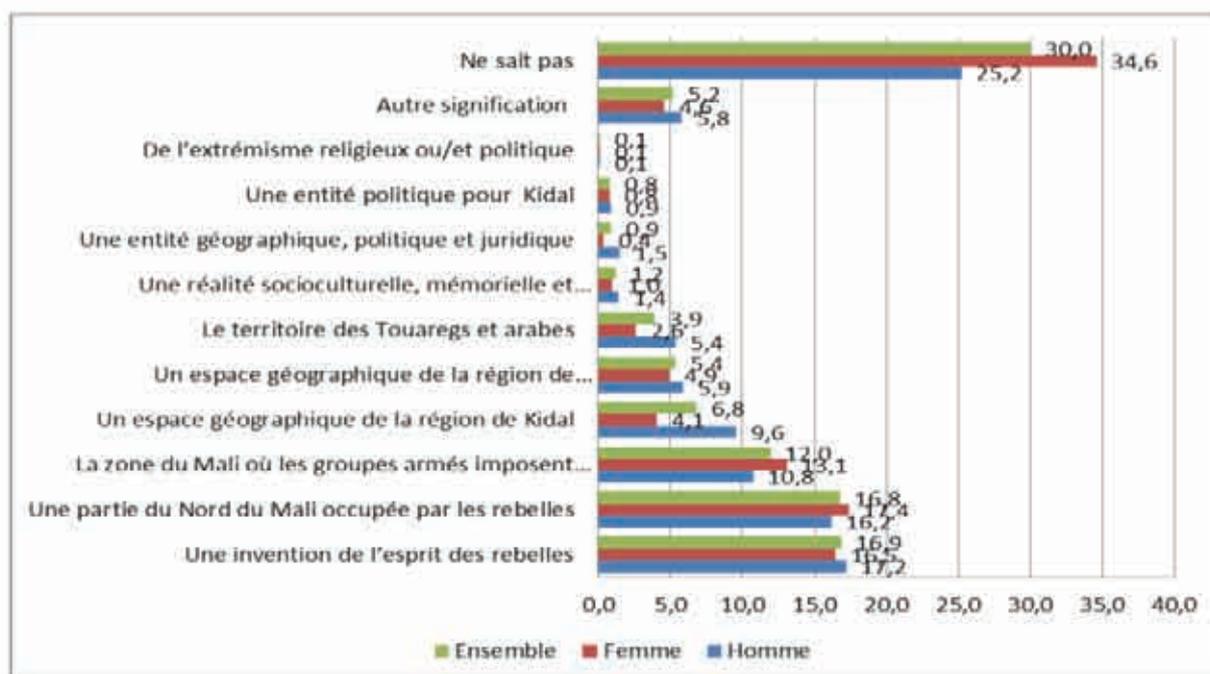


#### 2.4.6 La signification du mot « Azawad »

Environ un enquêté sur trois (30%) affirme ne pas connaître la signification de l'« Azawad » contre 16,9% qui pensent à une invention de l'esprit des rebelles. Selon 17% des enquêté(e)s, l'Azawad est une partie du Nord du Mali occupée par des rebelles. D'autres (environ 12%) des citoyens disent que l'Azawad est la zone du Mali où les groupes armés imposent leurs lois aux populations des régions du nord (Graphique 33).

La signification du mot de l'Azawad donnée par les citoyens diffère selon les régions. Par exemple, à Gao, un peu plus de 70% des citoyens disent que l'Azawad est une invention de l'esprit des rebelles tandis qu'il représente pour 38% des habitants de Tombouctou un espace géographique de la région de Tombouctou. En ce qui concerne la région de Kayes, plus de 60% des citoyens ne connaissent pas la signification de l'Azawad.

**Graphique 33: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leurs opinions sur la signification « Azawad »**

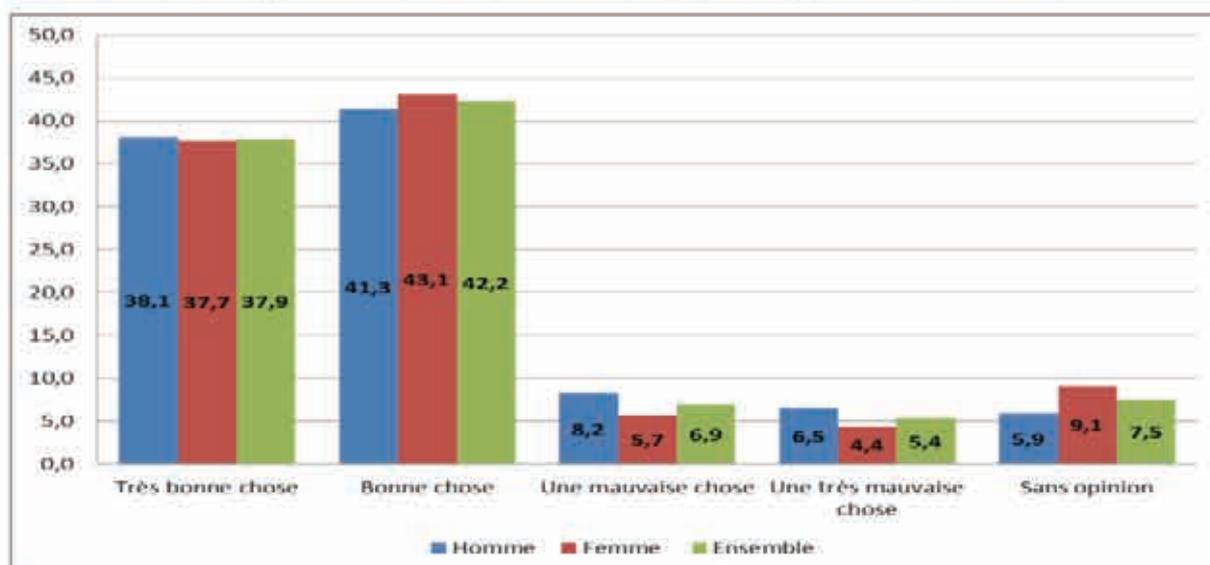


Le sexe, l'âge ou le niveau d'instruction ne semblent avoir d'incidence significative sur ces appréciations.

#### 2.4.7 Appréciation de la signature de l'Accord par le Gouvernement

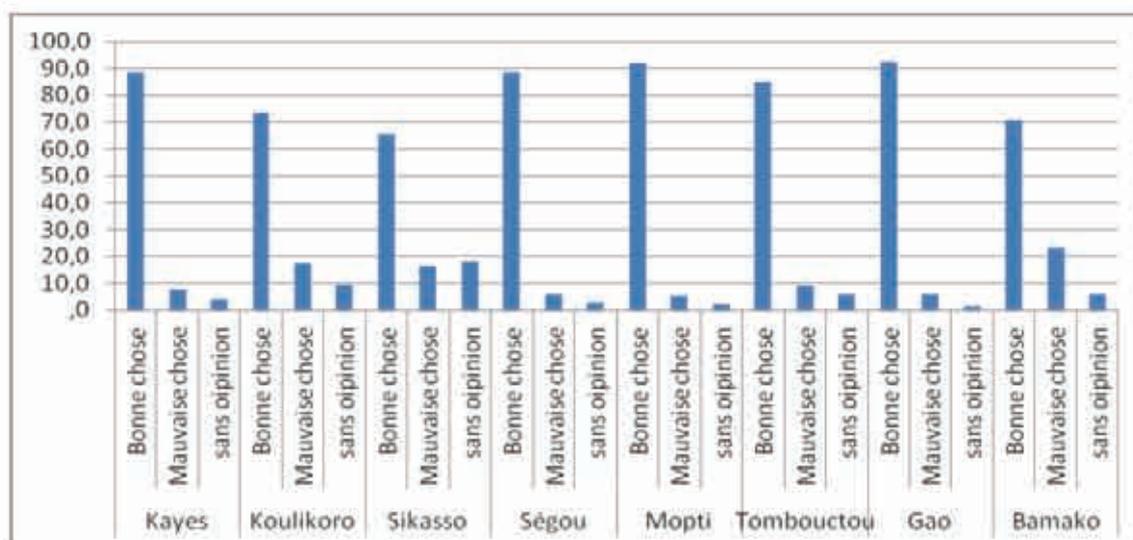
La majorité des enquêté (e)s (80,1%) pense que la signature de l'Accord par le Gouvernement est une bonne, voire très bonne chose, et cela, sans incidence majeure selon le sexe (Graphique 34).

**Graphique 34: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation de l'Accord**



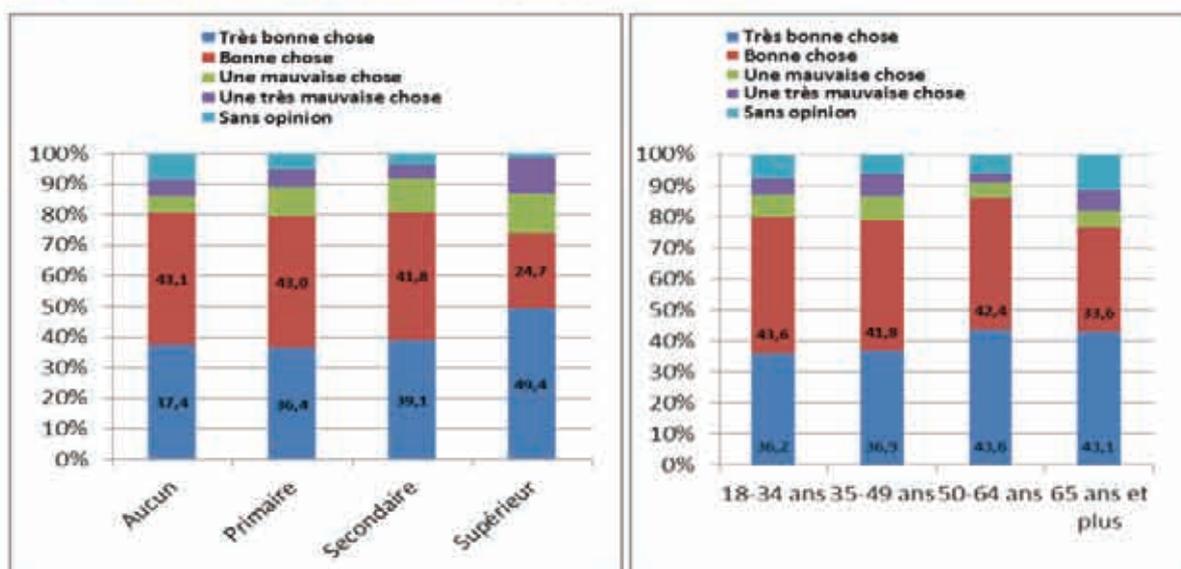
Dans toutes les localités enquêtées, la signature de l'Accord a été également appréciée par au moins plus de 6 citoyens sur 10. Cette proportion est plus grande dans les villes de Gao (93%), Mopti (92%) Ségou (89%) et Kayes (89%), et moins élevée dans les villes de Sikasso, Bamako et Koulikoro où la signature de l'Accord recueille entre (65%) et (72%) d'avis favorables (Graphique 35).

Graphique 35: Répartition des enquêté(e)s par localité selon leur appréciation de l'Accord



Quel que soit le niveau d'étude ou la tranche d'âge, la majorité des enquêté (e)s trouve que la signature de l'Accord est une bonne chose (Graphique 36).

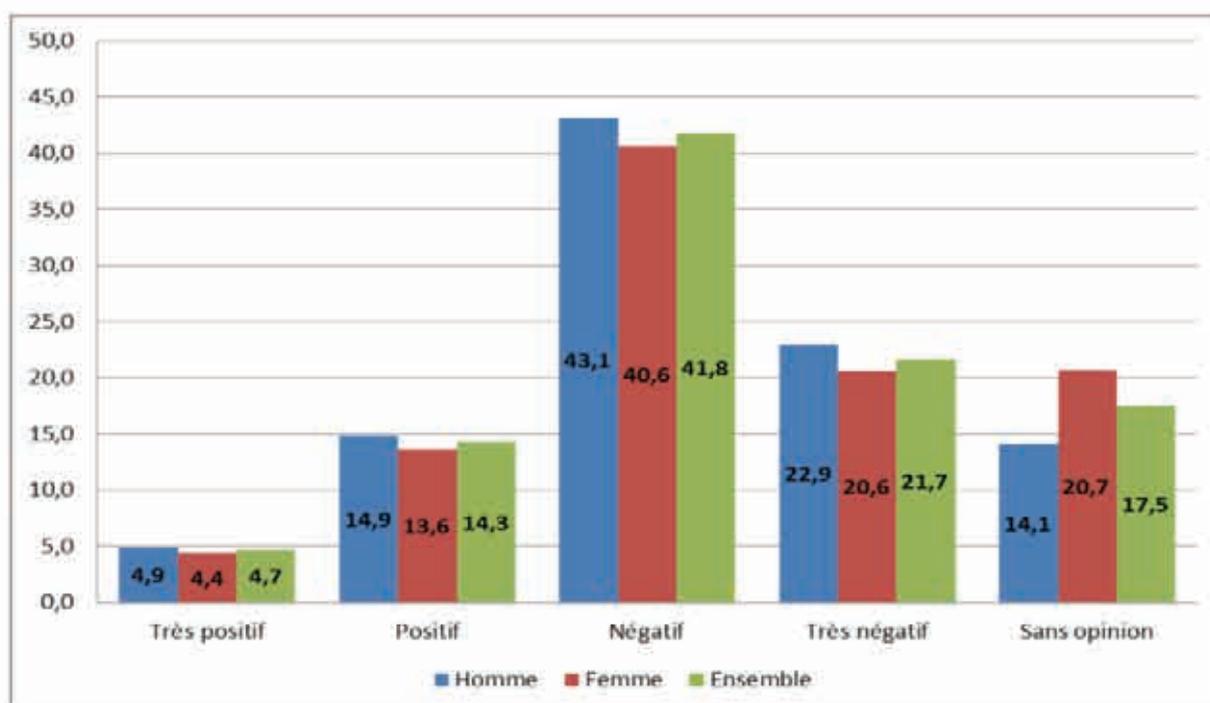
Graphique 36: Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude et tranche d'âge selon leur appréciation de la signature de l'Accord par le Gouvernement



### 2.4.8 Appréciation du retard accusé par la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) pour parapher l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger

La majorité des enquêté(e)s (63,5%) n'a pas du tout apprécié le retard accusé par la CMA pour parapher l'Accord. Selon le sexe, environ 66% des hommes contre 61% des femmes n'ont pas apprécié ce retard (Graphique 37).

Graphique 37: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du retard accusé par la CMA pour parapher l'Accord



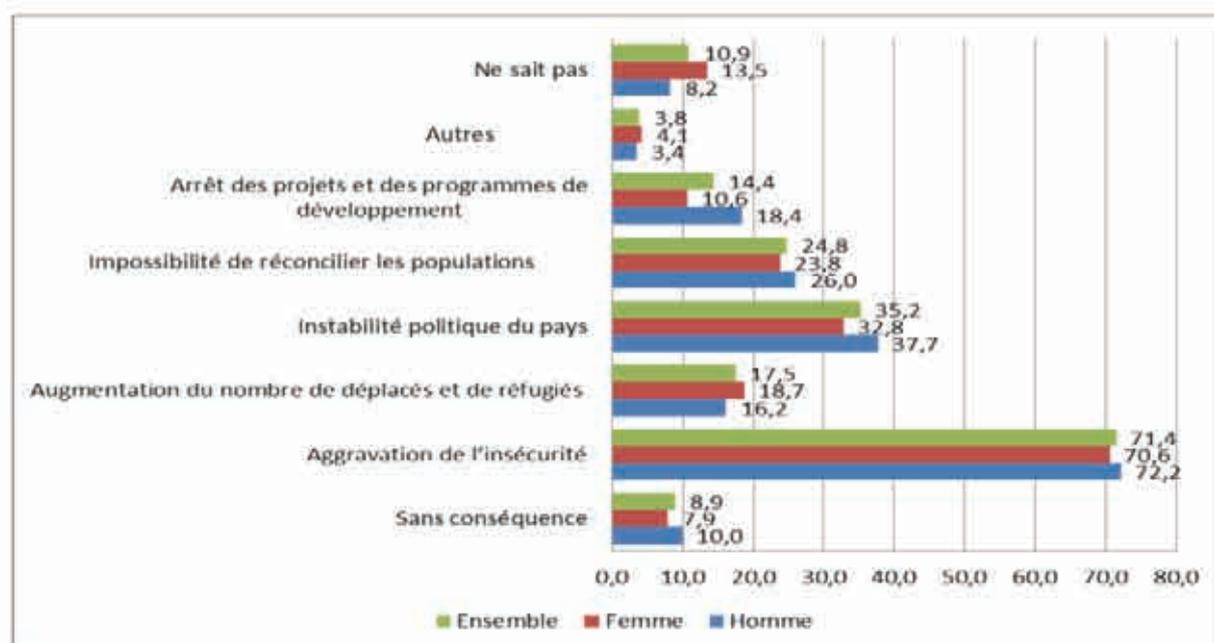
Par ailleurs, plus de la moitié des citoyens dans toutes les villes enquêtées n'a pas apprécié l'attitude de la CMA. Les avis négatifs sont surtout plus importants dans les villes de Tombouctou (91%), Gao (86%) et Bamako (80%).

L'analyse selon le niveau d'étude et la tranche d'âge des enquêté(e)s indique que ces facteurs n'ont aucune incidence sur l'opinion majoritairement négative des citoyens par rapport au retard accusé par la CMA dans la signature de l'Accord.

### 2.4.9 Les conséquences de la non signature de l'Accord sur la sécurité et la stabilité du pays

La principale conséquence de cette non signature est l'aggravation de l'insécurité pour plus de 71% des enquêté(e)s. Elle est suivie de l'instabilité politique du pays (35%) et de l'impossibilité de réconcilier les populations (24,8%) (Graphique 38).

**Graphique 38: Répartition des enquêté(e)s par sexe leurs opinions concernant les conséquences de la non signature de l'Accord**

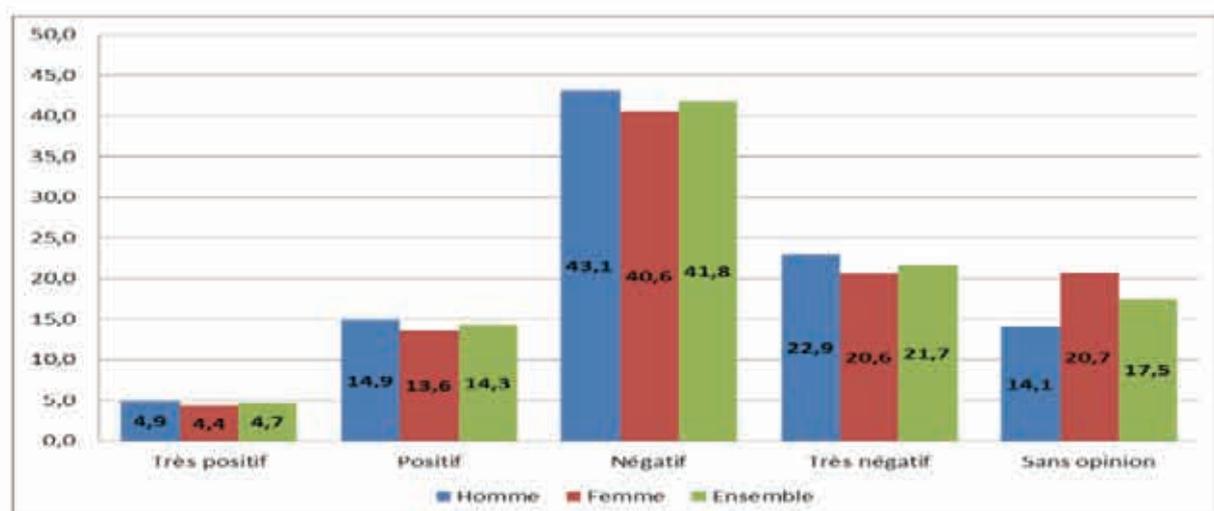


Par ailleurs, quel que soit le niveau d'étude, la tranche d'âge et la ville, l'insécurité est citée comme principale conséquence.

#### 2.4.10 Appréciation de la MINUSMA dans son soutien à la mise en œuvre de l'Accord

Relativement à la mise en œuvre de l'Accord, plus de la moitié des citoyens enquêtés (59,1%) ne fait pas confiance (35,1%) à peu confiance (24%) à la MINUSMA contre « seulement » le quart (25,9%) à lui faire très confiance (7%) à confiance (18%). Les « sans opinion » représentent (15%)(Graphique 39).

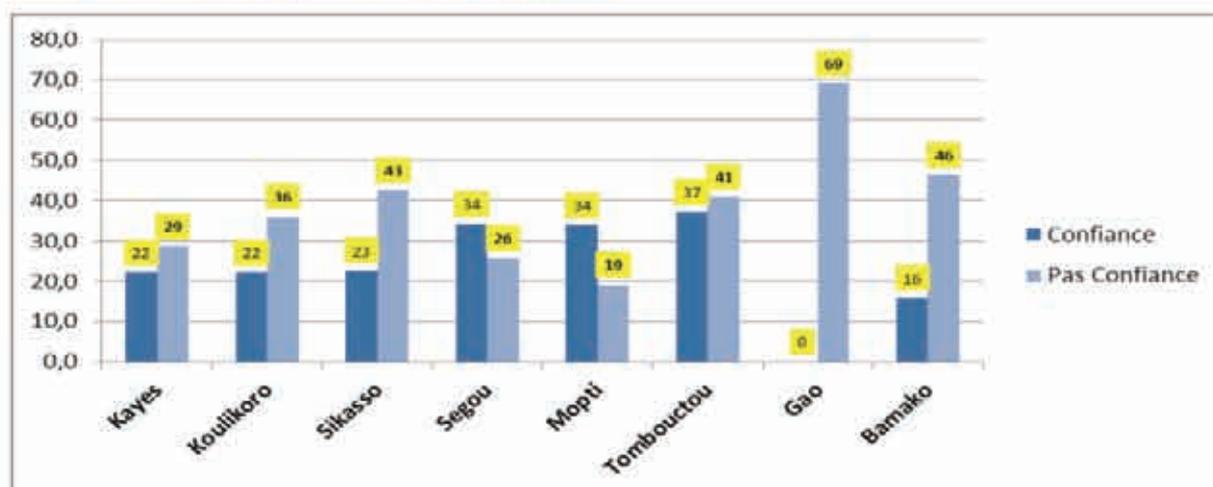
**Graphique 39: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation de la MINUSMA dans son soutien à la mise en œuvre de l'Accord**



Selon le sexe, la proportion des citoyens qui ne fait pas confiance à la MINUSMA est surtout plus élevée chez les hommes (43%) que chez les femmes (27%).

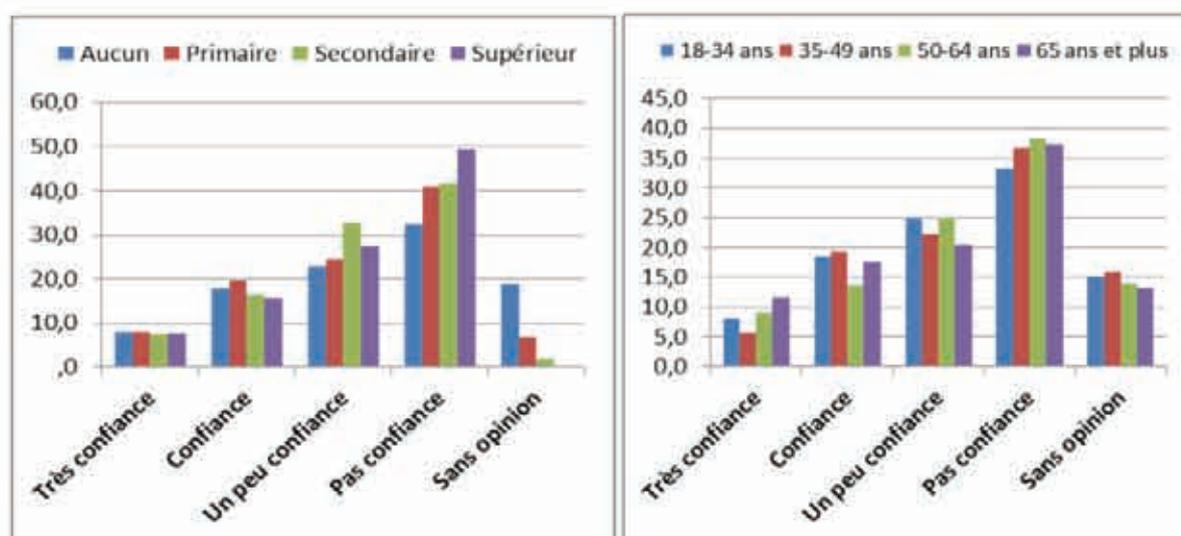
Selon les villes, le niveau de manque de confiance à la MINUSMA est surtout plus important à Gao (69%), Bamako (46%), Sikasso (43%) et Tombouctou (41%). Il convient de signaler que dans la ville de Gao, aucun citoyen n'a déclaré faire confiance à la MINUSMA en relation avec la mise en œuvre de l'Accord (Graphique 40).

**Graphique 40: Répartition des enquêté(e)s par localité selon le niveau de confiance à la MINUSMA dans son soutien à la mise en œuvre de l'Accord**



L'analyse selon le niveau d'étude et la tranche d'âge montre que, quelle que soit la catégorie, la majorité des citoyens ne fait pas confiance à la MINUSMA dans son soutien à la mise en œuvre de l'Accord. Cette proportion est plus grande chez les citoyens ayant un niveau d'étude supérieur (49%) et la tranche d'âge 50 à 64 ans (38%) (Graphique 41).

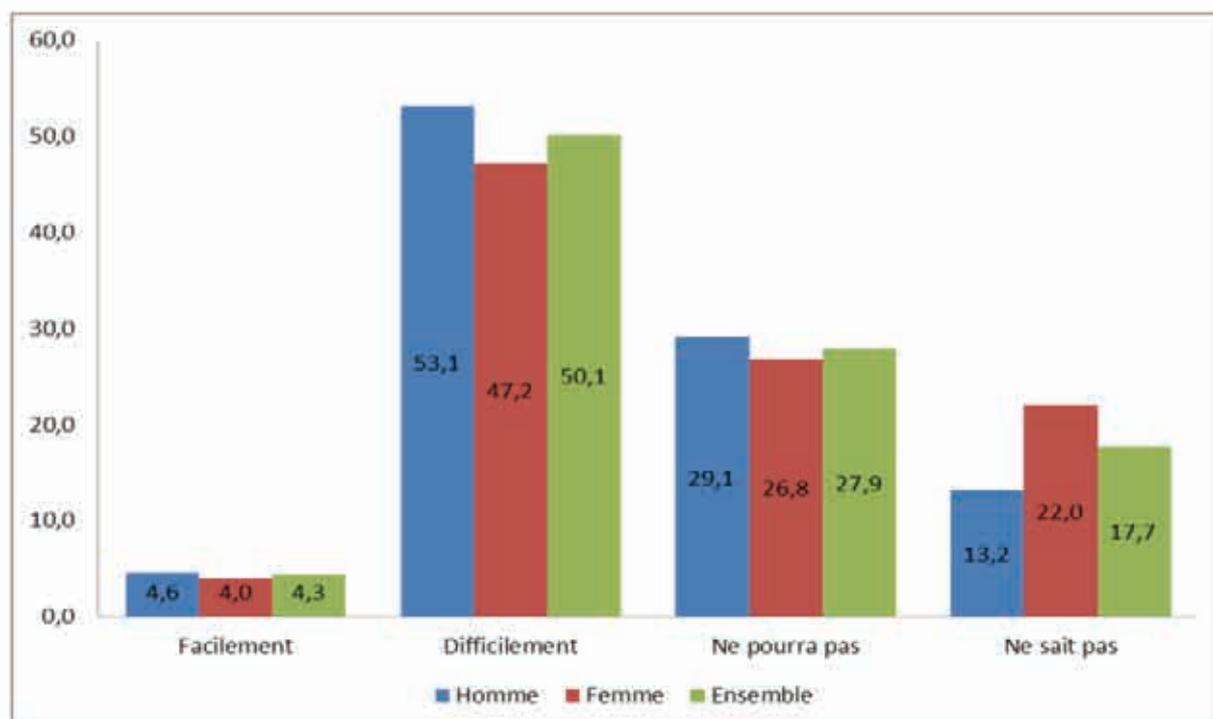
**Graphique 41: Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude et par tranche d'âge selon leurs appréciations de la MINUSMA dans son soutien à la mise en œuvre de l'Accord**



### 2.4.11 Mise en œuvre de l'Accord sans la signature de la CMA

Pour la moitié des citoyens (50,1%), le Gouvernement pourra difficilement mettre en œuvre l'Accord si ce dernier n'est pas signé par la CMA contre 28% qui disent qu'il ne pourra pas le mettre en œuvre. Une proportion non négligeable (18%) est sans opinion.

Graphique 42: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leurs opinions concernant la mise en œuvre de l'Accord sans la signature de la CMA



Les avis ne diffèrent pas selon le sexe (graphique 42).

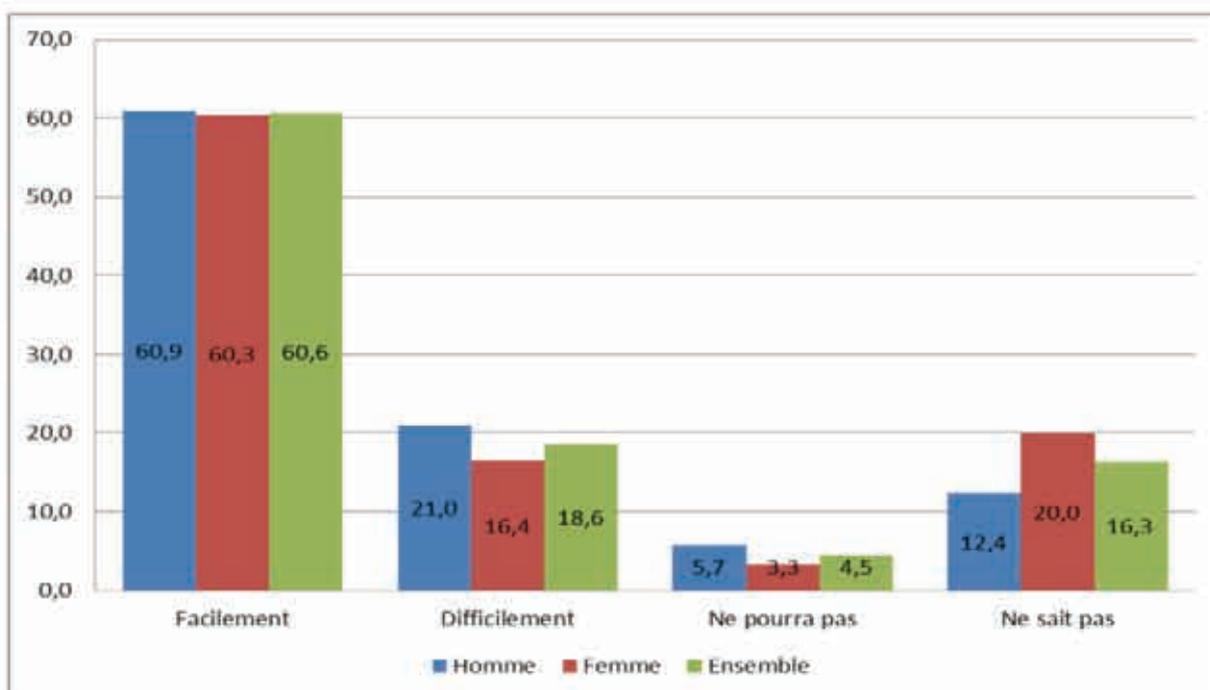
Le niveau d'étude et l'âge ne semblent pas avoir une influence significative sur cette opinion des enquêté(e)s.

Concernant les villes, les citoyens pensent que l'Accord sera difficilement mis en œuvre par le Gouvernement du Mali sans la signature de la CMA. Ce pourcentage est plus élevé dans les villes de Gao (85,3%, Kayes (69%) et Bamako (69%). A Tombouctou, la majorité des enquêté(e)s (60%) pense que le Gouvernement ne pourra pas mettre en œuvre l'Accord sans sa signature par la CMA.

### 2.4.12 Mise en œuvre de l'Accord avec la signature de la CMA

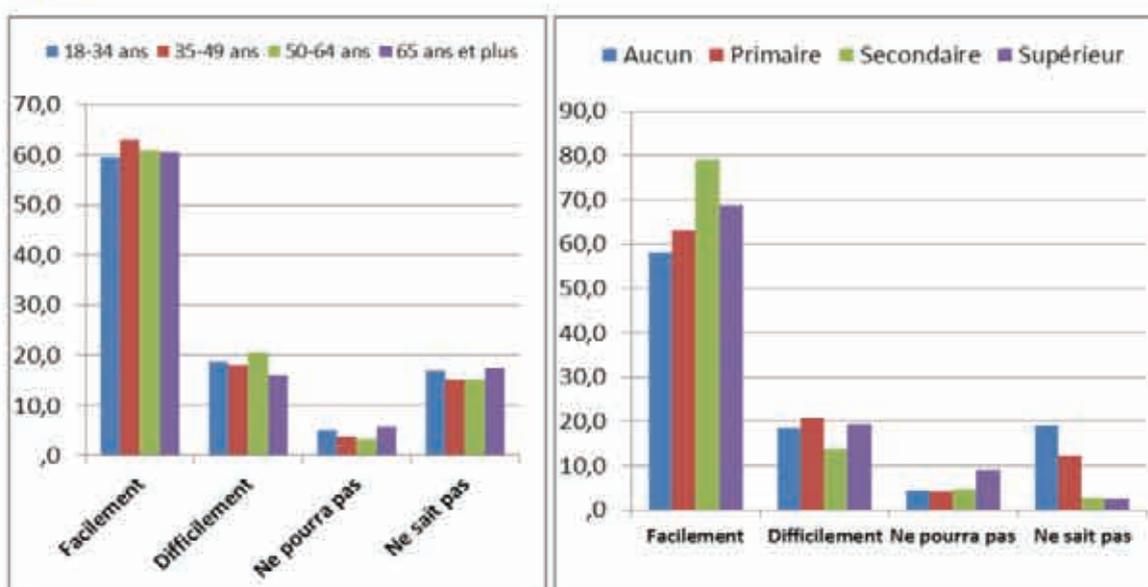
La majorité de la population enquêtée (60,6%) pense que le Gouvernement pourra facilement mettre en œuvre l'Accord lorsque la CMA acceptera de le signer. Ce constat ne varie pas beaucoup suivant le sexe (Graphique 43).

**Graphique 43: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leurs opinions concernant la mise en œuvre de l'Accord avec la signature de la CMA**



Le niveau d'étude et la tranche d'âge n'ont pas joué également même si les citoyens sans niveau ou avec niveau primaire en sont moins convaincus (Graphique 44).

**Graphique 44: Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude et par tranche d'âge selon leurs opinions sur la capacité du Gouvernement du Mali à mettre en œuvre l'Accord avec la signature de la CMA**



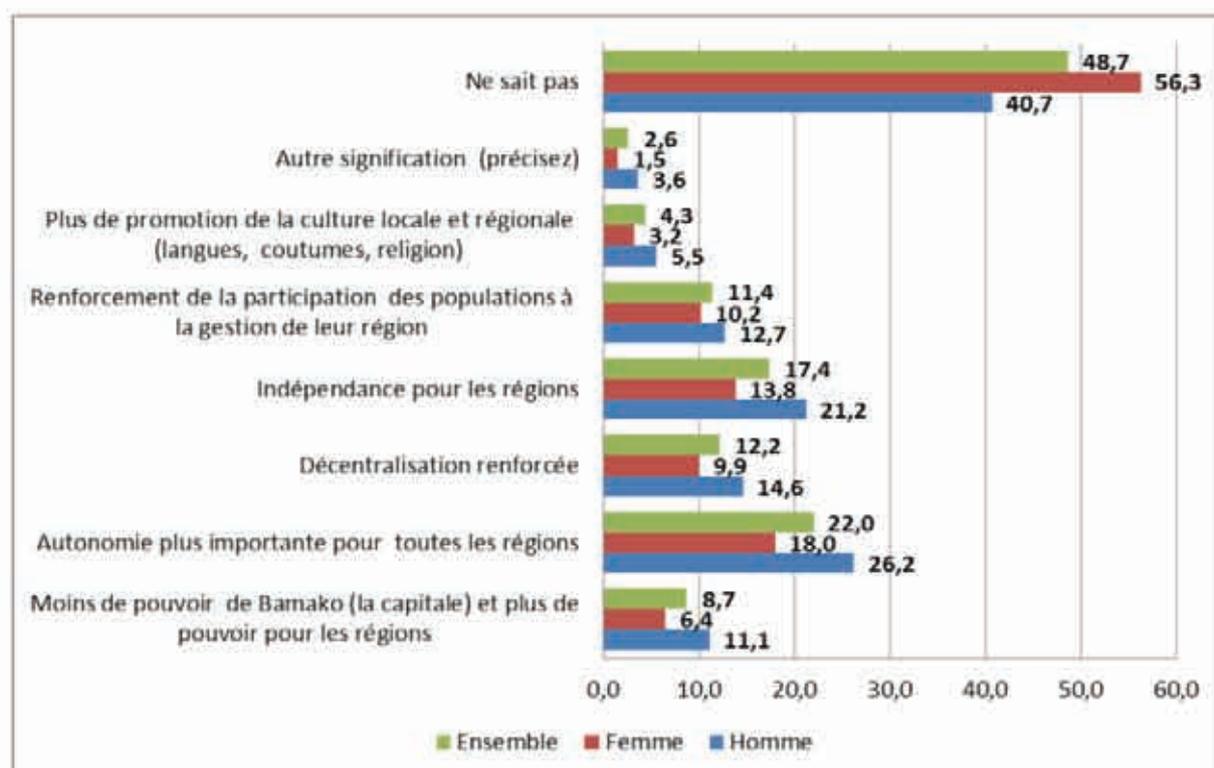
## 2.5. De la régionalisation

### 2.5.1 Signification de « la régionalisation »

Près de la moitié des citoyens enquêtés (48,7%) ne sait pas le sens de la « régionalisation ». Ce pourcentage est plus élevé chez les femmes (56,3%) que chez les hommes (40,7%) (Graphique 45). Parmi les définitions données par ceux qui ont estimé la connaître, on peut noter les plus importantes :

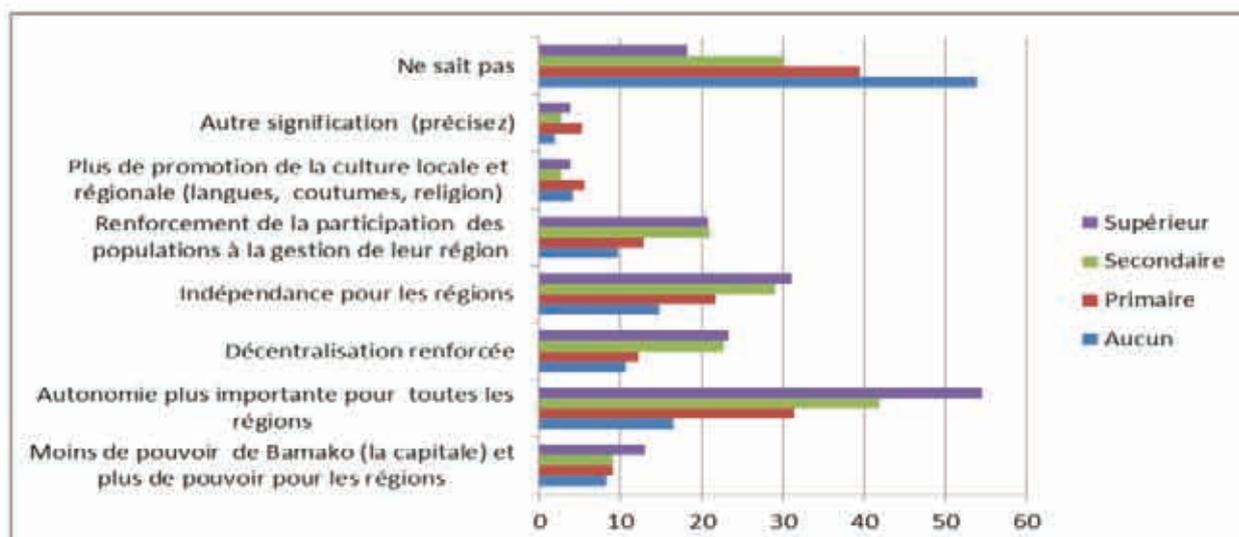
- Autonomie plus importante pour toutes les régions (22%)
- Indépendance pour les régions (17%)
- Décentralisation renforcée (12%)
- Renforcement de la participation des populations à la gestion de leur région (11%)
- Moins de pouvoir pour Bamako (la capitale) et plus de pouvoir pour les régions (9%).

Graphique 45: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leurs opinions concernant la signification de la « régionalisation »



Par ailleurs, la proportion de la population qui déclare ignorer la signification du mot « régionalisation » baisse avec le niveau d'étude (Graphique 46).

**Graphique 46: Répartition des enquêté(e)s par niveau d'étude selon leurs opinions concernant la signification de la « régionalisation »**

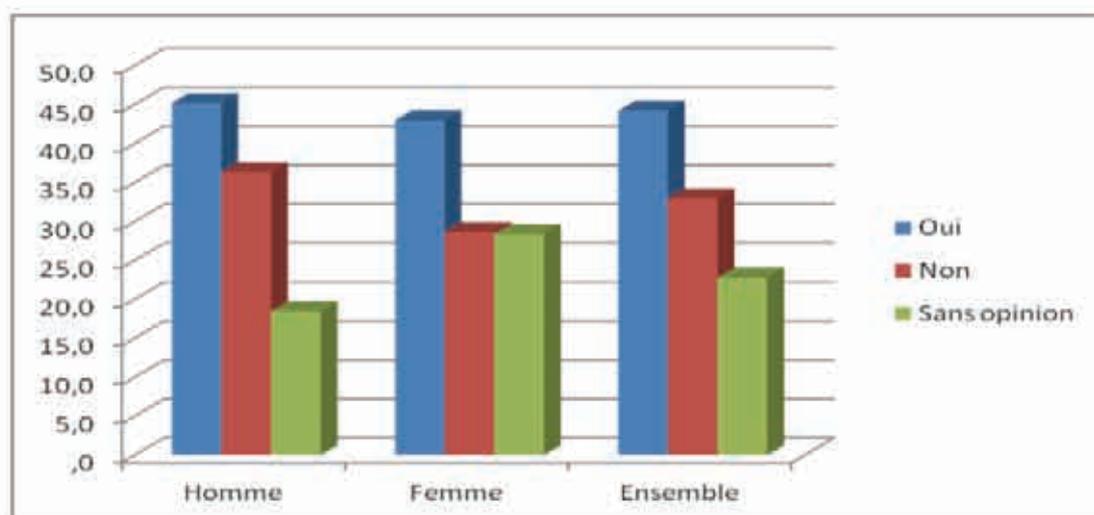


L'analyse selon les villes révèle également que les citoyens ignorent la signification de la « régionalisation » dans toutes les villes. La situation est plus grave à Mopti où plus de 8 enquêté(e)s sur 10 (83,2) n'ont pu donner un contenu à ce concept.

### 2.5.2 La régionalisation comme réponse appropriée à la crise que traverse le pays

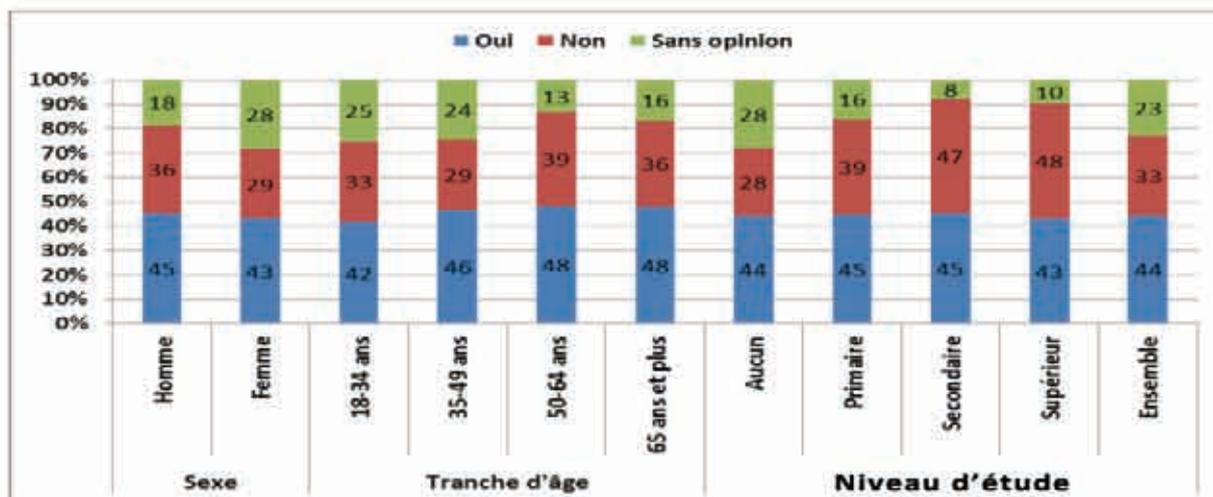
44% des personnes enquêtées pensent que la régionalisation est une réponse appropriée à la crise que traverse le pays depuis 2012 contre 33% qui pensent plutôt le contraire et 23% qui sont sans opinion. Selon le sexe, 45% des hommes sont en faveur de la régionalisation contre 43% des femmes (graphique 47).

**Graphique 47: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation de la régionalisation comme réponse appropriée à la crise**



Parmi la population qui donne un sens à la régionalisation, le pourcentage qui est favorable à ce mode d'administration est supérieur ou égal à 43% pour tous les niveaux d'étude. La proportion de ceux qui sont contre augmente, entre 48% et 28%, avec le niveau d'instruction (graphique 48).

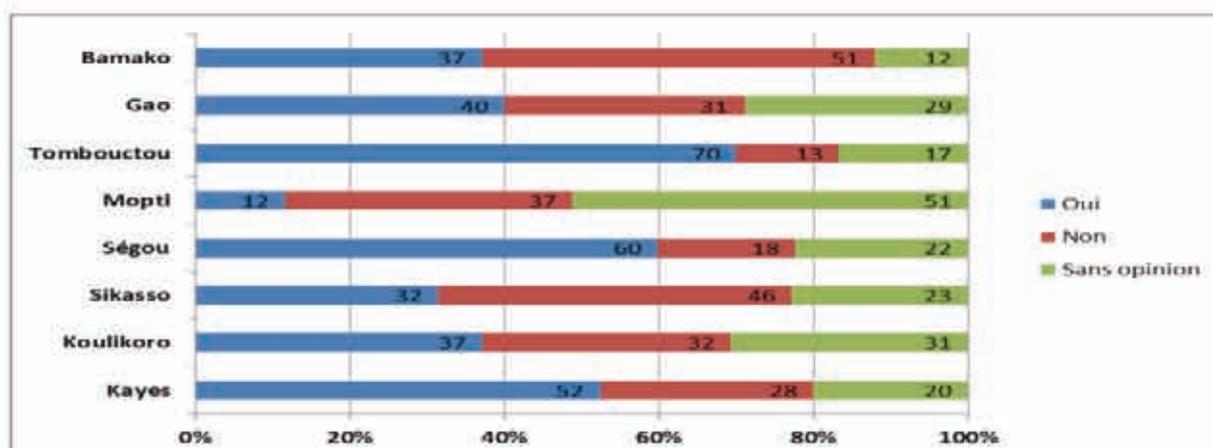
**Graphique 48: Répartition des enquêté(e)s par sexe, tranche d'âge et niveau d'étude selon leur appréciation de la régionalisation comme réponse appropriée à la crise**



Selon l'âge des enquêté (e)s, le pourcentage favorable à la régionalisation est d'au moins égal à 42% pour toutes les tranches d'âge. Pour ceux qui sont contre, il est plus faible chez les plus jeunes qui enregistrent aussi la plus grande proportion des sans opinion (Graphique 48).

L'analyse quant aux villes enquêtées montre que les villes de Tombouctou (70%) et Ségou (60%) sont celles où les citoyens font le plus référence à la régionalisation comme une réponse à la crise (graphique 49). A Bamako, plus de la moitié des citoyens (51%) pense plutôt le contraire. Le pourcentage de sans opinion est de 51% à Mopti.

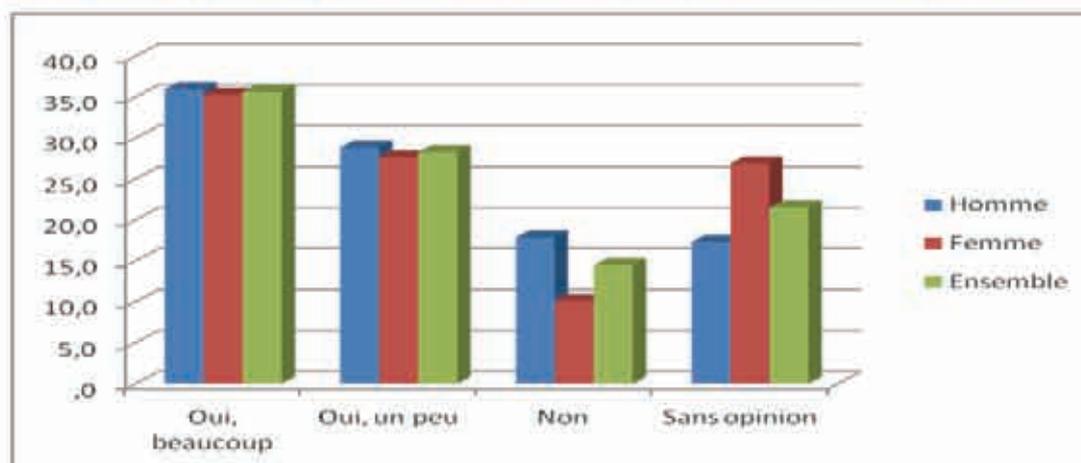
**Graphique 49: Répartition des enquêté(e)s par localité selon leur opinion de la régionalisation comme une réponse appropriée ou non à la crise que traverse le pays depuis 2012**



### 2.5.3 L'élection des responsables régionaux au suffrage direct comme facteur d'amélioration de la gouvernance

Parmi les citoyens qui ont donné des propositions de réponse à sa signification, une majorité d'entre eux (64%) est très optimiste (36%) à optimiste (28) quant à l'élection des responsables régionaux au suffrage direct pour améliorer la gouvernance au Mali, sans grande incidence selon le sexe (Graphique 50).

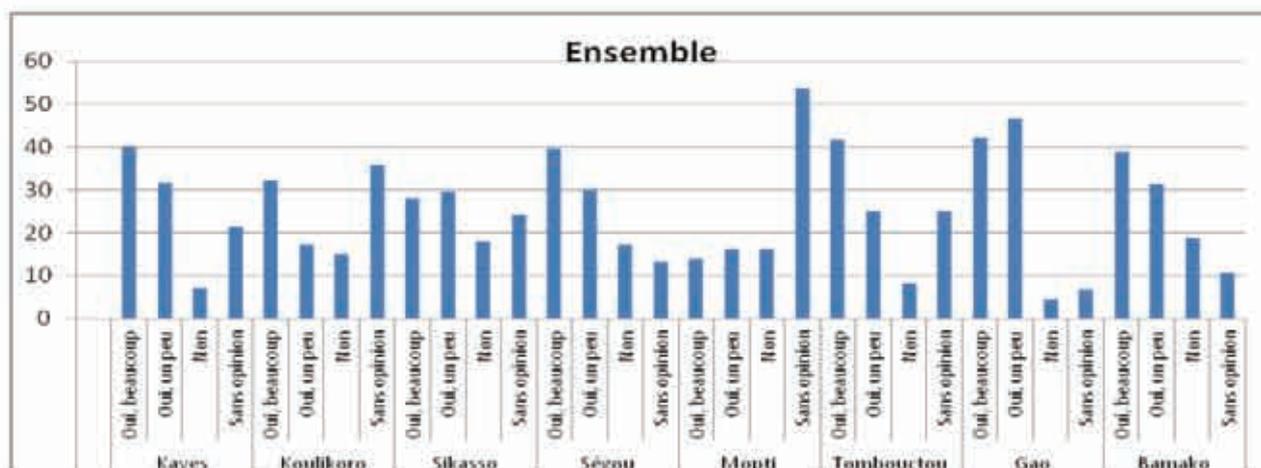
**Graphique 50: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur opinion de l'élection des responsables régionaux au suffrage direct comme facteur d'amélioration de la gouvernance**



Ceux qui n'en sont pas convaincus représentent (14%) et les sans opinion constituent (22%).

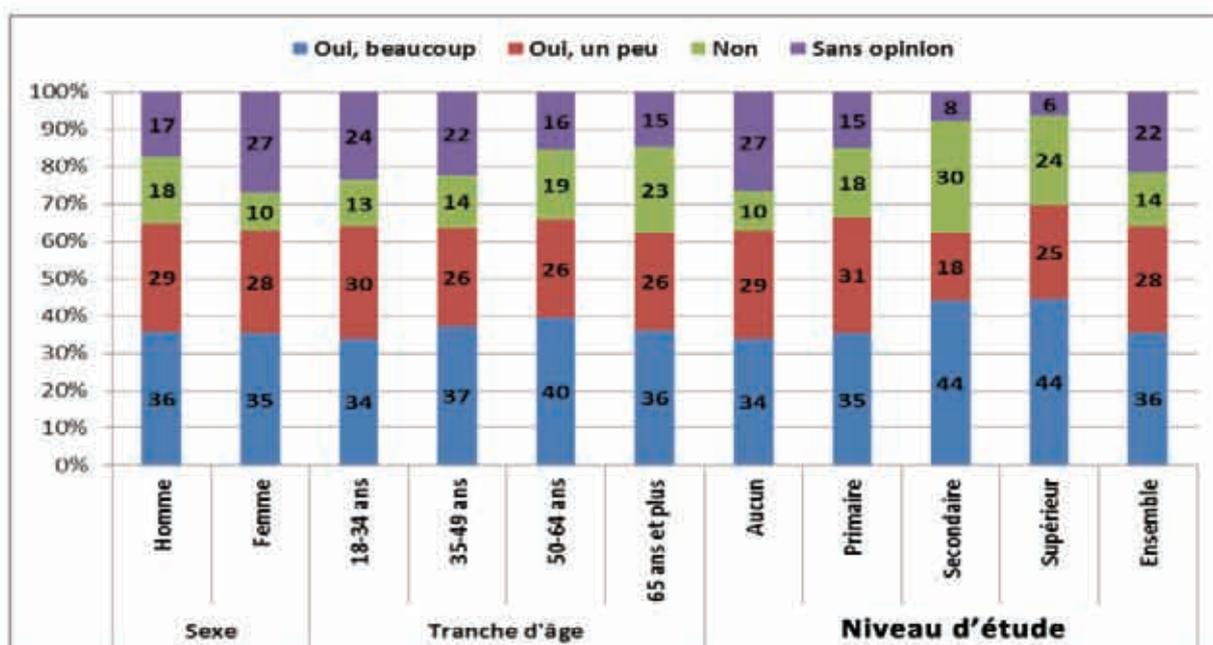
Par localité, la proportion des plus optimistes est plus élevée à Tombouctou (42%), Kayes (40%), Bamako (38%) et Ségou (69%) (Graphique 51).

**Graphique 51: Répartition des enquêté(e)s par localité selon leur opinion de l'élection des responsables régionaux au suffrage direct comme facteur d'amélioration de la gouvernance**



La proportion des plus optimistes est enregistrée chez les citoyens de niveau supérieur et secondaire et les tranches d'âge élevées. Par contre, celle des sans opinion augmente avec la baisse du niveau d'étude (Graphique 52). L'incidence suivant l'âge est presque insignifiante (Graphique 52).

**Graphique 52: Répartition des enquêté(e)s par sexe, tranche d'âge et niveau d'étude selon leur opinion de l'élection des responsables régionaux au suffrage pour améliorer la gouvernance au Mali**



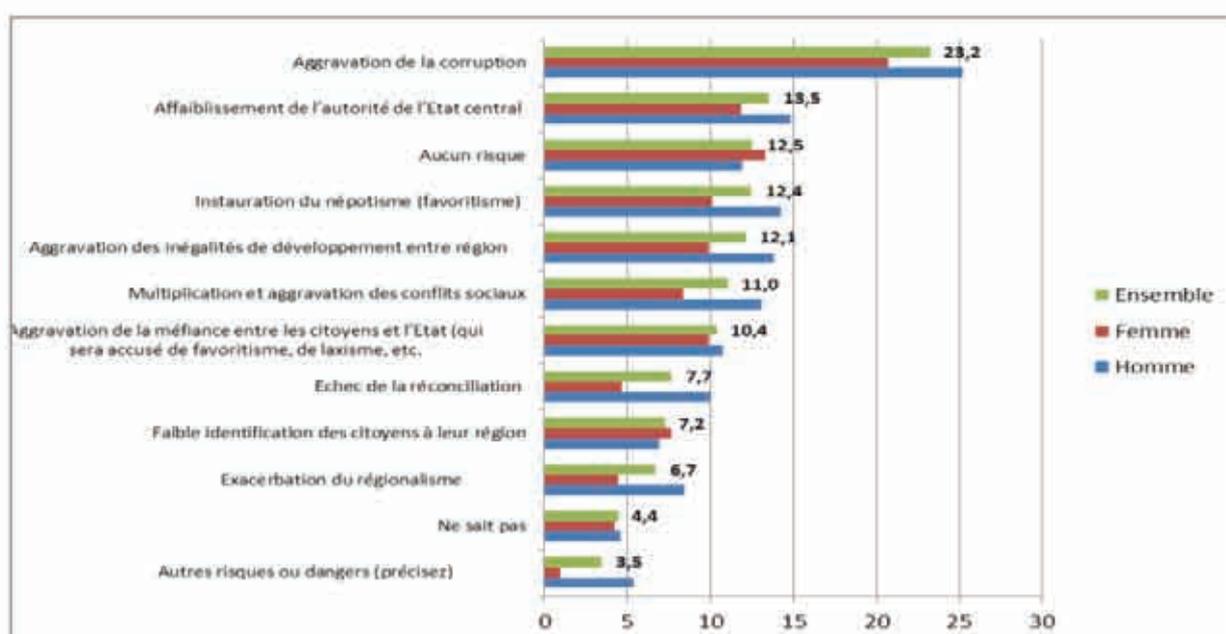
### 2.5.5 Les risques ou les dangers de la régionalisation

L'aggravation de la corruption est le principal risque ou danger pour la population enquêtée, soit (23,3%) parmi les citoyens qui ont affirmé connaître la régionalisation dont 20,7% pour les femmes et 25,2% pour les hommes.

A ce risque s'ajoutent d'autres comme l'affaiblissement de l'autorité centrale (12,5%), l'instauration du népotisme (12,4%) et l'aggravation des inégalités de développement entre régions (12,1%).

Toutefois, il convient de signaler qu'une proportion non négligeable (12,5%) pense plutôt que la régionalisation ne comporte aucun risque (Graphique 53).

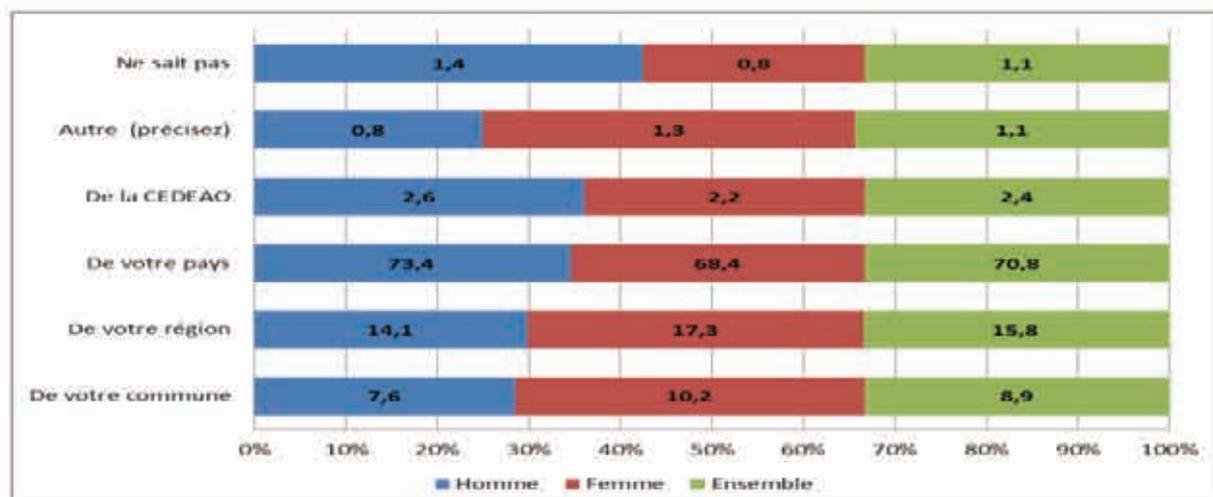
**Graphique 53: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur appréciation des risques ou dangers de la régionalisation**



### 2.5.6 Identification du citoyen à la collectivité

La grande majorité des personnes enquêtées (71%) se considère plus comme citoyen de leur pays contre une petite minorité (8,9%) pour la communauté et un peu plus (15,8%) pour la région.

Le pourcentage des enquêté (e)s qui se considère comme citoyen de leur pays est de 73,4% pour les hommes et 68,4% pour les femmes (graphique 54).

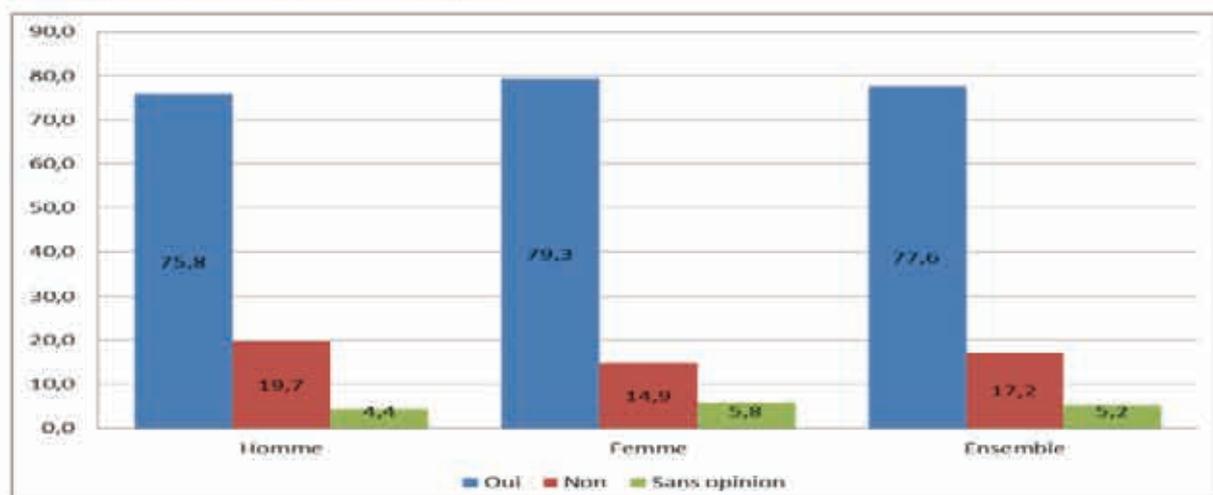
**Graphique 54: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur identification à la collectivité**

L'incidence de l'âge et le niveau d'étude est quasi insignifiante et dans toutes les villes, la grande majorité de la population enquêtée (e) se considère comme citoyen du pays.

### 2.5.7 Disposition à payer plus d'impôt pour le développement de la région

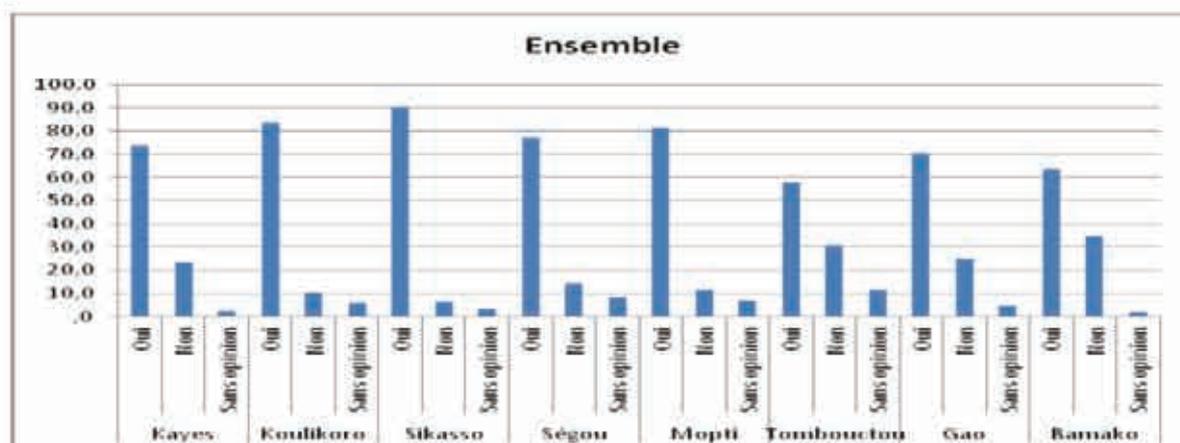
Une majorité importante des citoyens (77,6%) a affirmé être disposés à payer plus d'impôt pour le développement de leurs régions contre une faible minorité (17,2%) qui serait d'un avis négatif et une petite minorité (5,2%) de sans opinion.

Suivant le sexe, 79,3% des femmes contre 75,8% des hommes sont disposées à payer plus d'impôts (Graphique 55).

**Graphique 55: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur disposition à payer plus d'impôt pour le développement de leur région**

Par localité, une importante majorité de citoyens affirme être disposés à payer plus d'impôts à Sikasso (90%), Koulikoro (82%), Mopti (80%) et Ségou (76%). Cette proportion est plus faible à Tombouctou (58%) et Bamako (63%) (Graphique 56).

**Graphique 56: Répartition des enquêté (e)s par localité selon leur disposition à payer plus d'impôt pour le développement de leur région**

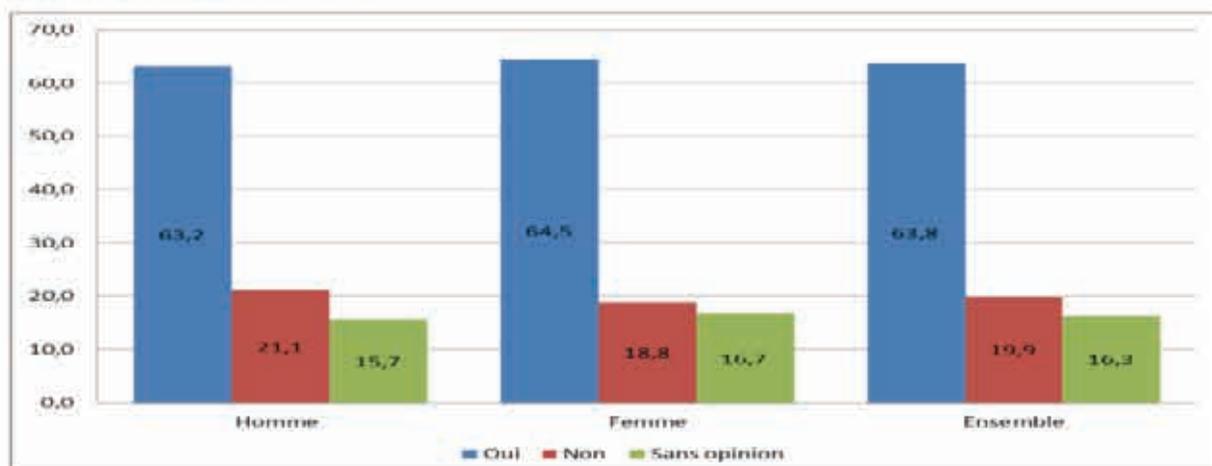


L'incidence de l'âge et le niveau d'instruction est quasi insignifiante.

### 2.5.8 Avenir de la génération à venir dans le pays

Même si la crise touche le pays et que les citoyens sont inquiets quant à la situation qui prévaut dans le pays, il faut dire qu'ils restent optimistes quant à l'avenir de la future génération dans ce pays. Selon une majorité des citoyens enquêtés (63,8%), leurs enfants vivront mieux qu'eux au Mali contre une faible minorité (20%) d'avis contraires et presque autant (16,3%) de sans opinion (Graphique 57).

**Graphique 57: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur opinion que leurs enfants vivront mieux ou non qu'eux au Mali**

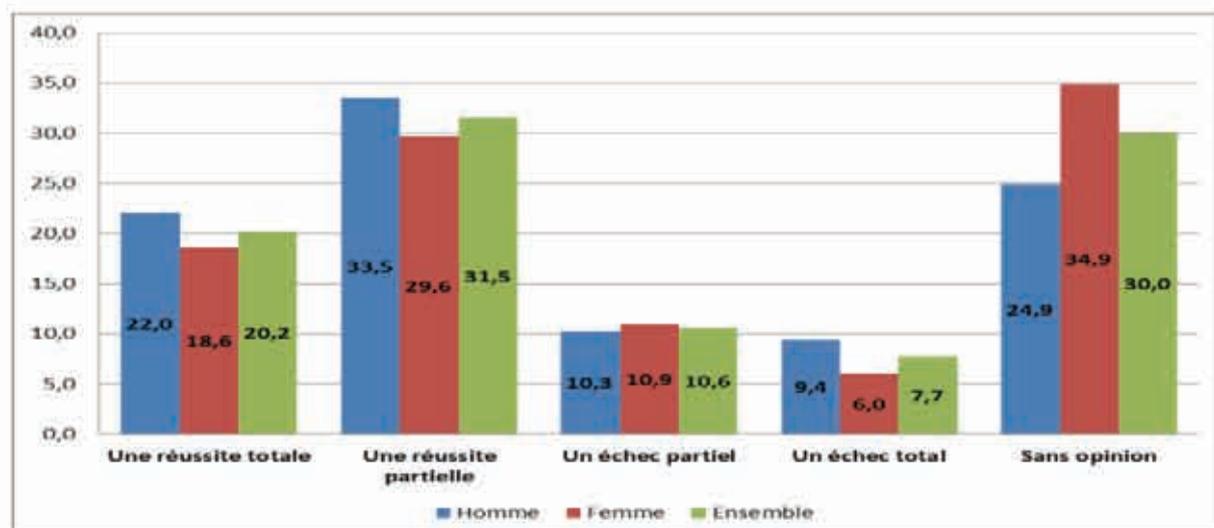


Les tendances restent les mêmes selon le sexe. Cet espoir est maintenu dans toutes les villes enquêtées.

### 2.5.9 Appréciation de la décentralisation au Mali

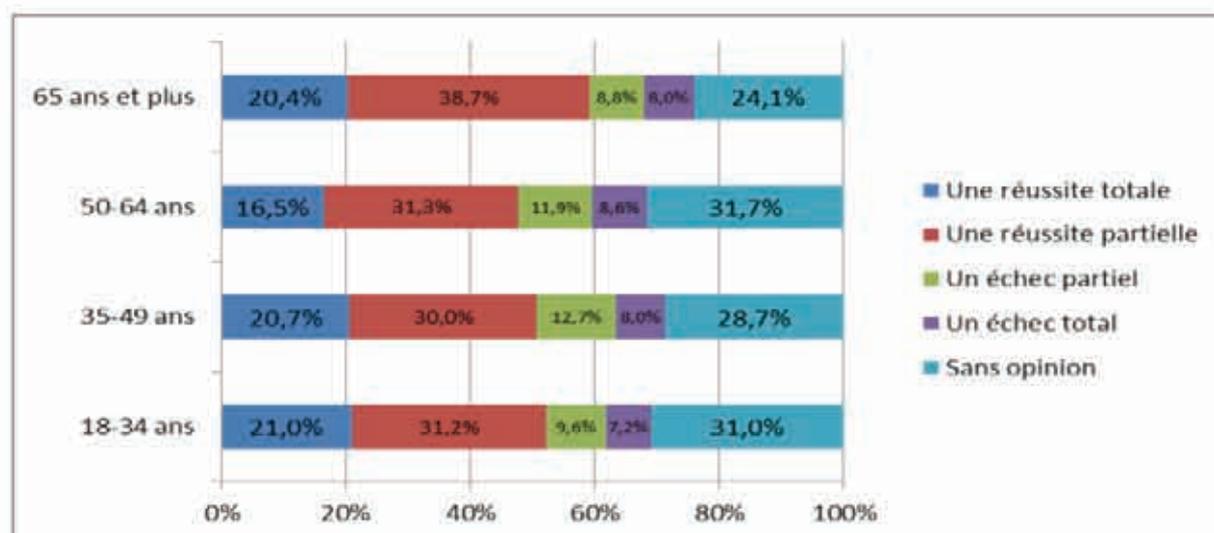
La population enquêtée n'est pas unanime dans son appréciation de la décentralisation au Mali. Cependant, plus que la moitié (51,7%) pense que la décentralisation au Mali a été une réussite totale (20,2%) ou partielle (31,5%) contre une faible minorité (18,3%) qui pense plutôt que c'est un échec partiel (10,6%) ou total (7,7%). Par ailleurs, une minorité importante des citoyens (30%) n'a pas d'opinion sur la décentralisation (Graphique 58).

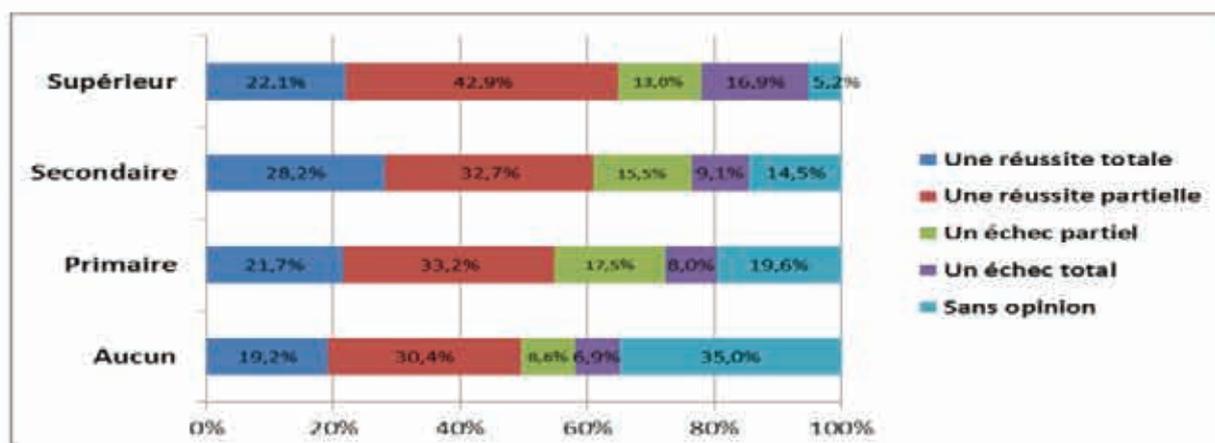
Graphique 58: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur appréciation de la réussite de la décentralisation au Mali



Par ailleurs, la décentralisation a été positivement appréciée par les citoyens ayant un niveau d'étude supérieur et par les plus âgés (Graphique 59).

Graphique 59: Répartition des enquêté (e)s par tranche d'âge et niveau d'étude selon leur appréciation de la réussite de la décentralisation au Mali



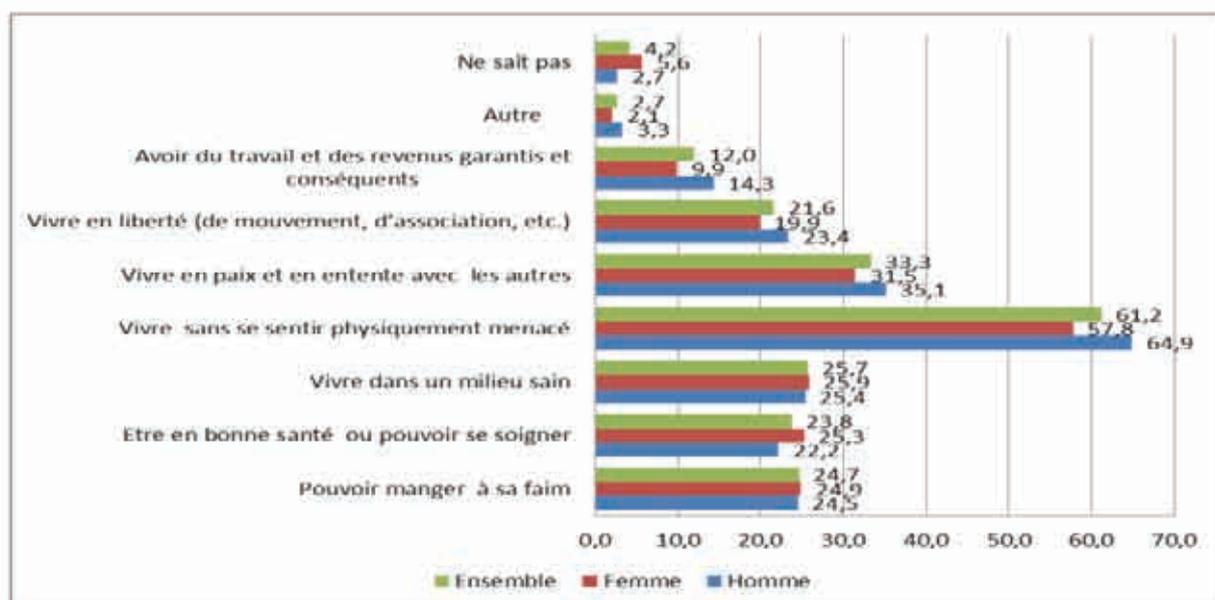


## 2.6. Sécurisation du Mali

### 2.6.1 Signification du mot « sécurité »

Selon la majorité des enquêtés (61%), la « sécurité » signifie le fait de vivre sans se sentir physiquement menacé. Ce pourcentage est de 64,9% pour les hommes et 57,8% pour les femmes. Pour un tiers (33,3%) des citoyens, la sécurité, signifie vivre en paix et en entente avec les autres. Vivre dans un milieu sain (25,7%) ou être en bonne santé ou pouvoir se soigner (23,8%) ou vivre en liberté de mouvement, d'associations (21,6%) sont les autres définitions du concept (Graphique 60).

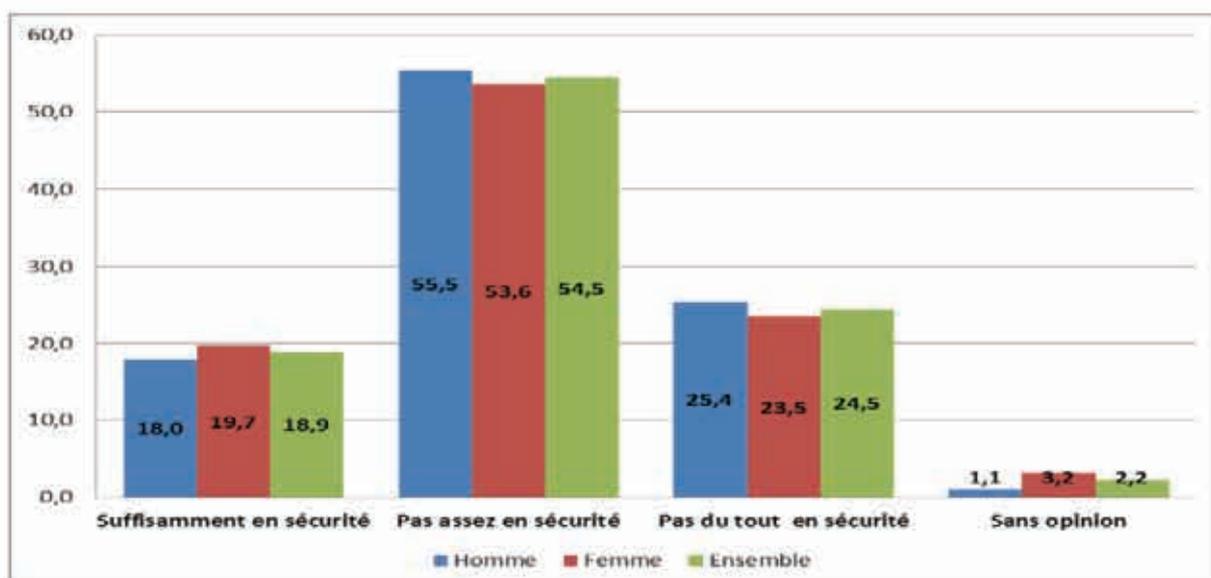
Graphique 60 : Répartition des enquêtés par sexe selon la signification qu'ils donnent à la « Sécurité »



### 2.6.2 Appréciation du niveau actuel de sécurité

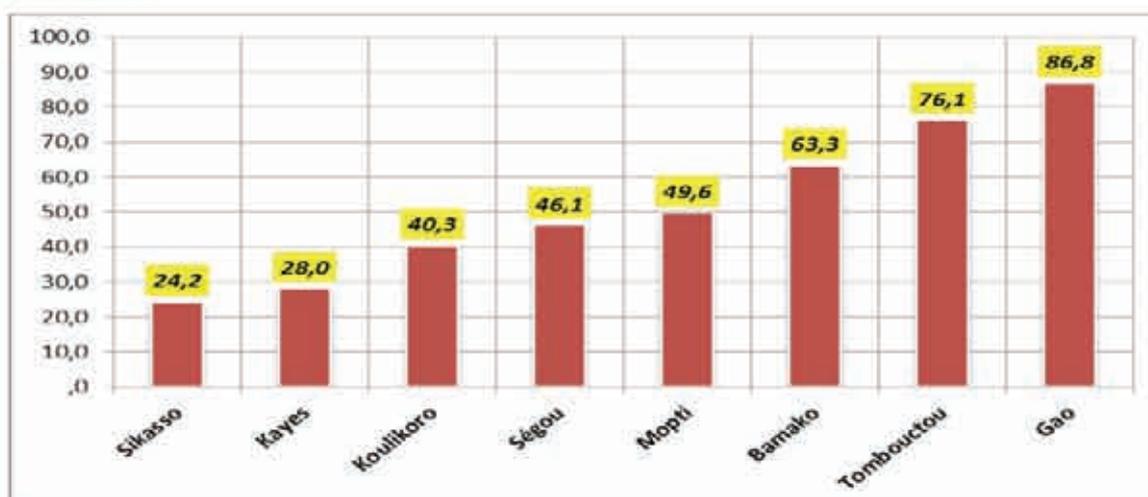
Les citoyens ne se sentent majoritairement pas en sécurité dans le pays. Ils sont moins d'un citoyen sur cinq ( 18,9%) qui se sent suffisamment en sécurité contre presque le quart ( 24,5%) qui ne sent pas du tout en sécurité et plus de la moitié ( 54,5%) pas assez en sécurité, sans incidence significative selon le sexe (Graphique 61).

Graphique 61: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur appréciation de leur sécurité actuellement



Selon les localités, les citoyens des villes de Gao (86,8%) et Tombouctou (76,1%) sont ceux qui se sentent le plus en insécurité, et Bamako les suit avec plus de 63%. Le pourcentage est surtout plus faible dans les villes de Sikasso (24%) et Kayes (28%) (Graphique 62).

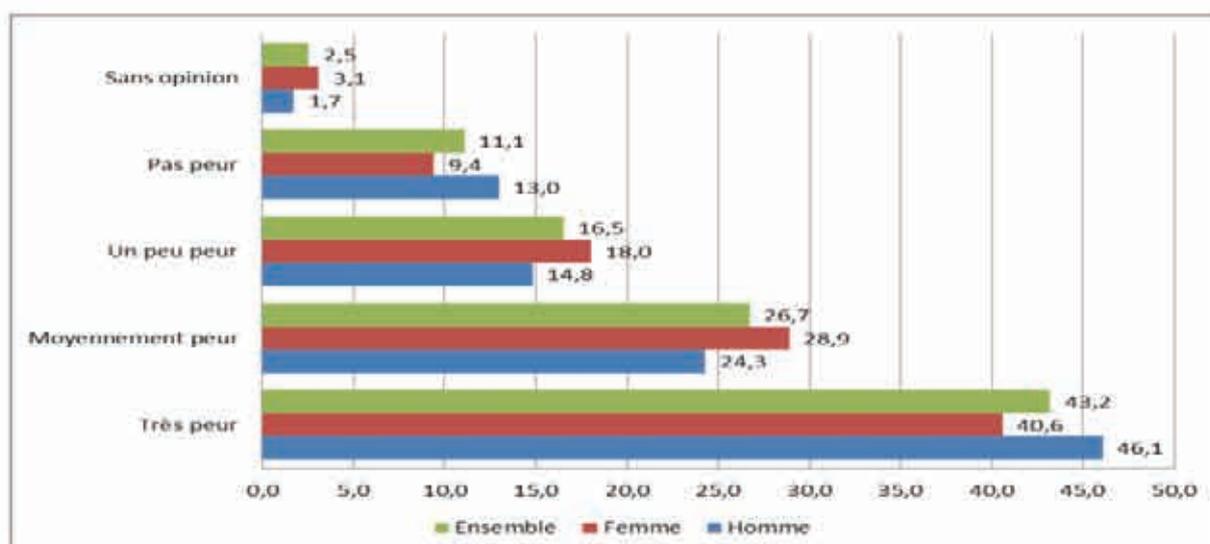
Graphique 62: Pourcentage de la population enquêtée qui ne se sent pas en sécurité selon les villes enquêtées



### 2.6.3 Peur des attentats terroristes

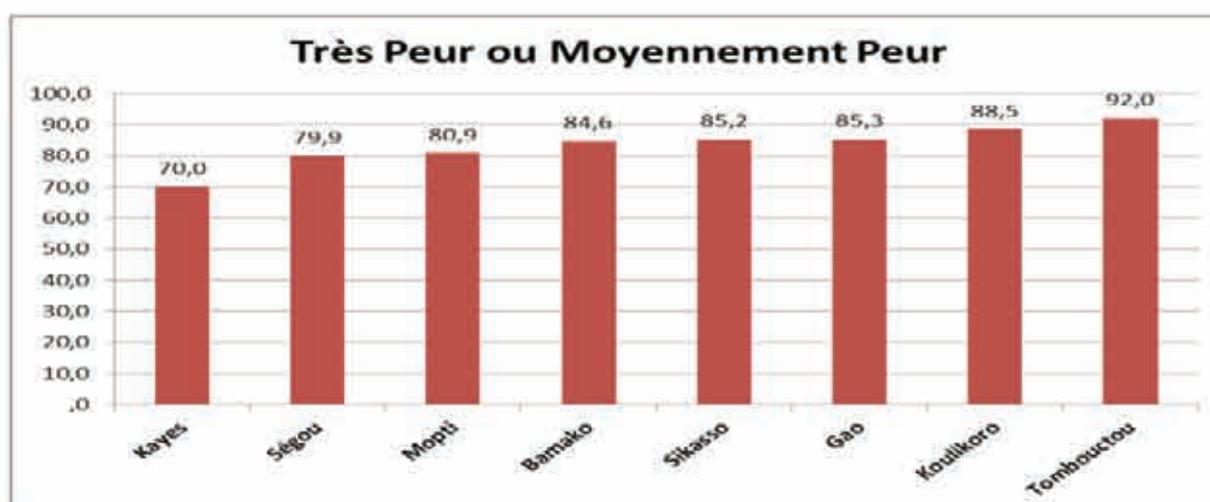
La majorité de la population a très peur (43,2%), moyennement (26,7%) ou un peu peur (16,5%) des attentats terroristes, et cela sans considération suivant le sexe (Graphique 63). Seulement une personne sur dix (11,1%) a déclaré ne pas avoir peur des attentats terroristes.

Graphique 63: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon le niveau de la peur des attentats terroristes



Dans toutes les villes, le pourcentage de la population ayant très peur ou moyennement peur des attentats terroristes est important. Ce pourcentage est surtout plus élevé à Tombouctou (92%), Koulikoro (88,5%), Gao (85,2%), Sikasso (85,2%) et Bamako (84,6%) (Graphique 64).

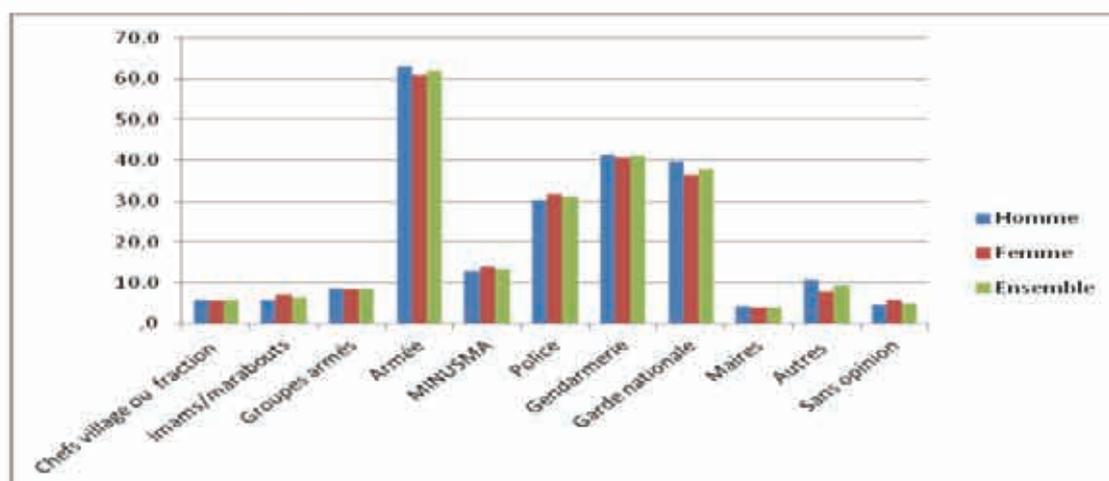
Graphique 64: Répartition des enquêté (e)s par localité selon la peur des attentats terroristes



### 2.6.4 Appréciation de la confiance aux acteurs dans la sécurisation des localités

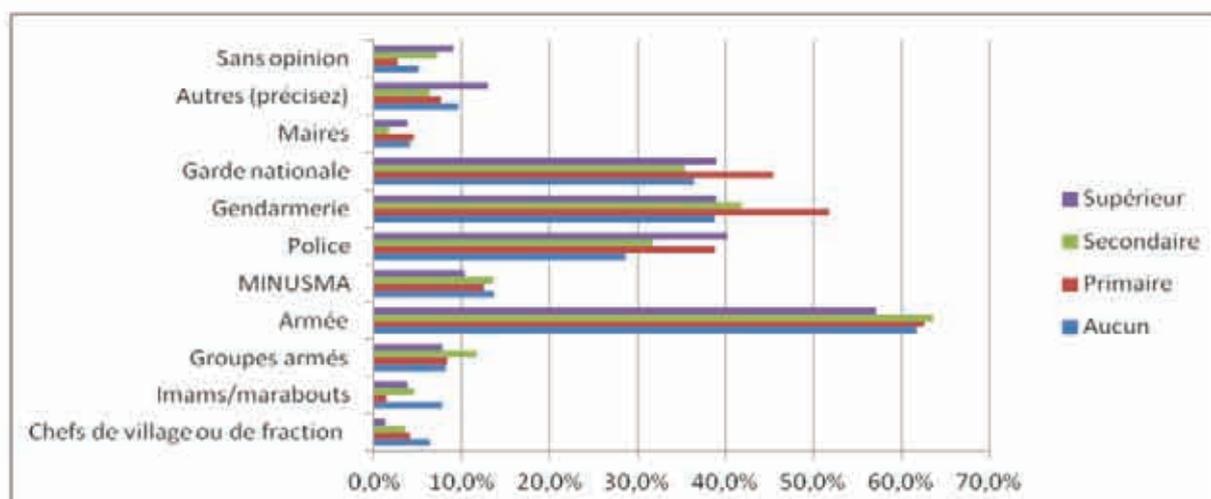
La majorité de la population enquêtée fait le plus confiance aux forces de défense et de sécurité : armée (61,9%), gendarmerie (41%), garde nationale (37%) et police (31%), sans incidence importante selon le sexe. La MINUSMA recueille un avis favorable d'une faible minorité (13,4%). Une petite minorité (8,5%) a déclaré sa confiance aux groupes armés dans la sécurisation de leur localité (Graphique 65).

Graphique 65: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon les acteurs auxquels ils font le plus confiance dans la sécurisation de leur localité



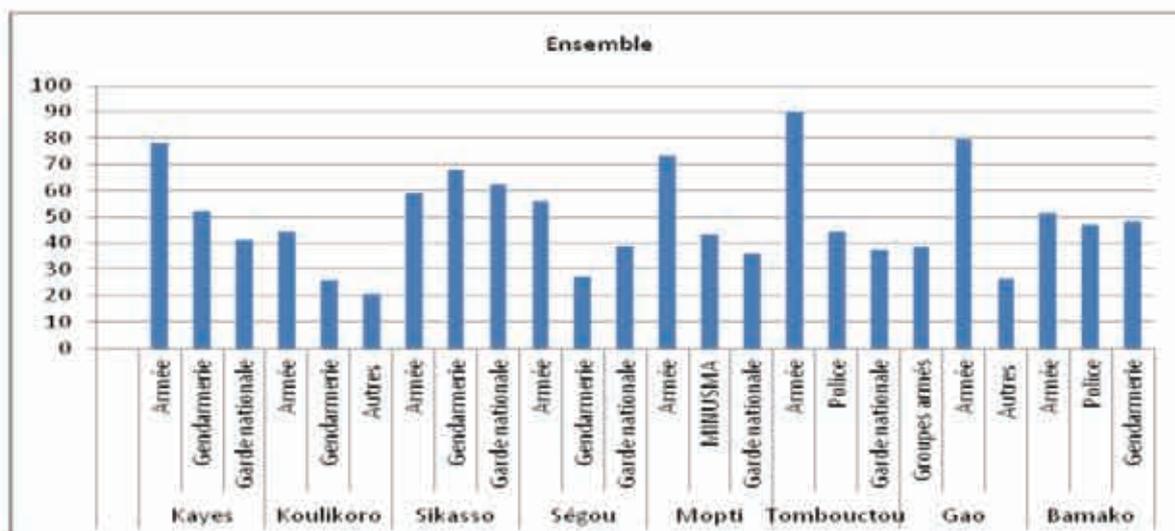
Dans l'ensemble l'incidence de l'âge et du niveau d'instruction est peu significative. Toutefois on constate que la garde nationale, la gendarmerie et la police sont plus appréciées par les citoyens ayant le niveau primaire, alors que ceux n'ayant aucun niveau apprécient plus que les autres, les imams, les marabouts et les chefs coutumiers (Graphique 66).

Graphique 66: Répartition des enquêtés par niveau d'étude selon les acteurs auxquels ils font le plus confiance dans la sécurisation de leur localité



Dans toutes les villes, une majorité plus ou moins importante de la population a déclaré faire confiance à l'armée dans la sécurisation de leur localité. Ce pourcentage est plus élevé à Tombouctou (80%) et Gao (79%), Kayes (78%) et Mopti (73%) que dans les autres villes du pays: 59% à Sikasso, 55,1% à Ségou, 51,4% à Bamako et 44,4% à Koulikoro (graphique 67).

**Graphique 67: Répartition des enquêté (e)s par localité selon les acteurs auxquels ils font le plus confiance dans la sécurisation de leur ville**

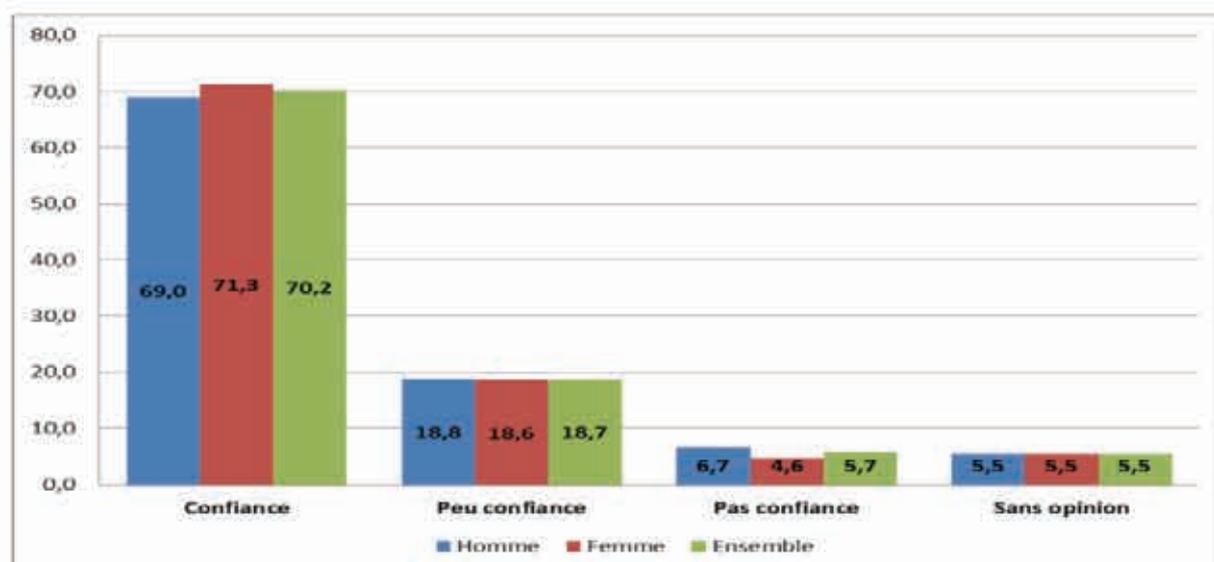


L'armée est le premier acteur dans toutes les villes, sauf Gao où les groupes armés sont cités en première position. A titre d'exception, la MINUSMA pour les citoyens de Mopti (35%), les groupes armés pour Gao (39%) ou autres (les confréries des chasseurs) pour Koulikoro (20%) occupent la seconde position (après les forces de défense et de sécurité), parmi les acteurs dont les populations font le plus confiance pour la sécurisation de leur localité.

### 2.6.5 Appréciation des capacités des forces armées du Mali à sécuriser le pays en général

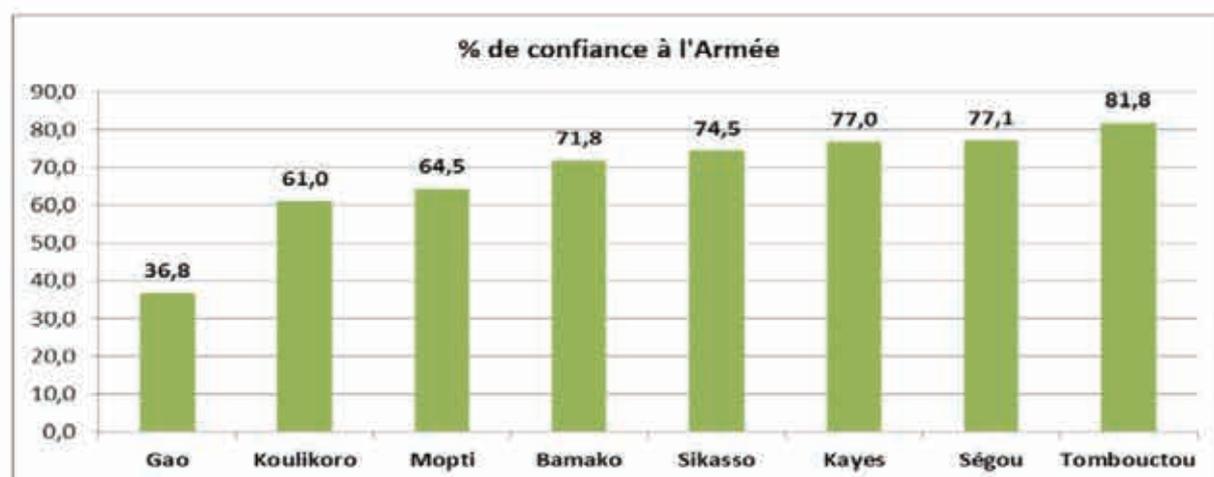
La majorité des citoyens (70,2%) fait confiance aux capacités des forces armées du Mali à sécuriser le pays en général. Une faible minorité (18,7%) fait un peu confiance contre seulement une petite minorité (5,7%) qui ne fait pas confiance. Les conclusions ne varient pas suivant le sexe (Graphique 68).

**Graphique 68: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur confiance aux forces armées du Mali à sécuriser le pays en général**



A l'exception de la ville de Gao (36,8%), dans toutes les autres villes, au moins 60% des citoyens ont confiance aux capacités des forces armées du Mali à sécuriser le pays en général (Graphique 69).

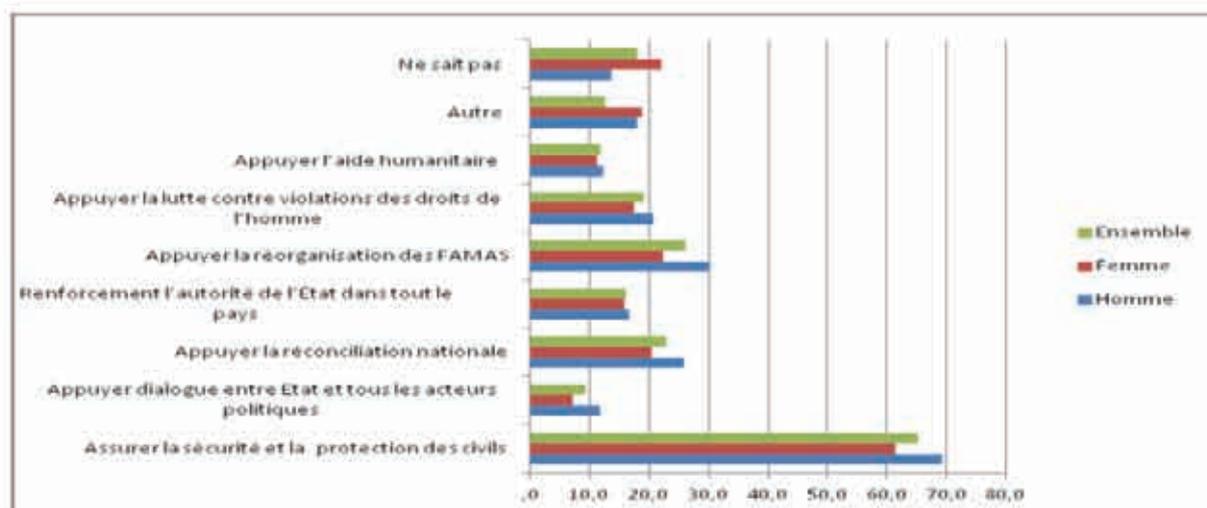
**Graphique 69: Répartition des enquêté (e)s par localité selon leur confiance aux forces armées du Mali à sécuriser le pays en général**



### 2.6.6 Le mandat de la MINUSMA

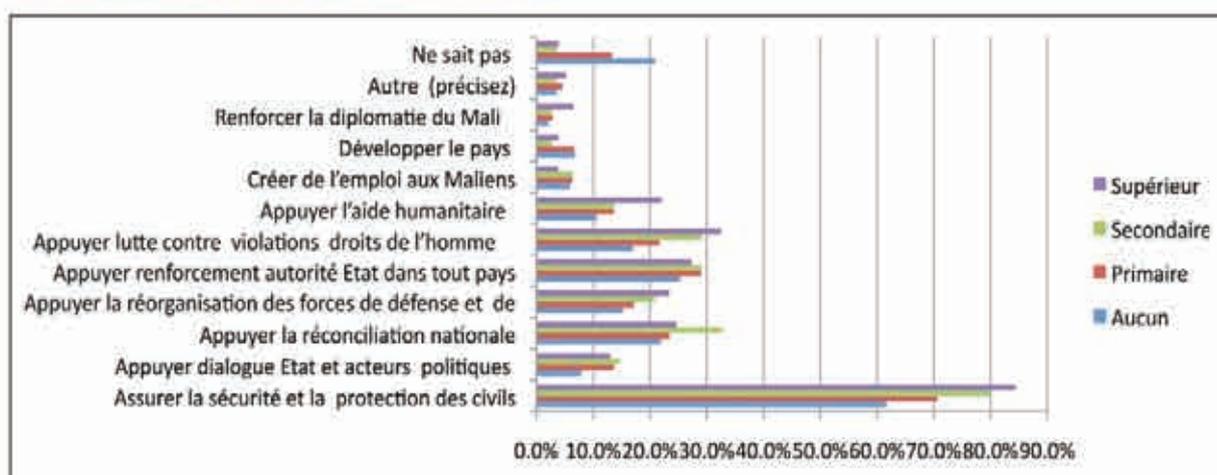
En premier lieu, la majorité de la population enquêtée (65,2%) pense que le mandat de la MINUSMA doit être d'assurer la sécurité et la protection des civils. Ensuite, elle doit appuyer la réorganisation des forces de défense et de sécurité (26,2%), appuyer la réconciliation nationale (23,0%) et la lutte contre les violations des droits de l'homme (19,1%) sans incidence significative selon le sexe (Graphique 70).

**Graphique 70: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur opinion de ce que doit être le mandat de la MINUSMA au Mali**



Indépendamment de la ville, de l'âge et du niveau d'étude, le principal mandat de la MINUSMA mentionné par la population reste la mission d'assurer la sécurité et la protection des civils. Cependant le graphique ci-dessous ( Graphique 71) indique que la proportion de ceux qui pensent que le mandat de la MINUSMA est d'assurer la sécurité et la protection des civils, lutter contre les violations des droits de l'homme et renforcer l'autorité de l'État dans tout le pays, augmente avec le niveau d'instruction.

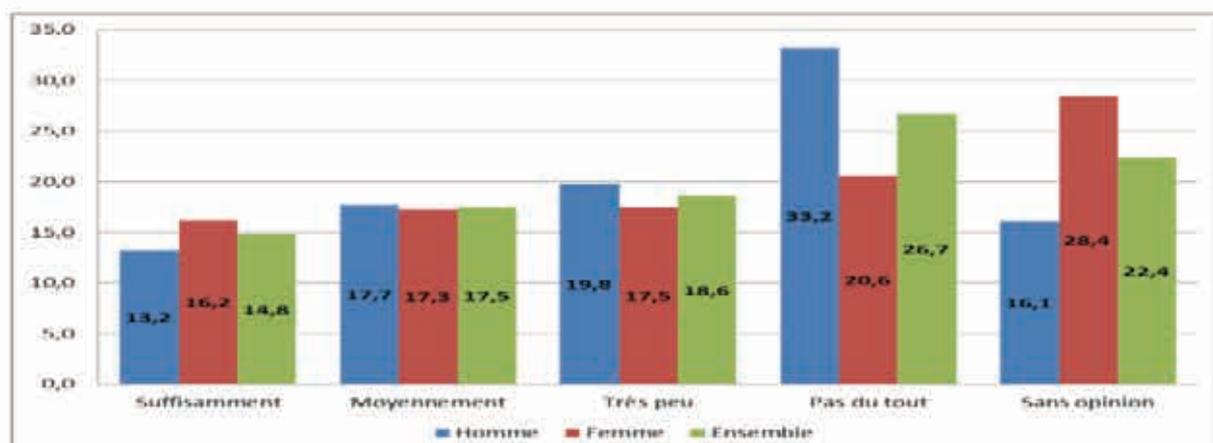
**Graphique 71: Répartition des enquêté (e)s par niveau d'instruction selon leur opinion de ce que doit être le mandat de la MINUSMA au Mali**



### 2.6.7 Appréciation de l'exécution du mandat de la MINUSMA

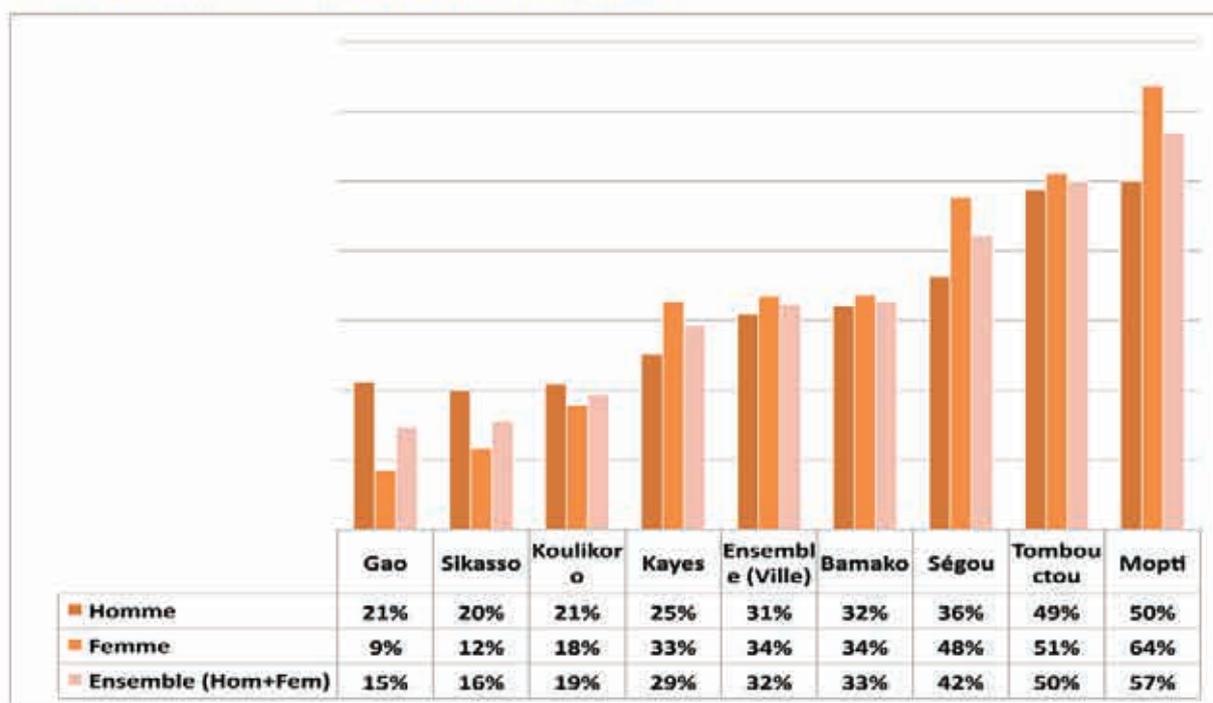
L'exécution du mandat de la MINUSMA a été jugée suffisante (14,8%) ou moyennement suffisante (17,5%) par un tiers de la population enquêtée. Cette appréciation varie peu selon le sexe : 30,9 % des hommes et 33,5 % des femmes (Graphique 72). Plus de 45% des citoyens pensent que la MINUSMA a très peu (18,6%) ou pas du tout rempli son mandat (26,7%).

**Graphique 72: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du niveau d'exécution du mandat de la MINUSMA au Mali**



Par localité, l'appréciation des citoyens qui pensent que la MINUSMA remplit suffisamment ou moyennement son mandat est indiquée au graphique 73. C'est à Mopti (57%) et Tombouctou (50%) que la majorité des enquêté(e)s estime que la MINUSMA remplit suffisamment ou moyennement son mandat avec une proportion plus élevée de femmes que d'hommes qui sont de cet avis. Par contre à Gao (15%), Sikasso (16%), Koulikoro (19%), une faible proportion partage cette opinion avec plus d'hommes que de femmes. L'opinion est plutôt nuancée à Ségou (42%), Bamako (33%) et Kayes (29%) où une minorité plus ou moins importante estime que la MINUSMA remplit suffisamment ou moyennement son mandat. (Graphique 73)

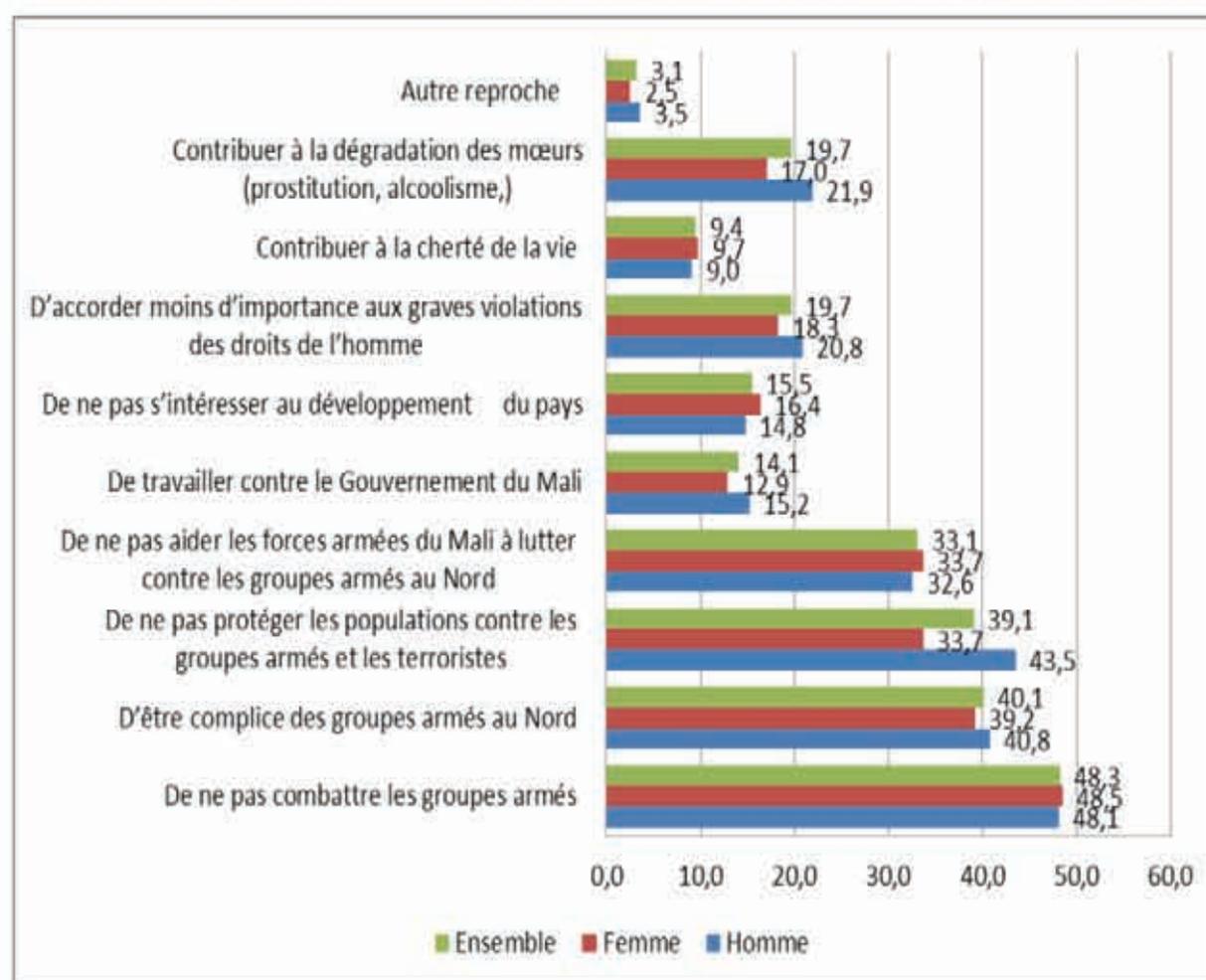
**Graphique 73: Répartition des enquêté(e)s par localité et par sexe selon leur appréciation du niveau d'exécution du mandat de la MINUSMA au Mali**



### 2.6.8 Reproche de la population à la MINUSMA

Ceux qui ne sont pas contents de la MINUSMA lui reprochent principalement de ne pas combattre les groupes armés (48,3%) ; d'être complice des groupes armés au nord (40,1%) ; de ne pas protéger les populations contre les groupes armés et les terroristes (39,1%) et de ne pas aider les forces armées du Mali à lutter contre les groupes armés au nord (33,1%)(Graphique 74).

Graphique 74: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon les reproches qu'ils font à la MINUSMA



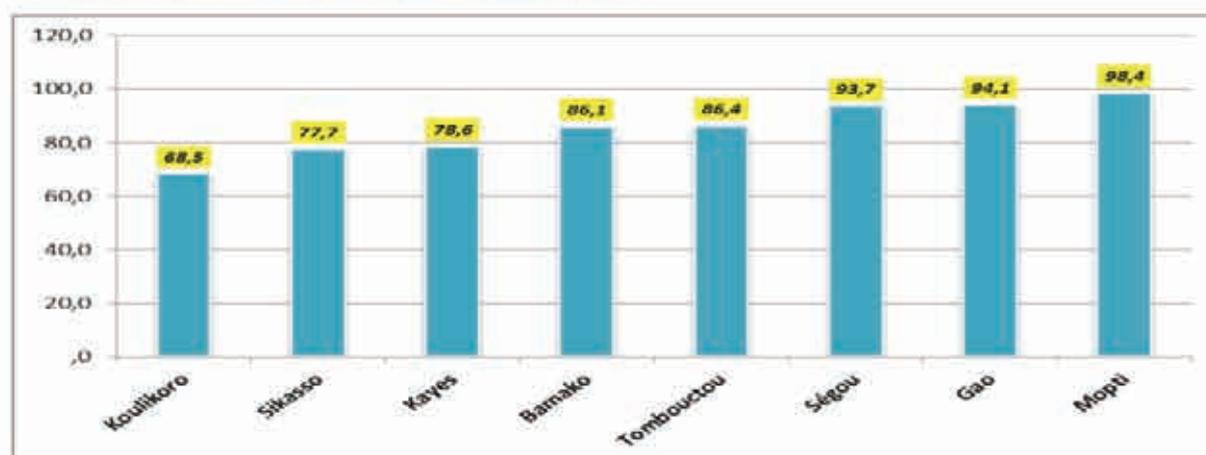
L'incidence du niveau d'étude et de la tranche d'âge sur l'opinion des enquêté(e)s est peu significative.

### 2.6.9 Appréciation de la formation des forces armées maliennes par l'EUTM

La majorité des Maliens enquêtés apprécie bien (84%) dont très positivement (52,2%) et positivement (31,2%) la formation des forces armées du Mali par l'EUTM, sans incidence significative selon le sexe, le niveau d'étude ou la tranche d'âge.

Si par localité, cette formation est appréciée par la majorité des citoyens dans toutes les villes enquêtées, elle est particulièrement appréciée à Mopti (98,4%), Gao (94,1%) et Ségou (93,7%). La formation est aussi positivement perçue à Tombouctou et Bamako avec environ 86%. Ensuite suivent Kayes (78,6%), Sikasso (77,7%) et Koulikoro (68,5%) (Graphique 75).

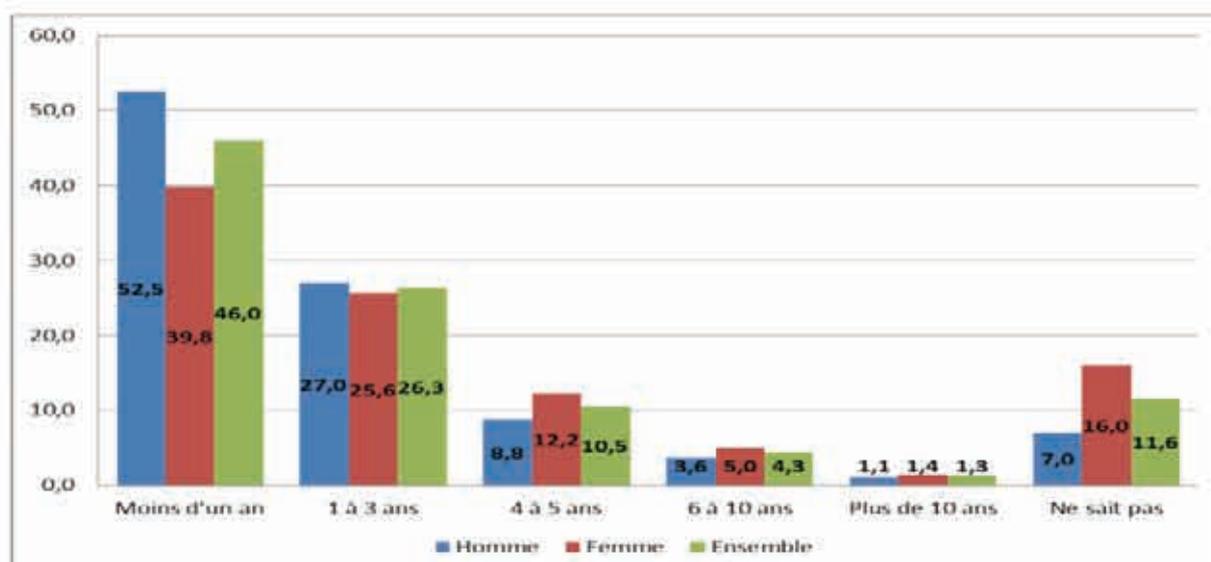
**Graphique 75 : Pourcentage des enquêtés par localité qui apprécient positivement la formation des forces armées du Mali par l'Union Européenne**



### 2.6.10 Durée de présence des troupes de l'ONU après la signature de l'Accord

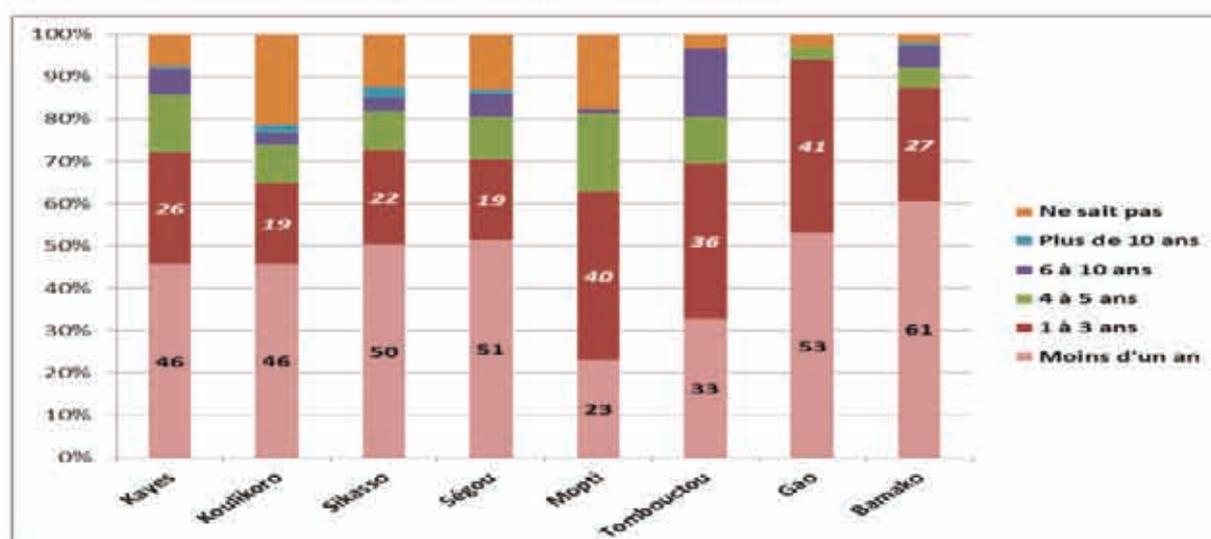
Près de la moitié (46,0%) des Maliens pense que la durée de présence des troupes de l'ONU après la signature de l'Accord doit être d'un an au maximum, contre plus du quart (26,3%) pour un à trois ans, environ un sur dix (10,5%) pour quatre à cinq ans, et 5,6% pour six ou plus. A noter qu'une minorité significative de personnes (11,6%) déclare ne pas savoir (Graphique 76).

**Graphique 76: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation de la durée de présence des troupes de l'ONU après la signature de l'Accord**



L'appréciation de la durée de présence de ces forces armées varie d'une région à une autre. Au moins la moitié des enquêté(e)s à Bamako ( 61%), Gao (53%), Ségo ( 51%) et Sikasso (50%) pense que les troupes de l'ONU ne doivent pas faire un an après la signature de l'Accord, contre une minorité plus ou moins importante en faveur de cette position à Koulikoro (46%), Kayes (46%), Tombouctou (33%) et Mopti (23%). La proportion des partisans d'une présence de la MINUSMA entre 1 et 3 ans est surtout significative à Gao (41%), Mopti (40%) et Tombouctou (36%) (Graphique 77).

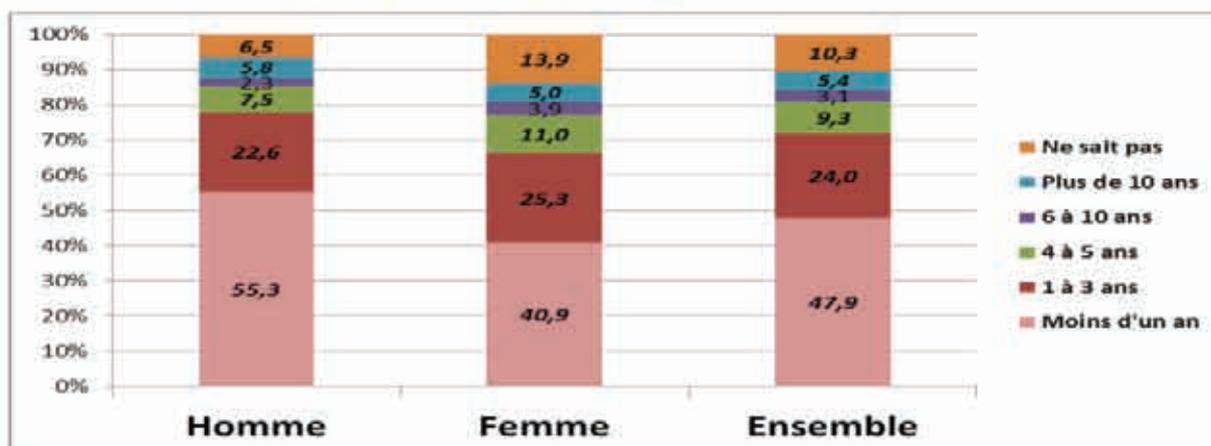
**Graphique 77: Répartition des enquêté(e)s par localité selon leur appréciation de la durée de présence des troupes de l'ONU après la signature de l'Accord**



### 2.6.11 Durée de présence de BARKHANE au Mali après la signature de l'Accord

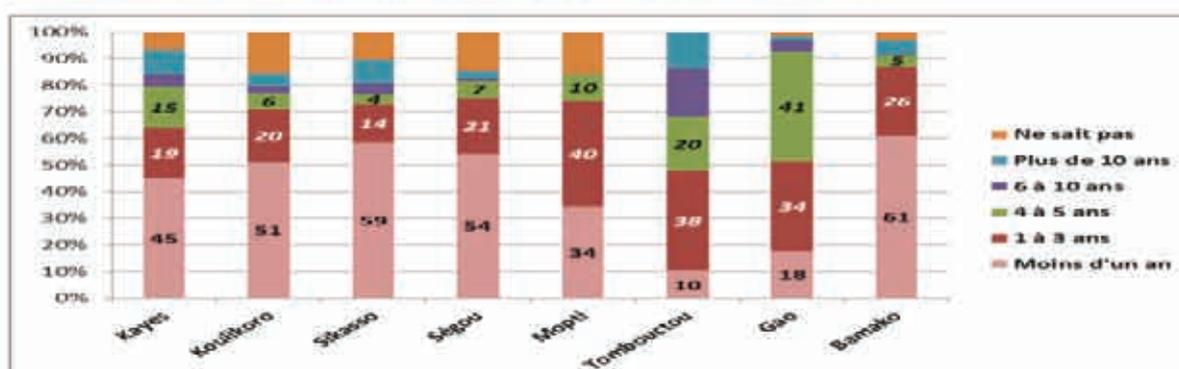
Tout comme le cas des troupes de l'ONU, presque la moitié des enquêté(e)s (47,9%) pense que la durée de présence des forces françaises (BARKHANE) au Mali après la signature de l'Accord doit être de moins d'un an et environ le quart (24,0%) le situe entre 1 à 3 ans, sans incidence majeure selon le sexe. Moins d'une personne enquêtée sur cinq (18%) pense que cette présence française au Mali doit être d'au moins 4 ans après la signature de l'Accord (graphique 78).

Graphique 78: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur appréciation de la durée de présence des forces françaises (BARHKANE) après la signature de l'Accord



Par localité, plus de la moitié des enquêté (e)s des villes de Bamako (61%), Sikasso (59%), Ségou (54%) et Koulikoro (51%) estime à moins d'un an, la durée que devront faire les troupes françaises au Mali après la signature de l'Accord, contre une forte minorité favorable à cette position à Kayes (45%). A Mopti (40%) et Tombouctou (38%) par contre, la majorité est favorable à une durée comprise entre 1 à 3 ans contre 4 à 5 ans à Gao (41%). (Graphique 79).

Graphique 79: Répartition des enquêté (e)s par localité selon leur appréciation de la durée de présence des forces françaises (BARHKANE) après la signature de l'Accord

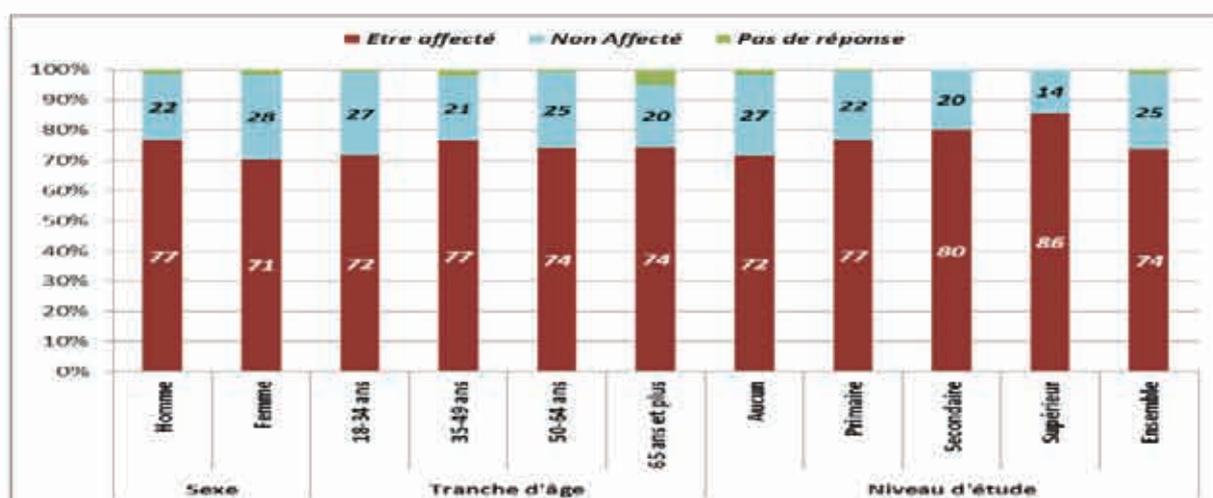


## 2.7. Réconciliation et Justice

### 2.7.1 Populations affectées par la crise

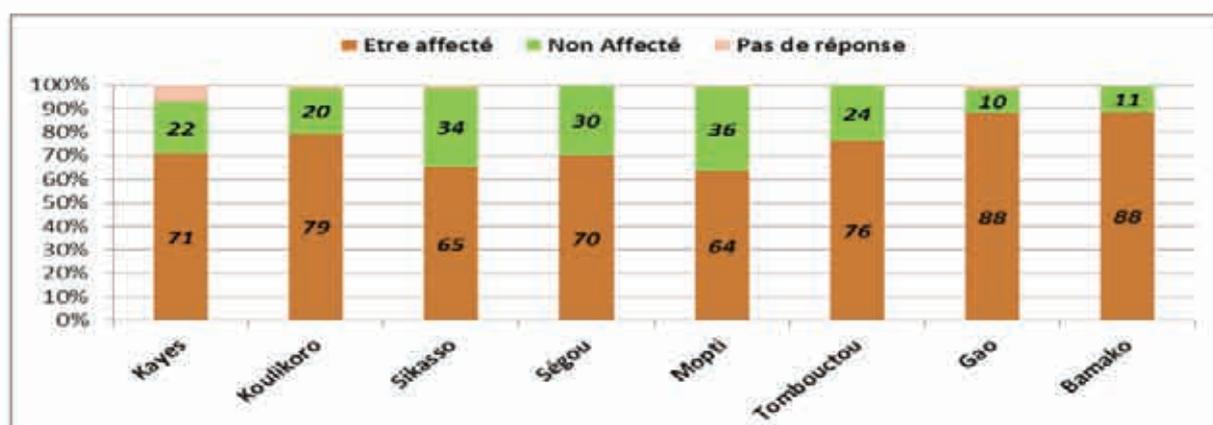
Près des trois quarts des enquêté(e)s (74%) ont déclaré avoir été personnellement affectés par la crise sécuritaire qu'a connue le pays depuis 2012 contre 24% qui ont estimé le contraire. Cette proportion est sans incidence selon l'âge. Cependant, elle est plus élevée chez les hommes que chez les femmes et augmente légèrement avec la hausse du niveau d'instruction (graphique 80).

Graphique 80: Répartition des enquêté (e)s par sexe, tranche d'âge, niveau d'étude selon qu'ils se sentent personnellement affectés par la crise sécuritaire depuis 2012



Par localité enquêtée, les habitants ont été plus personnellement affectés par la situation à Bamako (88%), Tombouctou (88%), Koulikoro (79%) et Gao (76%) (Graphique 81).

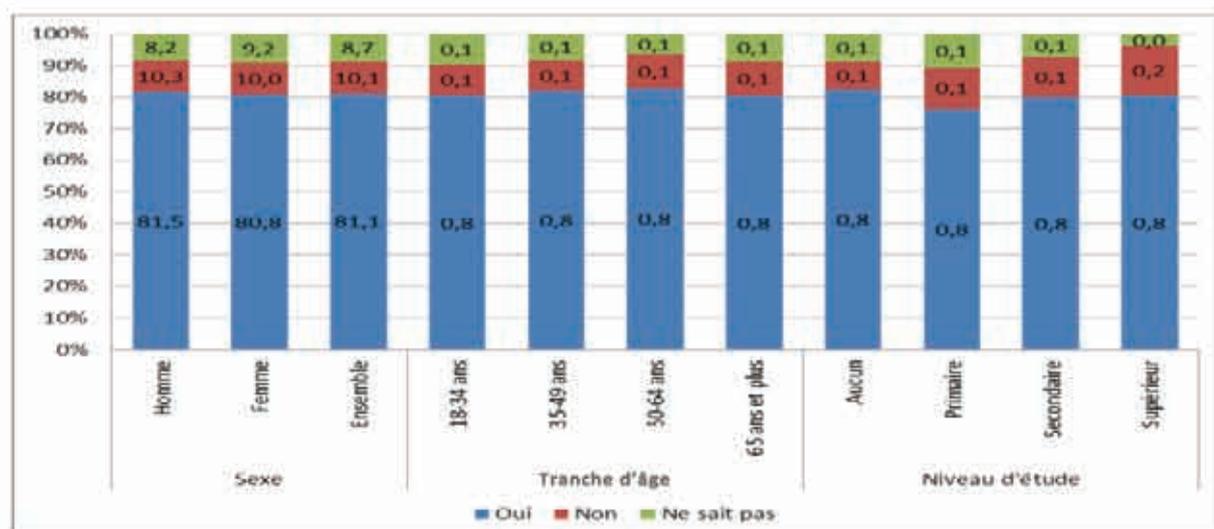
Graphique 81: Répartition des enquêté (e)s par localité selon qu'ils se sentent personnellement affectés ou non par la crise sécuritaire depuis 2012



### 2.7.2 Nécessité de la réconciliation entre les populations après la signature de l'Accord

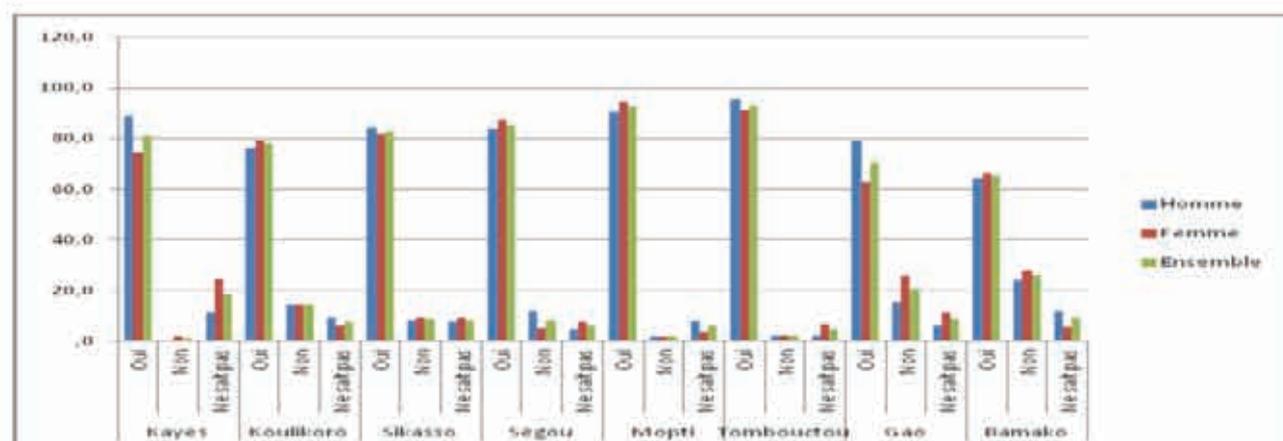
Une majorité importante de 8 citoyens (81,1%) pensent que la réconciliation nationale entre les populations est nécessaire après la signature de l'Accord, sans incidence majeure selon le sexe, la tranche d'âge et le niveau d'étude (Graphique 82).

Graphique 82: Répartition des enquêté (e)s par sexe, par tranche d'âge et par niveau d'étude selon leur appréciation de la nécessité de la réconciliation entre les populations après la signature de l'Accord



Par localité, le pourcentage est très élevé à Tombouctou (93,2%) et Mopti (92,6) et plus faible pour les villes de Bamako (65,3%) et Gao (70,6%) (Graphique 83).

Graphique 83: Répartition des enquêté (e)s par sexe et par localité selon leur appréciation de la nécessité de la réconciliation entre les populations après la signature de l'Accord

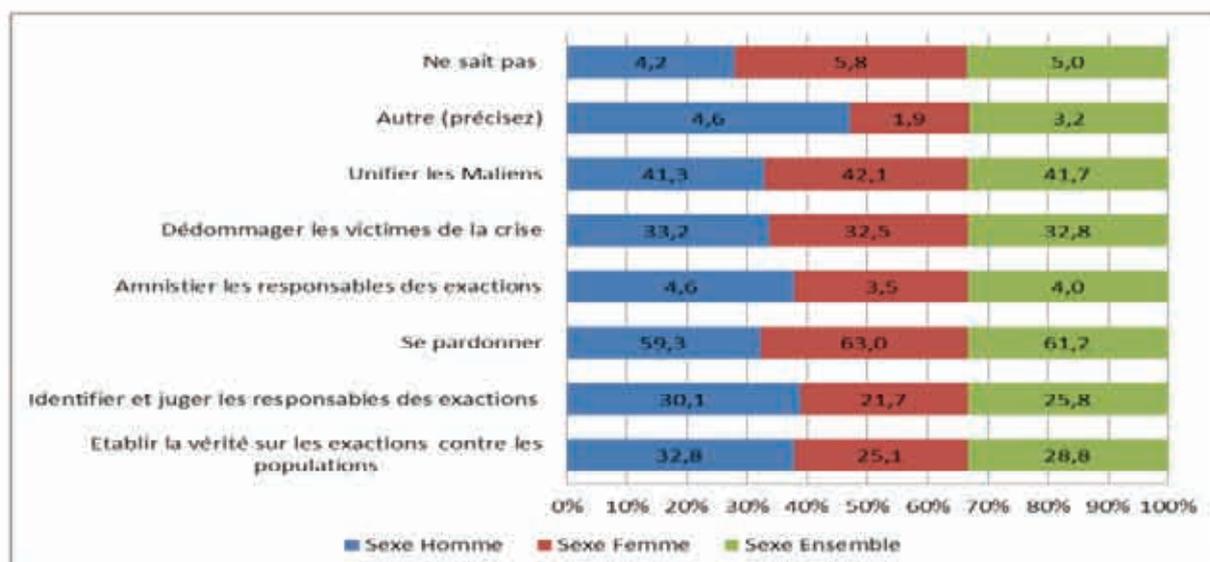


### 2.7.3 Appréciation du contenu de la réconciliation

Pour la majorité de la population (61,2%), la réconciliation nationale doit porter sur le pardon, indépendamment du sexe, du niveau d'étude et de l'âge. Puis, les citoyens pensent

également que la réconciliation doit permettre d'unifier les maliens (41,7%), de dédommager les victimes de la crise (32,8%), d'établir la vérité sur les exactions contre les populations (28,8%) et d'identifier et juger les responsables des exactions (25,8%) (Graphique 84).

**Graphique 84: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du contenu de la réconciliation**

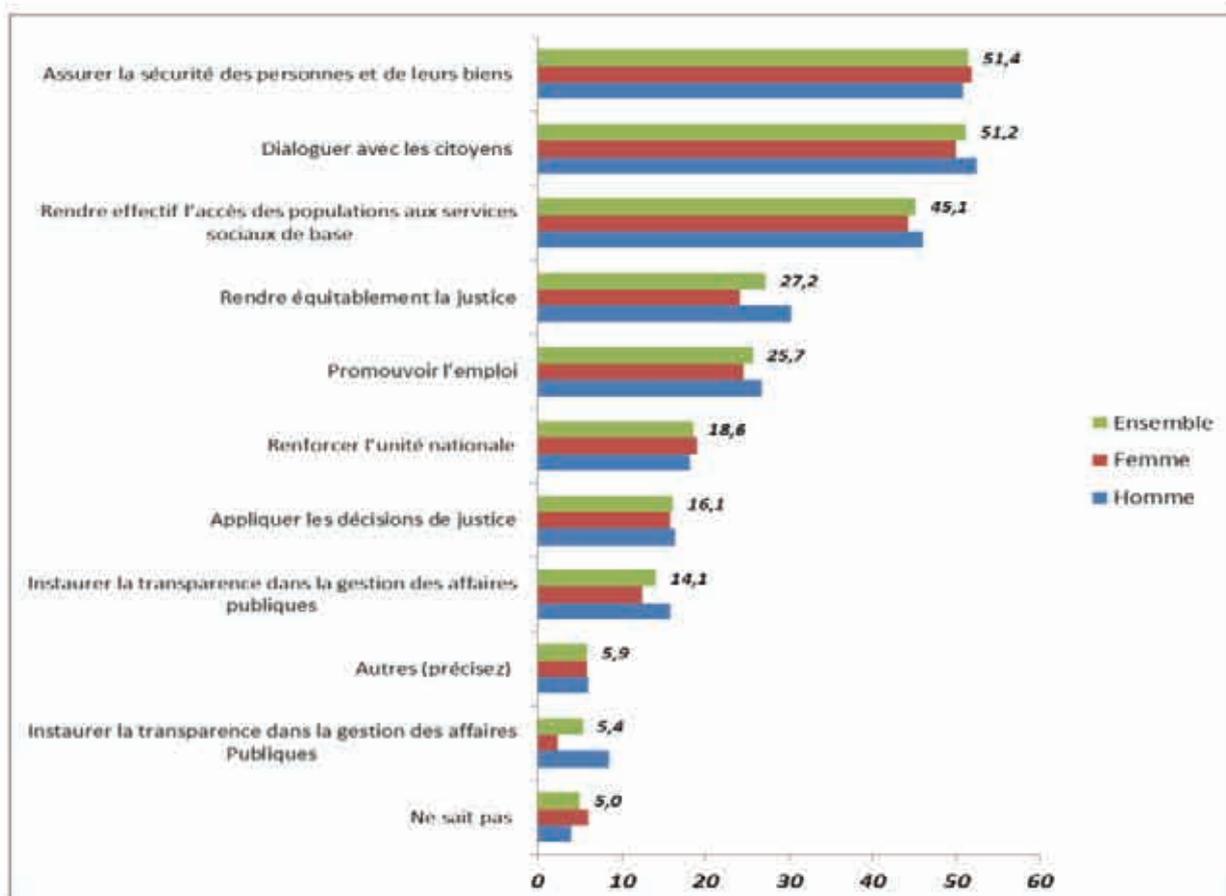


Par localité, la proportion des partisans du pardon est élevée à Mopti (78,6%), Kayes (69,3%), Bamako (66,1%), Ségou (64,2%), Tombouctou (61,6%) et Sikasso (56,9%), et relativement faible à Gao (46,3%), Koulikoro (37,3%).

#### 2.7.4 Appréciation des actions de l'Etat pour se réconcilier avec les populations

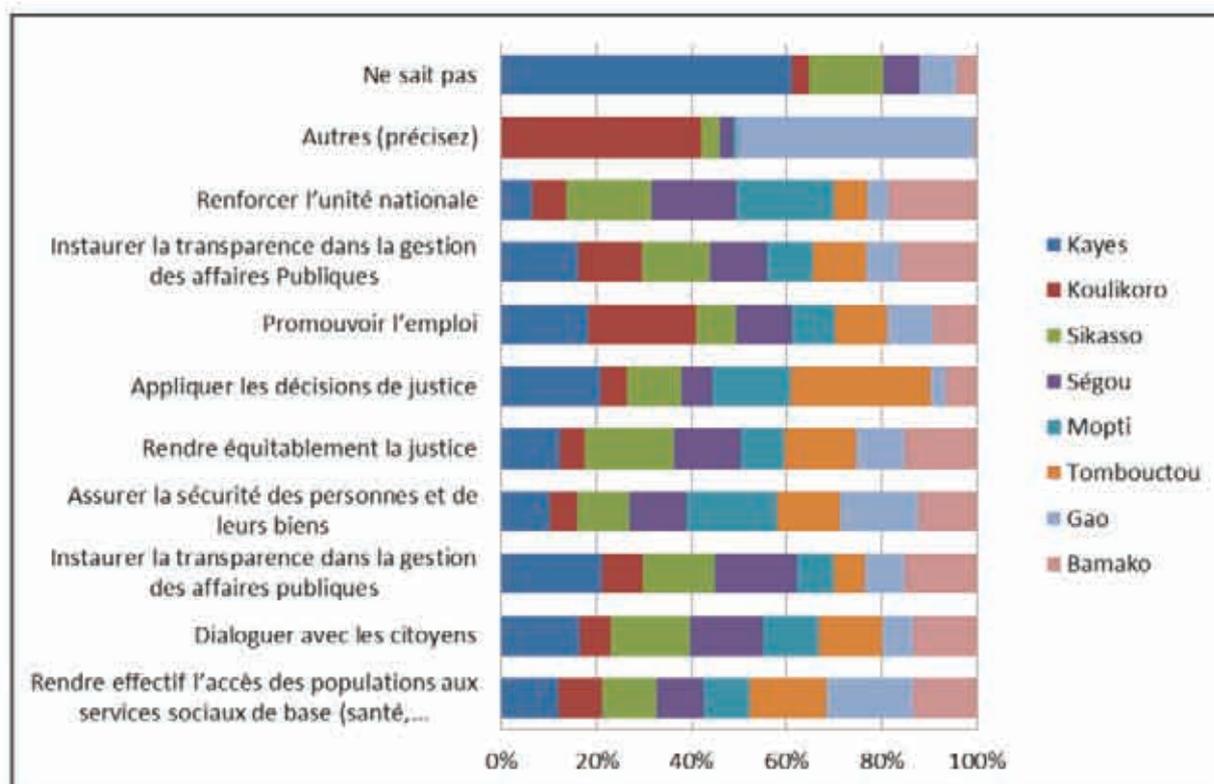
Pour se réconcilier avec les populations, la majorité des enquêté(e)s estime que l'Etat devra assurer la sécurité des personnes et de leurs biens (51,4%) et dialoguer avec les citoyens (51,2%). D'autres actions, sans incidence sur le genre, fréquemment citées sont : « rendre effectifs l'accès des populations aux services sociaux de base (santé, éducation, eau potable, etc.) » (45,1%), « rendre équitablement la justice » (27,2%) et « promouvoir l'emploi » (25,7%) (Graphique 85).

**Graphique 85: Répartition des enquêté (e)s par sexe selon leur appréciation des actions de l'Etat pour se réconcilier avec les populations**



Les attentes des citoyens concernant les actions que l'Etat devra prioritairement réaliser pour se réconcilier avec les populations varient selon les régions (Graphique 86). Les habitants de Kayes (64,6%) et Sikasso (66,1%) priorisent le dialogue avec les citoyens. Pour ceux de Koulikoro (44,7%), l'Etat doit plutôt mettre l'accent sur la promotion de l'emploi. Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens constitue la priorité pour les habitants de Ségou (51,8%), Mopti (82,4%) et Bamako (54,1%). Quant aux villes de Tombouctou (63,6%) et Gao (72,1%), l'Etat doit rendre effectif l'accès des populations aux services sociaux de base comme la santé, l'éducation et l'eau potable.

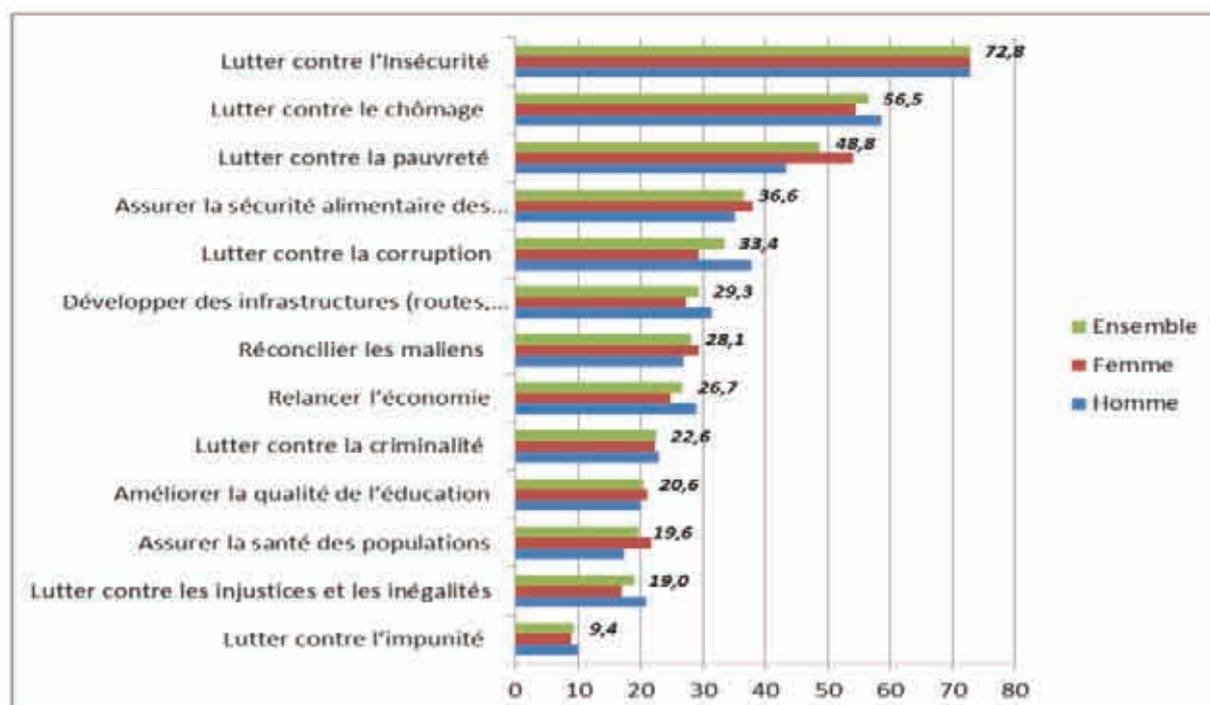
**Graphique 86: Répartition des enquêtés (e)s par localité selon leur appréciation des actions de l'Etat pour se réconcilier avec les populations**



## 2.8. Appréciation des priorités du Gouvernement

Une majorité des enquêtés (e)s cite la lutte contre l'insécurité (72,8%) et le chômage des jeunes (56,5%) comme devant être les priorités du Gouvernement, sans incidence majeure sur le genre. Les autres priorités sont relatives, par ordre de fréquence, à la lutte contre la pauvreté (48,8%), l'insécurité alimentaire des populations (36,6%) et la corruption (33,4%). Le développement des infrastructures (routes, centres de santé, écoles, périmètres agricoles, eau, électricité (29,3%) et la réconciliation des maliens (28,1%) (Graphique 87) ont d'autres priorités citées par les populations enquêtées.

**Graphique 87: Répartition des enquêtés par sexe selon leur appréciation des actions de l'Etat pour se réconcilier avec les populations**



La lutte contre l'insécurité figure parmi les quatre plus grandes priorités dans toutes les villes : Kayes (78,6%), Sikasso (69,7%), Ségou (68,3%), Mopti (90,6%), Gao (83,8) et Bamako (84,6%). Pour les habitants de Koulikoro, la priorité du Gouvernement doit être la lutte contre le chômage (77,3), suivie de la lutte contre la pauvreté (55,3) et l'insécurité (53,6%). Pour ceux de Tombouctou, le développement des infrastructures (routes, centres de santé, écoles, périmètres agricoles, eau, électricité, etc.) doit être la première priorité gouvernementale (59,1%), suivie de la lutte contre le chômage (56,1%) et la réconciliation des maliens (53,4%). Les habitants de Tombouctou placent la lutte contre l'insécurité en quatrième position (52,3%).

**ISSN 1987-0884**

IMPRIM COLOR